

Revue externe de la production scientifique du Gret

Rapport du Comité de Revue



- sous la direction de
Claude Millier
- Bruno Lautier
Thierry Rieu
Marc Totté

Février 2009

- **Présentation.** La Revue externe de la production scientifique du Gret a été commanditée fin décembre 2007 par le Gret. Pour la mener, le travail développé par le Comité de Revue, indépendant du Gret, a été cadré et discuté par un Comité d'orientation.

Le Comité de Revue était constitué de quatre membres : Claude Millier (Inra), Bruno Lautier (ledes-Paris 1), Thierry Rieu (Agroparistech Montpellier), Marc Totté (Inter Mondes Belgique).

Le Comité d'Orientation comprenait : Patrick Caron (Cirad), Pierre Fabre (ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur), Marie-Noëlle Favier (IRD), Yves Le Bars (Président du Gret), Jean-David Naudet (AFD) et Gérard Winter (IRD).



Campus du Jardin tropical
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France
tél : 33 (0)1 70 91 92 00
fax : 33 (0)1 70 91 92 01
gret@gret.org
<http://www.gret.org>

Sommaire

INTRODUCTION A LA REVUE SCIENTIFIQUE DU GRET	3
I. LE GRET ET SON ENVIRONNEMENT	5
II. LA DIRECTION SCIENTIFIQUE, LA REVUE DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE ET SES OBJECTIFS	6
1. La Direction Scientifique	6
2. La politique éditoriale et les structures de la communication et de la valorisation....	7
3. La dotation de l'État au Gret.....	7
4. La Revue de la Production Scientifique.....	8
5. Recherche et capitalisation.....	8
III. CAPITALISATION ET RECHERCHE AU GRET	9
IV. CONDITIONS DE PRODUCTION DE LA CAPITALISATION	11
V. ANALYSE DES PRODUITS DE CAPITALISATION.....	14
1. La forme	14
2. La nature de ces documents	15
3. Les thèmes dominants	17
VI. DES POINTS PARTICULIERS FAISANT DEBAT (BILAN CRITIQUE FACTUEL).....	19
VII. AU-DELA DE LA CAPITALISATION	20
1. Préliminaires : rappel des points précédents	20
2. La diffusion des capitalisations au sein du Gret.....	20
3. Une première amélioration : les études comparatives.....	21
4. Une méta-capitalisation ?.....	21
5. La capitalisation au service des ONG et des pays du Sud	22
VIII. CONCLUSIONS.....	23
COMMENTAIRES ET COMPLEMENTS APPORTES PAR LA DIRECTION SCIENTIFIQUE DU GRET	25
ANNEXES.....	27
ANNEXE 1 : 10 ANS DE DIRECTION SCIENTIFIQUE AU GRET. UN PETIT RAPPEL HISTORIQUE	29
ANNEXE 2 : LA DIFFUSION ELECTRONIQUE DES PUBLICATIONS	35
ANNEXE 3 : TEXTES ANALYSES ET NOTES DE LECTURE	41
ANNEXE 4 : PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET PUBLICATIONS DU GRET DE 2005 A 2007	87

Introduction à la revue scientifique du Gret

La Revue Scientifique du Gret a été lancée fin décembre 2007 ; ses termes étaient précisés par un document de mars 2007 intitulé « Revue de la production scientifique au Gret » ; pour la mener, le travail développé par le Comité de Revue était cadré et discuté par un Comité d'Orientation.

Le Comité de Revue est constitué de quatre membres : Claude Millier (Inra), Bruno Lautier (Iedes-Paris 1), Thierry Rieu (Agroparistech Montpellier) et Marc Totté (Inter Mondes Belgique). Le Comité d'Orientation comprend : Patrick Caron, Pierre Fabre, Marie-Noëlle Favier, Yves Le Bars, Jean-David Naudet et Gérard Winter.

La Revue concerne aussi bien la contribution du Gret à la recherche sur le développement que la façon dont sont capitalisées les opérations de développement proprement dites ; les critères utilisés dans ce travail sont donc multiples, de l'appréciation de la qualité scientifique des documents produits à celle de leur caractère innovant, d'une évaluation de la production académique à celle de la diffusion spécifique vers les partenaires du Sud et les ONG du développement.

La méthode de travail a en conséquence été assez originale par rapport aux pratiques en recherche associée : la Revue a procédé à la fois à une analyse de la politique du Gret dans le domaine scientifique, à une évaluation critique des différentes productions du Gret, à une exploration des conditions de production et à une mise en perspective.

Ces quatre aspects ont été développés séquentiellement : réunion de lancement poursuivie par des approfondissements avec la Direction Scientifique le 9 janvier 2008 ; lectures croisées de publications du Gret partagées et discutées entre les membres de la Revue en février 2008 ; journée d'échanges avec des membres du Gret le 19 février 2008 ; réunion du Comité pour dégager les éléments du bilan et les évolutions possibles le 26 mars 2008. Deux réunions communes : Comité de Revue/Comité d'Orientation se sont tenues, la première pour confirmer et préciser les termes de référence de la Revue, la seconde pour commenter les résultats de l'évaluation « à chaud » (7 avril 2008).

En cours de travail, la Direction Scientifique du Gret a proposé une trame de questionnaire, qui a été finalisée par l'équipe de la Revue et adressé de façon systématique aux membres du Gret à Paris et sur le terrain ; ce travail a été confié à Marc Totté et mené avec l'aide de Julie Humeau dans les mois d'avril et mai ; il s'est révélé très utile pour confirmer certaines analyses, mais aussi les pondérer et les infléchir.

Le Comité de Revue tient à remercier le Gret et tous ses agents pour la qualité de l'accueil, l'ouverture des débats, le refus de la langue de bois, malgré des conditions évidentes de surcharge accentuées par le récent déménagement. L'engagement des personnels sur les objectifs du Gret, ONG professionnelle de coopération et de solidarité internationale, leur réflexion critique par rapport à leur rôle, expliquent sans nul doute que les échanges aient été à la fois agréables, approfondis et excitants.

En particulier Philippe Lavigne Delville, Directeur Scientifique, avec son adjointe Sarah Botton, ont été constamment disponibles et se sont associés à un travail de Revue qui comprend inévitablement une part de « déconstruction » de son action.

La Revue présentée ci-après a été menée en essayant de construire un cadre d'analyse objectif pour examiner les relations entre recherches sur le développement et opérations de terrain ; il existe nécessairement un biais résultant du fait que les membres de la Revue ne sont pas allés sur le terrain pour vivre plus concrètement les conditions de ces recherches et de ces innovations, et n'ont pas eu de contact direct avec les partenaires du Sud. Notre réflexion recadrée dans nos expériences personnelles a, de manière consciente, essayé de prendre en compte cette insuffisance.

I. LE GRET ET SON ENVIRONNEMENT

Le Gret, Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques, est une Organisation non Gouvernementale (ONG) professionnelle de coopération et de solidarité internationale à la présence très significative dans les paysages français et international ; créé il y a 30 ans, il dispose des moyens suivants : 90 salariés et volontaires en France et à l'étranger, 500 salariés nationaux sur les terrains, 40 pays d'intervention, 14 délégations permanentes (dont 3 en Asie et 2 en Amérique), financements contractuels multiples diversifiés. Le chiffre d'affaires est de 16,5 millions d'euros.

Il est organisé au niveau opérationnel suivant six grandes thématiques de développement (accès aux services essentiels - ASE ; alimentation et agriculture durable - AAD ; développement institutionnel, acteurs, territoires - DAT ; information et communication pour le développement - ICD ; microfinance et petite entreprise - MPE ; politiques publiques et régulations internationales - PPRI). Ses modalités d'action concernent non seulement des missions de contribution au développement, mais aussi la production de références et une participation à la définition et la mise en œuvre des politiques de développement et de coopération ; ces indications montrent bien la spécificité du Gret dans le dispositif français, qui se manifeste en particulier dans le lien entre la recherche et le développement souligné au niveau de l'État (voir par exemple « avis sur les relations entre les ONG et la recherche, version plénière », HCCI, décembre 2005).

Le Gret reçoit d'ailleurs un appui fort du Ministère chargé de la Recherche sous forme de personnels gérés par le Cirad (10 postes à l'heure actuelle, équivalent à 6 % du budget annuel du Gret) pour assurer ces missions de capitalisation et de recherche, et la Revue, objet de ce rapport, découle du besoin de mesurer plus exactement l'effet de ces orientations et moyens.

Au cours des quinze dernières années, la mutation générale des approches des problèmes de développement et des modalités d'intervention – dans le sens de la mobilisation de catégories de plus en plus diverses d'acteurs et de registres de plus en plus variés de savoir, savoir-faire, savoir-être – entraîne un changement significatif dans l'action des ONG, en particulier le Gret : les compétences de type biotechnique (voir le terme « technologique » dans le nom du Gret) sont de plus en plus complétés par des savoirs et savoir-faire de type institutionnel ; le Gret doit gérer cette évolution en réalisant à chaque moment un équilibre interne et externe satisfaisant dans l'accomplissement de cette pluridisciplinarité.

Les relations avec les organismes de recherche sont également évolutives et parfois problématiques ; toutefois, d'une situation où les actions de recherche-action constituaient un territoire indécis et disputé entre les différentes institutions, les évolutions récentes tendent vers une meilleure clarification du contexte et en particulier du rôle des ONG ; le document précité du HCCI a formulé des recommandations vers les organismes de recherche pour faciliter des partenariats plus fréquents et plus égaux dans le cadre de leurs missions de valorisation de leurs résultats.

Bien que la Revue n'ait pas mis en œuvre de "benchmarking" au niveau international, il est constaté que les principales institutions qui ont ces missions de production de références et d'aide aux politiques de coopération ne sont pas en même temps des opérateurs de développement comme le Gret. Ce rôle « hybride » du Gret peut être à la fois un facteur positif (un lien plus vécu et collectivisé entre le conceptuel et le terrain donnant lieu à des recommanda-

tions plus réalistes) et problématique (difficulté d'équilibrage entre les différentes missions, ainsi qu'un certain parti pris dans la production de référents¹ ?).

De plus, les débats qui vont croître entre développement et environnement vont exiger une présence anticipatrice à l'interface entre les deux domaines étirant encore le champ des compétences nécessaires.

Tous ces éléments, joints aux inflexions des politiques de coopération multi- et bilatérale, expriment une situation des connaissances et des savoir-faire loin de la stabilité ; les contributions de la recherche, les conditions particulières de la production de références et l'appui aux politiques sont donc à la fois cruciaux mais placés dans le cadre d'agenda à très court terme et très contraints.

La Revue a essayé de capter l'état actuel des forces et faiblesse du Gret dans ces domaines et ses capacités à s'adapter pour rester un contributeur d'excellence vers la coopération et la solidarité internationale.

II. LA DIRECTION SCIENTIFIQUE, LA REVUE DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE ET SES OBJECTIFS

1. La Direction Scientifique

La Direction Scientifique du Gret a été mise en place en 1999 après l'audit du Gret de 1996 : ses missions sont la définition et l'animation de la politique scientifique de l'établissement, l'appui aux chantiers de recherche et de capitalisation, et le pilotage des collections internes ; les rôles stratégiques et opérationnels sont intimement liés ; l'activité quotidienne est de façon importante consacrée à la maturation et à l'écriture des travaux de capitalisation.

Philippe Lavigne Delville est Directeur Scientifique depuis la création du poste, d'abord à 50 %, désormais à 75 % ; en 2007, il a reçu le renfort d'une adjointe, Sarah Botton qui vient de quitter pour raisons personnelles le Gret ; outre qu'elle déchargeait le Directeur, elle devait se consacrer à engager une recherche en sciences sociales sur la contribution des ONG à la (re)construction l'action publique au Sud².

Le travail mené à la DS a été très intense. Le Comité de Revue est admiratif devant la masse de documents créés ou catalysés par la DS, en se posant toutefois la question de l'évolution de cet effort, aux conditions actuelles de financement et de structuration du Gret. La forte personnalisation de la DS, en particulier, sans doute nécessaire à un moment de son existence, pose aujourd'hui question.

¹ Dans la pratique, ce risque apparaît très diversement appréciable étant donné la nature très différente des travaux : dans la recherche sur la nutrition avec l'IRD, l'ancrage terrain a eu des apports évidents par rapport aux chercheurs « durs » ; dans le cas d'un programme comme Alizés Mauritanie, la production de savoirs (plus contenue dans les façons de gérer un échec ?) est étroitement liée au contexte institutionnel du projet ; dans le cas des projets Mirep et Prey Nup, on observe un manque de mise en perspective de travaux plus théoriques des questions institutionnelles et de services publics...

² Une nouvelle chargée de mission, Virginie Diaz, a été recrutée en avril 2008. Par ailleurs, Philippe Lavigne Delville a quitté ce poste au 1^{er} septembre pour un poste d'accueil à l'IRD, et Christian Castellanet est le nouveau Directeur scientifique.

2. La politique éditoriale et les structures de la communication et de la valorisation

En termes d'animation scientifique, la DS a mis en place une manifestation « mensuelle » régulière, le Bistro ; cette manifestation aux thèmes annoncés rassemble, outre les présentateurs, des membres du siège et les personnels en présence transitoire ; elle profite également en tant que de besoin de l'Assemblée annuelle pour organiser un séminaire de deux jours mobilisant le personnel du siège et du terrain, et communiquer sur la politique scientifique et certains thèmes d'actualité.

À l'occasion de missions de la DS dans les représentations pays, il semble y avoir aussi des actions de ce type.

En liaison avec la DS, la Direction des éditions a mis en place une politique de publication d'ouvrages sous forme de deux collections Gret : « Études et travaux » et « Coopérer aujourd'hui », largement diffusées par Internet (cf. Annexe 2). D'autres collections « Guide pratique », « Outils techniques », « Le point sur... » n'ont pas été examinées dans le cadre de la Revue ; en général très techniques ; elles ont comme le montrent les résultats « commerciaux » un impact certain. Nous n'avons pas renseigné leur programmation. On notera aussi la collection « Traverses » issue du Groupe *Initiatives*, dont la Direction scientifique est co-animateur, ainsi que celles du réseau *Impact*.

Le catalogue des ouvrages est important et le développement d'un serveur Internet a permis une double politique de diffusion en ligne/écrit. La plupart des productions sont téléchargeables et elles bénéficient également d'une diffusion papier à travers bibliothèques et librairies spécialisées.

La politique éditoriale manque d'une définition claire ; en particulier, les lignes éditoriales de deux collections principales n'apparaissent pas suffisamment identifiées, étant placées sous le même chapeau général de capitalisation, valorisation et diffusion des connaissances sur les méthodes et techniques de développement ; certes, « coopérer aujourd'hui » apparaît clairement de la responsabilité de la DS (sous-titre : les documents de travail de la DS), mais la liste des titres ne fait pas apparaître de différences notables entre les deux collections.

Les participations des agents du Gret au niveau recherche suivent les règles des productions académiques que l'agent Gret soit seul ou co-auteur.

3. La dotation de l'État au Gret

Dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation de la recherche de 1982, l'État a inscrit dans la loi de finances au titre du budget civil du ministère chargé de la Recherche « la création de 12 postes d'ingénieurs-chercheurs au Cirad mis à disposition du Gret » ; compte tenu des évolutions salariales, ceci correspond en 2007 à 10 postes à temps plein, et approximativement à 6 % du chiffre d'affaires du Gret (les autres contrats d'études et recherche et les capitalisations financées sur projets ayant grossièrement un montant équivalent de 7 %, avec des sources très variées : MAE, UE, AFD, fondations, etc.).

Plutôt que d'identifier des postes à temps complet consacrés à 100 % aux actions de recherche et capitalisation, l'organisme, par des appels d'offres internes, appelle à ces actions et libère les agents retenus de la production courante liée aux projets pour une durée typiquement de 2

mois comptabilisée dans l'usage des 10 postes³ ; par cette décision, il favorisait une dissémination généralisée des actions de capitalisation et de production de références à tous les niveaux, mais ceci engendre une grande complexité dans la gestion collective et individuelle des activités des personnels.

4. La Revue de la Production Scientifique

Le document de présentation de la Revue s'organise classiquement autour de l'évaluation de la pertinence et de la qualité de la production scientifique ; il insiste sur l'importance, à côté d'une recherche finalisée dont les canons sont habituels, sur la capitalisation d'une connaissance et de savoir-faire issus de l'action pour laquelle une analyse spécifique doit être développée. Cette capitalisation résulte d'un processus particulier partant du terrain, s'en distançant pour dégager référentiels techniques et méthodologiques et pour généraliser et comparer.

Si la revue, et en particulier le document annexé rédigé par Marc Totté et Julie Humeau, aborde largement la question de l'impact interne de la production de la DS, elle a abordé de façon beaucoup moins détaillée la question de l'impact externe : comment est-elle connue, perçue, évaluée et appliquée par les partenaires extérieurs (des ONG du Sud aux cousins du Nord et à l'utilisation dans les enseignements sur le développement) ?

5. Recherche et capitalisation

La Direction Scientifique du Gret distingue 8 types de liens entre recherche et développement (cf. Annexe 1). Cette typologie est apparue très utile pour structurer la réflexion :

- co-pilotage de projets de développement à composante recherche ;
- recherches d'accompagnement à des projets ;
- études d'impact confiées à la recherche externe (en particulier dans des disciplines nouvelles pour le Gret (changement climatique, politiques publiques, ...)) ;
- capitalisations d'expérience et systématisations des savoirs ;
- études et expertises à haute valeur ajoutée en termes de connaissances ;
- programmes de recherches finalisées ;
- réseaux, séminaires, groupes de travail conjoints ;
- colloques scientifiques.

Le Comité a travaillé sur ces différents types de liens, en regardant plus précisément comme il a été dit plus haut le type « capitalisation ».

³ Commentaire de la DS : « Pour info : 1/ Les RSR financent aussi les activités de support : documentation, éditions, etc. Tout n'est donc pas disponible pour de la capitalisation. 2/ La logique est : a/ éviter une division du travail interne et favoriser la réflexivité et prise de recul par les praticiens ; b/ éviter toute « distorsion de concurrence » en neutralisant l'effet subvention dans l'économie du Gret ; c/ gérer les projets de capitalisation comme des « projets » avec objectifs, budget, calendrier, et « paiement » sur résultats ».

III. CAPITALISATION ET RECHERCHE AU GRET

L'identité du Gret, perçue à la fois par ses membres, ses partenaires et ses commanditaires, est au cœur des réflexions qui nous ont été demandées dans la Revue Scientifique, car la capitalisation et la recherche sont une des missions du Gret constitutives de cette identité. Cette caractéristique partagée détermine les conditions de viabilité, de développement et d'adaptation de la structure dans le contexte toujours changeant des questions de développement.

Sa fabrication repose sur la façon dont le Gret « capitalise » ses modes de production de savoirs et de savoir-faire ; le Gret se trouve à ce sujet dans une situation atypique entre les organismes de recherche dont la production est évaluée par les pairs, et les bureaux d'études où la sanction unique est la rentabilité et la pénétration de marchés. Le groupe RS a essayé d'analyser ces modes de production et leurs conditions de réalisation.

Les savoirs et savoir-faire produits au Gret concernent essentiellement les processus d'innovation dans la sphère du développement, et la façon de mettre en œuvre des opérations « techniques », de susciter et organiser l'intervention et l'organisation d'acteurs locaux ; ces savoirs et savoir-faire peuvent concerner des objets « biotechniques », mais de plus en plus la composante des innovations (forcées ou volontaires) basée sur leur mise en œuvre sociale (le terme d'*ingénierie sociale* paraît adéquat) devient plus importante dans la vision intégrée d'un problème de développement.

Les modes d'analyse et d'action de la DS (ce qui est appelé souvent dans les textes « recherche-action »), son évaluation, sa dissémination interne et externe, sont spécifiques, et les critères d'évaluation de ses productions diffèrent nécessairement de critères habituels d'évaluation des programmes de recherche académique. Il faut noter toutefois que sur des actions bien choisies le Gret (justement à cause de son centrage sur l'innovation) peut coopérer sur des actions avec d'autres opérateurs de recherche, en assurant un travail plus classique de traducteur de connaissances scientifiques parfois coproduites vers l'action ; par ailleurs, sa connaissance des partenaires de type ONG peut justifier qu'il soit pilote « scientifique » d'opérations de recherche concernant l'efficacité et l'adaptation des activités de ces structures.

La capitalisation est un processus de collectivisation piloté par la direction scientifique : majoritairement issue de projets « individuels » ou d'équipe, elle doit être nécessairement accompagnée de mises en débats, de disséminations internes et externes et de retours réflexifs ; l'observation de ces mécanismes est délicate et difficile dans le cadre de la Revue ; actuellement très grossière, cette mise en débats devrait être améliorée dans l'avenir.

Les catégories proposées depuis quelques années par la direction scientifique conviennent pour structurer cette capitalisation multiforme :

- systématisation : stabilisation et formalisation de techniques, de méthodes et de savoir-faire ;
- capitalisation : réflexion critique et distanciée sur les pratiques, à partir de l'action et *a posteriori*, permettant de tirer les enseignements ;
- recherche : production de connaissances à partir d'un dispositif d'enquêtes ou d'expériences évaluables suivant les critères habituels de la recherche.

Quelques caractéristiques d'une entreprise « apprenante » et « professionnalisante » ⁴	Trois boucles pour l'apprentissage individuel et collectif ⁵
<p>1. Des triples boucles d'apprentissage collectif</p> <p>Simple boucle : le sujet ou l'organisation apprend en corrigeant son action par rapport à des objectifs, mais sans changer fondamentalement ceux-ci ni les valeurs ou théories d'action qui guident l'action.</p> <p>Double boucle : le sujet ou l'organisation apprend en remettant en cause ses objectifs et leurs fondements.</p> <p>Triple boucle : le sujet ou l'organisation apprend à modifier sa façon l'apprendre, à tirer les leçons de l'expérience. Cela contribue à améliorer le fonctionnement des deux boucles précédentes. Le sujet ou l'organisation apprend à apprendre.</p> <p>2. Des situations de travail professionnalisantes</p> <p>3. Des parcours de mobilité professionnalisants</p> <p>4. Un travail en réseau. Des processus de transfert, d'échange, de capitalisation des pratiques</p> <p>5. Une articulation entre la gestion des connaissances et la gestion des compétences</p> <p>6. La réunion et la mise en œuvre des conditions propres à la construction des compétences</p>	<p>Le diagramme illustre trois boucles d'apprentissage :</p> <ul style="list-style-type: none"> Simple boucle : Processus et Conditions d'apprentissage → Objectifs, Théories d'action, Principes Directeurs, Représentations → Action → Résultats. Double boucle : Ajoute une boucle de rétroaction de Résultats vers Objectifs. Triple boucle : Ajoute une boucle de rétroaction de Résultats vers le processus initial.

L'item « capitalisation » doit néanmoins être décliné de façon plus détaillé pour discerner les différents savoirs et savoir-faire déployés :

- en fonction des commanditaires : commandes *top-down* ou démarches *bottom-up* ;
- en fonction des domaines : terrain, thématiques, méthodologiques ;
- en fonction de l'état : anticipation, débat, expérimentation de nouvelles approches, « préconisations ».

Un des objectifs de la revue (voir les termes de références) étant d'apprécier la capacité du Gret à être, à travers sa direction scientifique, une organisation apprenante, on se référera aux travaux de Le Boterf⁶ pour introduire ici quelques éléments de cadrage.

L'intérêt de cette fonction de capitalisation est reconnu par les agents du Gret que ce soient les porteurs historiques (à la Direction Scientifique mais aussi dans les pôles), ou les acteurs de terrain jeunes ou anciens, « le nez dans le guidon » de leurs projets et de leurs partenariats ; du coup malgré la pratique dominante d'une activité "action-driven" au sein du Gret, on ne peut que s'étonner avec satisfaction que la capitalisation soit aussi répartie et aussi active.

⁴ Idem p. 219.

⁵ Idem p.199.

⁶ Le Boterf G., 2006, Ingénierie et évaluation des compétences, Éditions d'Organisation (5^e édition), 605 p.

Bien sûr, le mécanisme RSR joue un rôle facilitateur qui est d'avoir un effet de levier manifeste accepté par les agents dans la mesure où la capitalisation exprime une reconnaissance effective du talent de l'individu. On reviendra plus loin sur la mise en œuvre dans le cas de commandes *top-down* qui pose d'autres questions.

IV. CONDITIONS DE PRODUCTION DE LA CAPITALISATION

Les attentes en matière de capitalisation et plus généralement d'apprentissage peuvent avoir tendance à minimiser l'importance des contraintes notamment institutionnelles de production.

Le **temps** alloué est le problème principal ; même dans la procédure RSR – censée favoriser les capitalisations « lourdes » – les temps calculés semblent toujours trop brefs et la durée d'élaboration a toujours excédé les quelques semaines prévues⁷. Beaucoup de capitalisations se font dès lors « dans les moments perdus », avec une perte de continuité dans le travail, ce qui le rend difficile et inefficace.

Le **coût** est toujours sous-estimé, voire rarement intégré dans les budgets prévisionnels (les exemples de « Dialogs » et du PMRU sont des exceptions) parce que les bailleurs ne l'admettent que difficilement, et que le mode de présentation des demandes de financement ne le permet pas toujours. Or, ce coût représente environ 10 % du budget total⁸. Il devient donc nécessaire de « travestir » les budgets, ce qui n'est pas facile dans ces proportions⁹.

Les **compétences** apparaissent également, sinon à construire, du moins à réunir et accompagner. Elles concernent au premier chef les capacités et expériences des porteurs de capitalisation : capacité à apporter une valeur ajoutée sur un thème particulier, à le faire avec rigueur ; capacité à rédiger, à analyser, à mettre en perspectives plus larges... La plupart des rédacteurs de documents de capitalisation ne sont pas des anthropologues ou des sociologues, mais des « techniciens »¹⁰. Ceci peut être vu comme un handicap, et nous avons repéré, lors de nos lectures critiques, le récit (honnête) de certaines erreurs ou bévues qui auraient peut-être pu être évitées par des porteurs de projets ayant une solide formation en sciences sociales. Mais cela peut aussi être vu comme un atout, dans la mesure où les rédacteurs des documents, pour peu qu'ils puissent prendre du recul et « sociologiser » les questions qu'ils se posent, sont sans doute à même d'être des médiateurs-pédagogues plus aptes à « faire passer » les leçons de leur expérience à des collègues que des spécialistes universitaires des sciences sociales¹¹.

Ces compétences concernent aussi les capacités de suivi de la Direction Scientifique, et plus précisément le difficile équilibre à trouver entre son rôle stratégique et les besoins de suivi et de (ré)écriture. Ce positionnement est donc complexe et peut-être encore un peu trop large,

⁷ Ce dont se sont plaints tous les auteurs de capitalisations, réunis le 19 février 2008.

⁸ Depuis novembre 2006, le suivi-évaluation et la capitalisation doivent être intégrés dans les nouveaux projets de plus de 500K€. Mais il semble que cette règle nesoit pas respectée totalement.

⁹ Cette question a parfois été l'objet de tensions entre des porteurs de projets de capitalisation et la DS chargée de gérer les fonds RSR, les premiers espérant parfois obtenir les moyens d'un travail d'un an ! À l'opposé, certains responsables de pôles considèrent que, dans le contexte actuel, les ambitions du Gret en matière de capitalisation relèvent d'un luxe qu'on ne peut plus se permettre aujourd'hui.

¹⁰ Même si, selon Ph. Lavigne Delville (*Quelques réflexions suite à la restitution des travaux de la revue, 11/04/2008, p. 4*), on peut identifier, depuis 3 ans, une « demande d'anthropologie », particulièrement chez les plus récemment recrutés des agents du Gret.

¹¹ Cf. *ibidem* p.6. Cela ramène au débat sur les rapports entre recherche académique et recherche-action, que nous évoquerons plus bas.

voire flou¹². Le Conseil de direction « élit » les projets de capitalisation qui bénéficieront du RSR, la DS jouant un rôle de gestion des moyens¹³ ; mais cette dernière doit aussi procéder à une véritable « maïeutique », gérer la contrainte de temps, pallier d'éventuelles carences dans l'écriture. Cela peut poser de multiples problèmes : ceux qui font la capitalisation peuvent largement se décharger sur la DS (pour structurer la problématique, ou finaliser la rédaction) ; ou au contraire « mal prendre » ses ingérences ou recommandations ; et les déphasages des calendriers des uns et des autres peuvent encore ralentir le processus. Des avancées significatives sont cependant observées depuis sa mise en place il y a 8 ans, si l'on en juge par les résultats du questionnaire (voir aussi le rapport Humeau-Totté) :

- 79 % considèrent que leurs pratiques professionnelles ont évolué significativement depuis la création de la Direction Scientifique (contre 18 % de contre) ;
- parmi ceux-ci, 61,8 % pensent que les activités de la DS ont joué un rôle important dans l'évolution de leurs pratiques professionnelles (soit plutôt pour l'incitation à la capitalisation (21%) ; soit plutôt dans la capacité d'analyse et de réflexivité (20 %) ; soit encore dans la façon de se représenter le développement (15 %)).

En revanche, deux facteurs sont invoqués par ceux qui considèrent que la DS a joué un rôle mineur dans l'évolution de leurs pratiques professionnelles :

- (en majorité) le manque de temps pour la lecture des documents et publications de la DS ou à la participation aux échanges et au partage des connaissances entre experts Gret explique que la DS ait joué un rôle minime ;
- l'insuffisance d'animations et le manque d'outils pour la mise en valeur de la capitalisation.

Ce dernier constat questionne la vocation de la DS et les multiples attentes qu'elle doit honorer : il semblerait en particulier qu'elle soit plus reconnue pour sa propension à construire des savoirs-penser qu'à produire des savoir-faire¹⁴ ; d'autre part, elle est parfois aussi chargée de la responsabilité d'animer tout le processus de transmission et d'échanges internes au Gret. En dépit de ses efforts à cet égard, force est de constater que l'histoire et la culture institutionnelle du Gret ne s'y prêtent pas forcément (voir chapitre 1).

À cet égard, l'emploi de stagiaires ou de thésards (possibilité de conventions Cifre) est loin d'être une panacée. Les stagiaires sont peu onéreux, mais la courte durée d'un stage fait que la formation du stagiaire occupe une grande partie du stage ; certains stagiaires, pour peu qu'ils soient bien encadrés, font néanmoins un travail remarquable. Le thésard offre l'avantage d'une plus grande maturité, et de pouvoir « sortir » de son objet précis (par exemple, de faire des comparaisons avec des opérations similaires menées par d'autres organismes). Mais il y a parfois conflits avec le thésard ou son directeur de thèse, qui peuvent craindre l'instrumentalisation d'un travail de thèse à vocation essentiellement académique.

La participation des partenaires locaux à la capitalisation souffre de nombreuses difficultés : circulation de l'information, tenue de séminaires sur place, problèmes de traduction (*cf.*

¹² Les réponses au questionnaire montent de ce point de vue que les attentes vis-à-vis de la DS sont souvent plus opérationnelles (accompagnement de projets) que stratégiques pour les responsables de projets, et mélangent encore souvent « suivi », « évaluation » et « capitalisation ». Les responsables de pôles se distinguent de cette position par des attentes plus « politiques » vis-à-vis de la DS (appui à l'élaboration de notes de positions sur des politiques pays ou sectorielles).

¹³ La DS dispose, par ailleurs, d'une ligne de financement de 20K€ dénommée « commandes de la DS ».

¹⁴ La difficulté relative de ses deux modes de savoirs n'étant pas analysée semble-t-il (produire des référents intelligents » (non normatifs) sur les façons de gérer la complexité en pratique est certainement beaucoup plus difficile que produire des référents théoriques).

l'exemple du Vietnam) ; cela n'est possible, en tout état de cause, que si cela est prévu *ex-ante*. Quand une opération est menée en partenariat, la capitalisation devrait être menée en partenariat ; or, cela est rare (Fasevie avec l'IRD, Dialogs avec des partenaires vietnamiens) ; avec l'AFD il s'agit plus de discussions avec un partenaire financier que de véritable capitalisation.

Ces différentes contraintes renforcent les risques d'effilochage dans le temps et peuvent faire échouer une opération intéressante ou diminuer sa qualité.

Les conditions à réunir pour une bonne capitalisation semblent donc être : (1) d'être planifiée, c'est-à-dire incorporée explicitement ou implicitement dans l'énoncé d'un projet¹⁵. Cette « anticipation » suppose que, dès le début d'un projet, leurs responsables (et les équipes) soient sensibilisés, voire formés spécifiquement, aux apports des sciences sociales ; (2) de reposer sur une « fermentation » suffisante du sujet¹⁶ ; (3) d'articuler à la fois incitation claire de la direction scientifique et motivation de l'agent (appelé généralement à se surinvestir, le processus dépassant généralement le temps prévu étant donné les aléas de l'écriture, les reformulations, etc.) ; (4) de disposer de ressources humaines suffisantes pour le suivi ; et (5) basée sur des responsabilités claires (en termes de personnes) et précises.

Au-delà, les conditions pour un réel apprentissage collectif, à partir de ces capitalisations, sont encore plus exigeantes. La faculté de créer des compétences collectives pose plus largement la question de l'histoire et la culture institutionnelle du Gret. La structuration du Gret en pôles, tout comme probablement les incitations du secteur (pour toujours plus de professionnalisme) continuent à faire reposer le succès sur des compétences pensées comme des qualités individuelles. Or, la pensée stratégique appliquée aux entreprises évolue (Le Boterf, 2007) : « l'avantage compétitif durable est de plus en plus analysé en termes non seulement de ressources mais de combinaison de ressources. L'avantage compétitif sera durable s'il résulte d'une combinaison d'actifs tangibles et intangibles qui est difficilement imitable par un concurrent. L'avantage n'est donc pas dans les ressources mais dans leur combinatoire ». Dans cette course, le rôle des interfaces, de l'organisation du travail, du développement de l'économie du savoir et de l'information, des références professionnelles collectives, des conditions sociales de la construction des compétences, prend une importance nouvelle. Ces conditions montrent aussi, au-delà des aspects organisationnels, l'importance d'un « état d'esprit » permettant aux agents de terrain de sortir suffisamment tôt le nez du guidon, et à la structure d'ingérer et de digérer (d'échanger pour en faire profiter chacun des organes) les différents produits pour en faire des références validées, pouvant servir d'appuis à la décision.

Ce travail ne peut être pensé autrement que comme un processus continu, processus nécessitant régulièrement des rééquilibrages. La décision de ne pas accorder trop de ressources au départ à la DS (une demi-personne seulement pendant des années), malgré l'importance revendiquée par la structure à cette fonction « recherche », a sans doute facilité une implication plus forte des équipes et un effort plus partagé par l'ensemble du Gret. Cette implication est aussi garante d'un partage plus réel des contenus, au moins pour les intervenants concernés par le projet capitalisé. En même temps, cette décision paraît paradoxale au regard des nom-

¹⁵ L'incorporation de la capitalisation dans l'énoncé d'un projet est parfois interdite par les bailleurs, et souvent découragée dans sa réalisation ; elle permettrait pourtant d'officialiser cette fonction et de mettre en place des procédures de validation efficaces et effectives.

¹⁶ La « sociologie spontanée » a ses dangers.

breuses attentes et de la dimension stratégique que tous lui reconnaissent, cette question relevant directement des priorités définies par les instances politiques du Gret¹⁷.

Des conditions politiques... À cet égard, la volonté à un moment de l'histoire du Gret de créer une direction scientifique forte a certainement été importante pour l'incitation à plus de capitalisation et de recherche sur les processus de développement. Aujourd'hui, les attentes semblent aller dans le sens d'une plus grande collectivisation des options thématiques et choix rédactionnels de la Direction Scientifique. Mais dans des sens qui parfois paraissent contradictoires – appui projet versus positionnement politique – et sans que la question du partage des fonctions entre les différentes directions (Direction des Opérations, Direction des Ressources Humaines, ...) ne paraisse suffisamment analysée et débattue.

V. ANALYSE DES PRODUITS DE CAPITALISATION

Nous avons eu à lire 15 travaux de capitalisation proposés par la DS (*cf.* Annexe 3)¹⁸. Ceci risque d'emblée d'introduire un biais, les travaux que nous avons lus étant dans l'ensemble de très bonne qualité (et de meilleure qualité en général que d'autres publications que nous avons consultées, prises en-dehors de cette liste). En revanche, il n'y a pas eu de biais consistant à n'analyser que des documents présentant des « réussites » du Gret, puisque certains documents de capitalisation étaient consacrés à des « échecs » patents¹⁹.

Ces documents s'auto-qualifient très rarement, et quand ils le font c'est le mot « capitalisation » qui est employé, et jamais le mot « recherche », sauf dans quelques cas où il apparaît joint au mot « action » ou au mot « participative ». Cela semble indiquer que le mot « recherche » serait spontanément associé au monde académique, dont les auteurs de documents seraient par nature distants. Mais on peut remarquer que cette distance est sans doute surestimée, la « recherche-action » bénéficiant d'un fort engouement auprès des jeunes chercheurs du monde académique (même s'ils craignent qu'elle soit peu valorisée par les instances de recrutement (IRD, CNRS, universités, etc.). Nous pourrions suggérer (au titre de la « capitalisation des capitalisations ») que la DS joue un rôle moteur dans une réflexion globale sur le statut (épistémologique, théorique et pratique) de la « recherche-action »²⁰.

La forme, la nature et les thèmes dominants de ces documents sont très divers.

1. La forme

Pour ce qui est de la forme, la longueur varie de 45 à 290 pages ; on trouve des ouvrages publiés par des maisons d'édition (2), de la littérature « grise » éditée par le Gret ou ses partenaires ; mais la majorité relève des collections « Études et travaux » (6) et « Coopérer au-

¹⁷ Il ne s'agit pas de réduire ce débat à la simple question de savoir si le Gret a recherché les moyens de sa politique, mais plutôt : quelle était (et quelle devrait être dans le futur) la stratégie d'équilibrage des moyens aux priorités politiques, compte tenu des capacités et configurations internes ?

¹⁸ Les documents de capitalisation ont eu en général deux lecteurs, qui ont rédigé une fiche de lecture de deux pages environ. Certains documents ont eu quatre lecteurs.

¹⁹ Par exemple « Alizés Électrique » en Mauritanie et « Sécurité alimentaire dans l'Androy, Madagascar ».

²⁰ Ce qui pourrait permettre d'avancer dans le débat un peu répétitif sur « les apports des sciences sociales au développement », mais aussi dans le débat plus rare sur « les apports des opérations de développement aux sciences sociales ».

jourd'hui » (3), disponibles pour l'essentiel en ligne. En général, la présentation est très satisfaisante : textes bien écrits et retravaillés (sans longueurs excessives), plans bien structurés, usage pertinent des « encadrés », des illustrations et des graphiques. On peut cependant noter que quelques publications ne comportent pas de bibliographie (ce qui est anormal dans un texte de recherche, mais aussi dans un texte de capitalisation), et que la littérature provenant du Gret lui-même forme une part excessive des références (généralement plus de la moitié, sauf dans les textes coproduits avec une autre institution) : non seulement il n'y a que très exceptionnellement des références « académiques »²¹, mais la production (en particulier les capitalisations) des organismes comparables au Gret, français ou étrangers, est très peu citée.

On peut aussi noter que quelques publications (particulièrement dans « Études et travaux ») mériteraient une relecture plus attentive (elles comportent quelques coquilles). On a l'impression que, parfois, le délai entre la première écriture et la publication était ressenti comme trop important, et que, pressée par le temps, la DS a mis en ligne un peu prématurément ces documents. On peut noter que tous ces documents (sauf un ouvrage) sont en français. Mais deux d'entre eux sont accompagnés de compléments (fiches, plaquettes, CD-Rom...) en anglais, vietnamien et/ou khmer. Moins d'un tiers de ces documents comporte un "executive summary" d'une dizaine de pages. Parfois, une introduction ou plus souvent une postface en tiennent lieu, mais ce ne sont pas des résumés à proprement parler (utilisables sans que la consultation de la totalité du document soit nécessaire).

2. La nature de ces documents

Pour ce qui est du contenu, la grande majorité relève effectivement de la « capitalisation », d'un projet, d'un programme ou d'une expérience (10 sur 15) ; les autres documents sont assez divers, et sont en général des synthèses thématiques (sur le foncier en Afrique de l'Ouest, les micro-entreprises de l'agroalimentaire en Afrique subsaharienne, l'agriculture et l'OMC en Afrique, la coopération décentralisée et le développement) ou méthodologique (sur le « cadre/tableau logique »).

Les travaux de capitalisation portent en général sur des expériences (ou programmes) de grande ampleur et de longue durée (3, 4 ans, voire plus). Très souvent (Fleuve rouge, Dialogs, Twize), il s'agit d'un ensemble de projets ou de programmes portant sur différents domaines plus ou moins connexes (techniques agricoles, irrigation, microcrédit, etc.) ; dans d'autres cas, il s'agit de nombreuses opérations de même nature menées simultanément dans plusieurs endroits (Mirep) ou d'une succession de programmes ayant le même objet (alimentation infantile au Vietnam).

Dans la plupart des cas, c'est l'ancien responsable du programme (dont la formation initiale est très rarement en sciences sociales) qui a rédigé la capitalisation. La capitalisation la plus critique, centrée sur les raisons d'un échec (Alizés Électrique en Mauritanie) a été, significativement, rédigée par une doctorante. Cela ne veut pas dire que les anciens responsables soient a-critiques (à part un ou deux cas, comme Mirep) ; on a l'impression d'une « navigation à vue » entre l'autoglorification et l'auto-flagellation, qui réussit assez bien dans le repérage des erreurs commises et expose clairement comment il a été tenté (et le plus souvent avec succès) d'y remédier. Mais il n'est pas sûr que l'explicitation des raisons de ces échecs (temporaires ou définitifs) soit pleinement construite (*cf.* Alizés Électrique).

²¹ L'ouvrage de C. Castellanet fait exception, mais il est tiré d'une thèse.

En effet, de l'aveu même de nombreux rédacteurs, une grande partie des difficultés rencontrées, surmontées ou non, a pour origine un défaut de compréhension initiale des réalités anthropologiques, sociales et politiques du « terrain ». L'abondance des références à la sociologie des organisations (produites dans un contexte fort différent) contraste avec le très faible usage des analyses anthropologiques. Pourtant, la réalité anthropologique s'impose, au fur et à mesure des tâtonnements, et c'est souvent le récit de la prise en compte de cette réalité qui forme la partie la plus novatrice du processus de capitalisation.

Ces documents de capitalisation au sens propre n'auraient probablement pas pu voir le jour sans le dispositif RSR. Mais comme nous l'avons montré au chapitre précédent, certains résultats sont dépendants des contraintes et des moyens engagés : repartant « sur le terrain » avec un manuscrit inachevé, déjà engagés dans un autre programme qui les prend à temps plein, les auteurs de capitalisation ont tendance à délaissier un travail qui, du coup, traîne en longueur et se reporte en bonne part sur la DS (qui fait alors plus que du “rewriting”).

Les documents de synthèse thématique sont d'une grande qualité, plus proche d'une « recherche grand public » que d'une capitalisation. Ils réussissent bien à présenter à un public que l'on peut supposer être celui des responsables de grosses ONG (principalement du Sud), mais aussi les pouvoirs publics locaux, un tableau bien informé et bien argumenté d'une question²², en s'appuyant à la fois sur des capitalisations qui, dans ce cas, débordent très largement la littérature interne du Gret, et sur certaines références académiques. Ces travaux, qui ne prétendent pas être des documents de recherche, sont d'un bon niveau et débouchent sur des propositions ou recommandations de type politique argumentées. Resterait à en évaluer l'impact réel, ce qui est difficile. En effet, leur statut est un peu ambigu : on peut y voir des outils (si non des « armes ») mis au service d'ONG du Sud dans une négociation ou une revendication envers les pouvoirs publics locaux ; ou au contraire, un instrument mis au service de ces derniers pour aider à la reformulation des politiques publiques (ce qui est une des vocations du Gret). Il serait certainement intéressant que repérer quel type d'acteurs fait usage de ces documents de synthèse, et de quelle manière. Mais un tel travail dépasse largement les possibilités de cette Revue.

Nous avons examiné une seule « capitalisation méthodologique », réalisée par Daniel Neu. Celle-ci est plébiscitée par les chefs de programmes et membres du Gret en général. Il est difficile de dire si ce « succès » reflète une demande forte de ce type de capitalisation (ce qui ressort de certains entretiens et du nombre de téléchargements de ces documents méthodologiques), ou s'il tient entièrement à la qualité de ce texte et de son auteur.

Dans certains cas, des contradictions peuvent apparaître entre l'exigence de reconnaître certains « fondamentaux » de la gestion de projets, tels que l'identification (reproche faite au programme de développement local à Madagascar qui n'aurait pas suffisamment identifié les besoins et capacités) et le travail critique sur l'utilité réelle de ces « fondamentaux » ; leurs limites par rapport à une approche plus *in itinere*. Un travail plus approfondi semble encore

²² Par exemple le foncier ou l'agroalimentaire.

manquer sur ce que ces fondamentaux (identification, suivi, évaluation) nécessitent vraiment à la lumière des nouveaux enjeux plus institutionnels. Ils montrent à nouveau la nécessité d'une capitalisation des capitalisations²³.

3. Les thèmes dominants

Les objets de ces travaux étant très diversifiés (alimentation, microcrédit, fourniture d'eau, etc.), il semblerait vain d'y chercher un point commun. Or, ce plus grand commun dénominateur existe bien ; on pourrait le nommer « façonnage de règles du jeu »²⁴ ou « apprentissage institutionnel ». Presque toutes les capitalisations insistent peu sur les aspects strictement techniques (agronomiques par exemple). Mais toutes insistent fortement sur des points tels que la mise en place de processus de représentation (des paysans, des habitants), les structures de concertation et de débat, la place des intermédiaires ou courtiers, l'élaboration de nouvelles procédures, les rapports –souvent difficiles– avec les autorités politiques locales. Et, dans de nombreux cas, les tâtonnements empiriques, les bévues (découverte tardive de tel ou tel cas de corruption ou de détournement du fait de l'insuffisance des mécanismes de contrôle, ou d'instrumentalisation du programme par des notables locaux) sont bien identifiés ; le lecteur extérieur ne peut, pourtant s'empêcher dans certains cas d'avoir le sentiment d'une certaine ingénuité du rédacteur à la lecture de ces passages. Un regard sociologique critique porté dès le début du projet aurait sans doute permis d'éviter ces tâtonnements ou bévues, ce qui est parfois reconnu par l'auteur qui l'explique par le fait qu'il avait un peu trop « le nez dans le guidon ».

La polarisation de ces documents de capitalisation sur cette question de l'apprentissage institutionnel est sans doute une marque d'identité forte du Gret, à la fois ce qui jette un pont entre des programmes et des membres du Gret très divers, et ce qui le différencie d'organisations similaires. Cependant, elle n'est pas sans poser des problèmes :

- au-delà de la pétition de principe et du marquage identitaire, fort peu de documents se posent la question de la « transposabilité » des enseignements tirés d'une expérience à d'autres cas, dans un autre domaine d'intervention ou, *a fortiori*, dans un autre pays²⁵. Peut-être les rédacteurs de ces documents estiment-ils que c'est plutôt la tâche de la DS (qui a d'ailleurs produit quelques textes de synthèse sur ces questions)²⁶. Comment mettre en place une « capitalisation des capitalisations » ? Et surtout, il conviendrait de préciser quels sont les destina-

²³ L'arrivée de nouveaux acteurs importants tels que les communes, la complexification des problématiques (passage du microprojet au service public) ainsi que les difficultés d'accès aux opportunités de financement, obligent à élargir les exercices classiques d'identification non pas seulement quantitativement (pour prendre en compte les nouveaux acteurs et leurs « besoins »), mais surtout qualitativement pour tenir compte des « qualités » individuelles et collectives, matérielles et immatérielles, en interactions permanentes des acteurs et des « objets » contenus dans le milieu. L'enjeu n'est probablement plus tant de mesurer la faisabilité dans l'absolu (si l'on obtenait tous les financements espérés) que d'apprécier suffisamment précisément la propension qu'ont ou pas les choses à se produire « naturellement » sans aide, avant de préciser pourquoi, sur quoi et comment s'engager. Cette préoccupation est bien évidente dans certains de ces travaux qui décrivent : les histoires locales, les représentations respectives, les rapports de force en présence en cas de conflits, ... mais pourraient être approfondis par une appréciation des décalages entre volontés réelles, déclarations et capacités de changement des institutionnels, une estimation des moments propices compte tenu des agendas, etc. Les améliorations encore à faire dans ce domaine justifient de ne plus parler des outils classiques comme de « fondamentaux ».

²⁴ Titre d'un document sur un programme au Myanmar.

²⁵ La partie « théorique » de l'ouvrage de C. Castellanet sur la recherche-action (ou participative) faisant exception.

²⁶ Mais alors, il conviendrait de décharger la DS de lourdes tâches de « rewriting » et de mise en forme, ce qui tourne à la quadrature du cercle.

taires potentiels de cette « capitalisation des capitalisations ». Les membres du Gret qui ont participé à l'enquête (questionnaires et entretiens) semblent considérer comme évident un usage « interne ». Quelques-uns évoquent les partenaires du Sud. Mais ne pourrait-on imaginer que d'autres ONG du Nord puissent en être également les destinataires (ce qui correspondrait à la mission assignée au Gret par le Ministère de la Recherche) ? Cette question – les rapports avec des confrères-partenaires-concurrents – est une question stratégique qui sort du cadre de cette Revue.

- les documents de capitalisation se concluent en général sur une note dubitative : certes, il est fait état de progrès dans l'apprentissage des règles du jeu, la prise en charge collective des projets, l'instauration de règles démocratiques. Mais, dans un même temps, sont soulignés les obstacles à la généralisation de ces nouvelles règles au-delà du niveau local, et des doutes sur leur pérennité. Quand les documents de capitalisation sont produits avec délai, qu'en est-il des acquis relevés au moment où le Gret quitte le terrain ? La systématisation des actualisations (comme celles qui ont été jointes aux capitalisations « Prey Nup » et « Androy ») serait une réponse à cette question.

Cela pose la question du contenu réel à donner à la notion « d'apprentissage ». Ce mot, souvent lancé de façon un peu incantatoire, garde un certain flou : apprentissage du responsable de projet lui-même ? Apprentissage de toute une équipe (mais elle a souvent été dispersée dès la fin du projet, bien avant la production du document de capitalisation) ? Apprentissage au sein d'un « pôle », de tout le Gret ? Au-delà (les partenaires locaux) ? S'il n'y a probablement pas de réponse générale à cette question, il conviendrait qu'elle soit précisément posée au démarrage de chaque opération de capitalisation.

Enfin, on peut rappeler une des vocations affirmées du Gret qui est d'agir sur la décision publique. Nombreux sont les documents de capitalisation qui balancent entre deux options : soit présenter des « expériences réussies », malgré les difficultés, finalement peu coûteuses pour les pouvoirs publics locaux et dont le danger est qu'elles servent d'argument pour ces derniers en faveur d'une stratégie de « décharge » sur les ONG et la solidarité internationale. Soit présenter des expériences « exemplaires », qui ne prendraient leur sens que si elles sont reprises à leur compte par les pouvoirs publics, intériorisées dans leur propre stratégie et généralisées. La première option est probablement la plus efficace en termes de recherche de renouvellement de financements. La seconde est peut-être la plus proche de la vocation affirmée du Gret. Mais le risque est alors grand que les enseignements capitalisés par le Gret soient dénaturés, et que, en même temps, la référence au Gret soit instrumentalisée comme caution par des décideurs publics. D'une façon générale, un « suivi » de longue durée sur la façon dont les travaux et capitalisations du Gret ont été pris en compte, mis en œuvre, éventuellement dénaturés par les pouvoirs publics, serait du plus haut intérêt. Mais cela semble excéder les moyens actuels de la DS.

Pour finir, on peut relever un paradoxe : sans qu'on puisse explicitement parler de « militantisme », l'engagement des auteurs de ces textes dans les projets qu'ils ont menés et capitalisés est évident. Pourtant, il est extrêmement rare qu'ils apparaissent explicitement dans la description des programmes. On ne sait rien, le plus souvent, des conditions concrètes de leur intervention, leurs relations avec les partenaires locaux, voire de leurs conditions de travail et de vie, alors que ces aspects sont très présents dans les entretiens. Certes, on peut y voir une recherche de « neutralité axiologique » ; mais, en particulier quand sont invoquées les notions « d'action participative » ou de « recherche action », il serait peut-être plus productif que l'implication personnelle soit exposée et décortiquée, plutôt que pudiquement masquée (ce qui peut engendrer un peu d'amertume).

VI. DES POINTS PARTICULIERS FAISANT DEBAT (BILAN CRITIQUE FACTUEL)

Les ouvrages de capitalisation revus comprennent peu de faits techniques même lorsqu'il s'agit de projets de développement centrés sur des aménagements (électrification rurale, aménagements hydro-agricoles, réseaux d'eau potable) au bénéfice de l'analyse des dispositifs institutionnels et de leur renforcement. Ainsi les innovations technologiques ou techniques ne bénéficient pas d'un regard approfondi, par exemple des pratiques d'usage, même si certains dossiers les abordent comme la discussion de la place de l'éolien dans le projet d'électrification rurale en Mauritanie. Est-ce un choix de ne pas présenter le fait technique et quelles en sont les raisons ? Les compétences techniques que détient chaque agent du Gret à travers sa culture d'ingénieur amènent-elles à considérer implicitement qu'il est maîtrisé ?

Parallèlement, les objets de projets évoluent manifestement depuis des projets d'aménagement vers des projets de services induits par l'utilisation des aménagements (réseaux notamment) en mettant l'accent sur les conditions d'accès, les modalités de fonctionnement assurant leur pérennité et les dispositifs institutionnels de gestion. Cette évolution conduit à passer de l'analyse classique de projet à celle de politiques publiques pour assurer des services de base (énergie, eau), y compris en ce qu'ils sont des conditions du développement des activités agricoles visant à mieux assurer l'alimentation. Elle est fortement légitimée par la demande sociale au niveau local et les leçons tirées de la mise en œuvre des projets de développement, mais elle induit aussi une évolution de la nature de la réponse apportée aux bailleurs. Elle conduit aussi à un glissement des compétences requises qui ne semble pas encore se traduire par l'émergence de nouveaux partenariats avec des équipes reconnues en sciences de gestion, notamment.

Dans la mise en œuvre de ces projets, le Gret mobilise largement les approches participatives dédiées à l'apprentissage social et innove en conduisant ses analyses « chemin faisant ». Ses approches privilégient plutôt les entreprises que les usagers alors que les équipes disposent, de par leur culture, de la capacité d'analyser finement les pratiques d'usage des ressources en milieu rural. Ce constat révèle-t-il des difficultés sur le terrain dans le rapport aux usagers (bénéficiaires potentiels des services) du fait des modalités d'intervention, qu'elles soient imposées ou choisies ?

Les processus de décentralisation à l'œuvre dans la majorité des pays africains renforcent le poids des collectivités, notamment dans la mise en place et l'accompagnement des politiques publiques (politiques foncières au Burkina Faso, par exemple). L'implication des élus dans la capitalisation permettrait de définir plus précisément la notion d'intérêt général largement mobilisée ou sous-jacente mais rarement explicitée, ne serait ce, à titre d'illustration, que par les priorités établies pour l'accès des différents groupes sociaux aux services de base. Néanmoins, cette « nouvelle » relation d'appui à maîtrise d'ouvrage apparaît très peu dans les produits de capitalisation. Une telle approche élimine ou limite par construction l'analyse des conflits de fond. Dans le projet Mirep, par exemple, l'ensemble des scénarios n'est pas considéré comme s'il n'existait pas d'autre alternative organisationnelle que le recours à des entrepreneurs privés.

Dans la perspective de la capitalisation, les contributions identifiées concernent essentiellement des partenaires du Nord. Il nous semblerait souhaitable d'explicitier les raisons qui conduisent à cette sélection et de voir comment atteindre un partenariat plus équilibré qui serait à notre avis une garantie plus forte de la pérennité des projets. De même, nous n'avons pas vu comment la capitalisation constituée à l'occasion de projets diffuse au sein des équipes (projet

Madagascar par exemple), notamment en termes d'appréciation des difficultés inhérentes à certains projets complexes et d'anticipation des risques d'échecs encourus. La maîtrise de cet aspect renforcerait le caractère « apprenant » de l'établissement.

Toute démarche scientifique se préoccupe de la validation des résultats atteints. Ici le souci semble peu exprimé, car nous n'avons pas trouvé d'expérience de retour sur le terrain et peu de comparaisons entre projets pour y critiquer le devenir des résultats et de leurs conditions de mise en œuvre. Pourtant, il est probable que l'évolution des institutions mises en place et leur état après quelques années de fonctionnement apporterait des éclairages intéressants sur les recommandations méthodologiques précédemment énoncées, les rendraient plus concrètes et consolideraient leur capitalisation.

De manière générale et à l'exception du livre rédigé par Christian Castellanet, les références théoriques sont rares et laissent de côté des pans entiers de la littérature académique. Un ancrage disciplinaire plus affirmé (sociologie des organisations, sociologie du développement) fournirait des cadres aux méthodologies d'apprentissage institutionnel, permettrait plus aisément l'utilisation des résultats méthodologiques par d'autres, au minimum en interne, et renforcerait les échanges avec les communautés concernées alors qu'ils semblent assez réduits aujourd'hui.

VII. AU-DELA DE LA CAPITALISATION

1. Préliminaires : rappel des points précédents

Le processus de capitalisation des savoirs et savoir-faire du Gret est désormais reconnu et approprié par les agents du Gret malgré ses contraintes ; cette appropriation ne pouvait se développer qu'à travers une parole libre laissée à la base. Ses résultats privilégient donc les expériences tirées d'un terrain et les savoirs et savoir-faire découlant d'une distanciation plus ou moins générique (une minorité d'actions de capitalisation résultent de commandites et sont donc plus collectives).

La question de l'utilité de ces « briques de base » de capitalisation se pose à travers quatre considérations complémentaires :

- a) Comment la capitalisation se diffuse-t-elle au sein du Gret ? Comment améliorer cette diffusion ?
- b) Comment utiliser la compétence multinationale du Gret ? Comment développer la prise de conscience de l'intérêt de capitalisations comparatives ?
- c) Comment une capitalisation plus globale peut-elle irriguer la stratégie du Gret ? Avec quels moyens ?
- d) Comment améliorer la visibilité du Gret à travers ses capitalisations vis-à-vis des ONG du développement du Nord et du Sud ?

2. La diffusion des capitalisations au sein du Gret

Le groupe « Revue » a mis en route tardivement un questionnaire (accompagné dans certains cas d'un entretien) ; les résultats découlant de son dépouillement précisent et développent l'analyse qui suit.

La diffusion est essentiellement réalisée par une politique éditoriale sur supports papier et internet ; plusieurs collections hébergent les actions de capitalisation : « Coopérer Aujourd'hui », « Études et Travaux » mais aussi « guides pratiques » (la série « Traverses » est sous la responsabilité du Groupe *Initiatives*) ; il est difficile de distinguer les différentes lignes éditoriales de ces séries, ce qui peut peser sur la visibilité des actions du Gret.

Elle est complétée par une animation interne sous forme de séminaires (le « Bistro » mensuel, le séminaire annuel de fin août) et de rencontres collectives où les résultats de la capitalisation sont présentés et débattus. On peut penser qu'il en découle par percolations interindividuelles des enrichissements utilisés dans les projets ultérieurs.

Alors que les délégations à l'étranger sont soumises à la pression de la recherche et de la conduite de projets et qu'elles sont donc peu disponibles, elles bénéficient de la diffusion mais sont peu guidées dans leur recherche de soutien et d'outils méthodologiques.

Une rationalisation plus effective des documents de capitalisation (par exemple un "executive summary" supplémentaire, assez normé et relativement court, comme cela existe dans *Coopérer Aujourd'hui*, et qui dans certains cas pourrait remplacer le document dans sa forme actuelle) permettrait sûrement une lecture plus efficace et plus systématique de la part des agents.

Un effet démultiplicateur pourrait également être atteint par des actions du type « école d'été », rapprochant seniors et jeunes ingénieurs, éventuellement décentralisées en partant de l'expérience « Bistro ».

3. Une première amélioration : les études comparatives

Le Gret dispose d'une expertise du développement répartie sur de nombreux pays avec des délégations permanentes en Afrique et en Asie ; pour l'instant, les opérations de capitalisation sont parties pour la plupart de terrains donnés mais dépassent rarement le pays d'origine.

Des mises en perspectives comparatives pourraient atteindre plusieurs objectifs : accroître la cohérence interne au sein du Gret, dégager à des fins stratégiques des invariants ou bien des spécificités pour l'action ultérieure, nouer des relations à un niveau plus élevé avec les organismes de recherche et les établissements de formation.

La réalisation de telles synthèses est sûrement assez coûteuse ; elles doivent être choisies avec soin, mais leurs retombées pourraient justifier cet investissement.

4. Une méta-capitalisation ?

Le travail de capitalisation supervisé par la direction scientifique conduit à une masse de documents de qualité qui justifient largement les moyens contenus dans le RSR ; ce sont cette qualité et cette quantité qui interrogent sur l'utilisation ultérieure au sein du Gret de ces résultats.

N'est-il pas possible d'aller au-delà de ces briques élémentaires de capitalisation ? L'alinéa précédent a mis en évidence une première piste, mais que ce soit sur les questions techniques ou « institutionnelles », il y a une marge de progrès pour affiner explicitement des éléments conceptuels et méthodologiques pouvant améliorer la stratégie générale du Gret.

Bien sûr, les pilotes du processus, essentiellement la Direction Scientifique et dans une moindre mesure les animateurs de pôles, interviennent dans cette alchimie et les multiples

documents de Philippe Lavigne Delville en attestent clairement ; ils contribuent toutefois plus à expliciter l'intérêt du RSR qu'à développer les progrès conceptuels et méthodologiques.

Les moyens nécessaires pourraient résider dans un glissement de l'activité scientifique en confiant aux responsables de pôles une part importante des capitalisations unitaires. Il y aurait, en quelque sorte, des « mini DS » au sein de chaque pôle, gérées par les responsables de pôles, la DS étant surtout en charge de la méta-capitalisation.

5. La capitalisation au service des ONG et des pays du Sud

Les remarques faites plus haut pour la diffusion intra-Gret valent ici de la même façon : (par exemple la normalisation de documents plus courts).

Certains documents associent partenaires du Sud aux agents du Gret ; ils correspondent à des opérations très consistantes ; il serait vraisemblablement intéressant d'augmenter ces actions de co-écriture.

Des informations complémentaires seront apportées par une comparaison avec des institutions étrangères « semblables » (IIED par exemple).

Les réactions des ONG du Sud semblent montrer que la pénétration du Gret pourrait être moins bonne « à qualité égale ». S'il est difficile de mesurer l'impact effectif de ces ouvrages sur les partenaires du Sud, les éléments en notre possession (4 réponses sur 5 questionnaires) interpellent sur deux points : une reconnaissance certaine de l'apport du Gret, mais une revendication pour plus de participation dans la construction de ces apports.

VIII. CONCLUSIONS

Dans le monde des ONG, le Gret occupe une place tout à fait spécifique, du fait de sa volonté d'articulation entre recherche et action et de sa politique de capitalisation d'expériences.

Rendue possible par le soutien financier du Ministère de la recherche, cette politique se concrétise à travers le dispositif mis en place par la Direction Scientifique du Gret, qui apporte un appui financier et pratique à la mise en œuvre de chantiers de capitalisation, ainsi qu'à d'autres formes d'interventions intégrant la recherche et l'action, allant de recherches finalisées à l'animation de réseaux intégrant chercheurs, acteurs du développement et politiques. Plus largement, la Direction Scientifique contribue à construire des liens entre les pôles opérationnels et la recherche ainsi que la formation supérieure, et à faire intégrer un questionnement de sciences sociales au sein du Gret.

L'équipe de la Revue a étudié plus particulièrement les travaux de capitalisation. Elle souligne l'originalité de cette production, sa quantité et sa qualité. La « capitalisation » est un objet difficile à qualifier. Elle part de la prise de recul de praticiens sur leur pratique, analysant, avec plus ou moins de distance, les processus auxquels ils ont contribué ou qu'ils ont pilotés. Au-delà de certaines « naïvetés anthropologiques » dues au fait que ces praticiens ne sont pas sociologues, ces capitalisations produisent des analyses sérieuses, autour du « façonnage » des règles du jeu dans les actions de développement, mettant en avant des dimensions peu travaillées par la recherche.

Cette capacité à restituer une pratique et à la mettre à distance est assez rare dans le milieu du développement, et à travers la diffusion importante de ces travaux, que cela soit sous forme de publications électroniques ou par ses éditions et coéditions, le Gret joue un rôle certain (bien que difficilement quantifiable) dans la formation des jeunes praticiens et l'évolution des façons de penser la coopération. Le Gret est la seule ONG française mettant les modalités de l'action et ses effets au cœur de sa réflexion. La production écrite du Gret se complète par des travaux de recherche, moins nombreux mais qui témoignent d'une capacité à articuler questions de développement et questions de recherche. Cet ensemble de travaux a fortement contribué à l'évolution de la stratégie du Gret et de ses pratiques. Des évolutions sont en cours (capitalisations coproduites avec les équipes et partenaires nationaux, mobilisation de thésards sur des projets), qui témoignent d'une adaptation de la stratégie et méritent d'être renforcées. Le Gret est ainsi une « organisation apprenante », au niveau de la 2^{ème} boucle de rétroaction, et en partie de la 3^{ème} (c'est-à-dire « apprenant à apprendre » si l'on se réfère au schéma de Le Boterf).

Ceci justifie largement le soutien public qui est accordé au Gret, qui ne suffit d'ailleurs pas à permettre une politique systématique de capitalisation.

Cette politique de capitalisation gagnerait cependant à être améliorée sur plusieurs points :

- des processus de capitalisation clairement coproduits avec les équipes et partenaires de terrain ;
- un recours plus systématique à la littérature scientifique dans les chantiers de capitalisation et des modes de validation et de mise en débat plus formalisés et ouverts sur l'extérieur ;
- une meilleure articulation entre capitalisations de projets et capitalisations thématiques, transversales (« méta-capitalisations » permettant de monter en généralité) ;
- une politique éditoriale et de diffusion clarifiée.

Du point de vue de la recherche, tout en conservant une capacité propre de production et une participation active à des projets de recherche finalisés, le Gret gagnerait à développer des partenariats plus systématiques avec des équipes de recherche, en accompagnement de l'action, voire en co-pilotage de certains projets conçus en commun. Le rôle d'interface entre mondes de la recherche et de l'action pourrait aussi être mieux mis en avant et valorisé.

Une analyse de l'impact externe des productions du Gret, mise en perspective par rapport à celui d'autres organisations similaires à l'échelle internationale, serait utile.

La redéfinition de la stratégie scientifique du Gret, à l'occasion de la stratégie Gret 2012, pourrait être l'occasion de mettre en œuvre ces inflexions.

Commentaires et compléments apportés par la Direction Scientifique du Gret²⁷

La première réunion du Comité d'orientation avait demandé à ce que l'accent soit mis sur les processus de capitalisation, qui constituent une partie importante, et sans doute la plus originale, de la production intellectuelle du Gret. Un bref regard sur les autres aspects de la recherche et de la recherche-action menés par le Gret semble néanmoins utile.

À travers les huit modalités présentées plus haut, le Gret est sans doute une des ONG qui a le plus travaillé au niveau français et international à la question des liens entre recherche et développement²⁸. À côté d'une activité propre de recherche et de publications académiques, assez fortement concentrée sur quelques thèmes (notamment Foncier, Gestion des Ressources Naturelles), il joue aussi un rôle de passerelle et d'interface entre monde de la recherche et monde de l'action (colloques scientifiques construits pour favoriser un tel dialogue ; animation de plusieurs réseaux et groupes de travail réunissant chercheurs, praticiens et décideurs ; définition de problématiques et de synthèses des connaissances orientées vers les décideurs, etc.). Un aperçu de la production écrite du Gret sur les trois dernières années (2005-2007) (cf. Annexe 4) donne un aperçu sur la variété des types de publications que le Gret produit, soit comme éditeur ou coéditeur (notamment avec Karthala), soit à travers les écrits de ses salariés, soit plus indirectement à travers les productions de type expertise collective résultant des réseaux qu'il anime (tels que le réseau Impact, le Groupe de Travail Interinstitutionnel Foncier, la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud).

La majorité des projets de terrain du Gret peuvent être qualifiés de « recherche-action » au sens large, au sens où ils sont mis en œuvre de façon itérative, avec une expérimentation des démarches et des outils pour assurer une bonne adéquation aux réalités et aux demandes des acteurs locaux. Mais les projets basés sur une collaboration institutionnelle entre le Gret et des organismes de recherche sont moins nombreux : un programme multi pays, le programme Nutridev (sur la malnutrition infantile), relève d'une collaboration structurée de longue durée entre chercheurs (des nutritionnistes de l'IRD) et développeurs (le Gret), avec un co-pilotage du programme. Le projet « Floresta em Pé » soutenu par le FFEM en Amazonie brésilienne est également le résultat d'une collaboration entre le Gret, le Cirad et l'ONFi). De telles collaborations sont difficiles à mettre en place (cf. l'avis du HCCI sur la question) notamment du fait de la disjonction croissante entre les lignes de financement « recherche » et « développement ». Dans les autres projets, les liens avec les chercheurs-enseignants sont plus ponctuels, souvent centrés sur des stages d'étudiants et des interventions des salariés du Gret dans diverses formations universitaires. Il faut cependant noter la volonté de développer des thèses adossées à des projets (ex. du projet PACEPAS au Sénégal avec un anthropologue en thèse sur la production des politiques locales de l'eau potable ; également la thèse de Florent Bedecaratz sur les indicateurs sociaux de la microfinance, entreprise dans le cadre du collectif Cerise), et les études d'impact confiées à des chercheurs par la Direction Scientifique (implication de l'EPFL de Lausanne dans l'évaluation de Twize, et d'Armelle Choplin, géographe de l'Université de Marne-la-Vallée, dans une étude d'impact sur le même projet. Une autre colla-

²⁷ Note rédigée par Ph. Lavigne Delville et C. Castellanet en décembre 2008, à la suite de la présentation du rapport provisoire de la revue.

²⁸ Le Gret compte 10 intervenants avec une thèse, dont 3 ou 4 ont une activité régulière de publications scientifiques.

boration originale a été établie sur le thème du « management interculturel » avec Sylvie Chevrier, de l'Université Paris-Est, avec les équipes de terrain du Gret Vietnam.

La recherche au Gret a également pris la forme de projets de recherche finalisés en partenariat, grâce aux lignes spécialisées de l'Union Européenne (STD puis INCO-DEV). Plusieurs projets ont été montés et coordonnés par le Gret, en particulier sur les dynamiques agraires et l'agro-alimentaire. Les quatre projets proposés ont été retenus lors du dernier appel INCO-DEV de 2001, taux de réussite remarquable prouvant la pertinence des problématiques et des partenariats scientifiques proposés. Mais leurs modalités de financement rendaient difficile la prise en charge des coûts de coordination (souvent au détriment de la production propre du Gret) et la valorisation académique des résultats au-delà de rapports de recherche, fréquemment mis en ligne. Et surtout, la redéfinition de la politique européenne avec le 7^{ème} PCRD pose la question des sources de financements possibles pour une participation du Gret ou d'autres ONG à des projets de recherche, car d'une part il a exclu la catégorie de recherche pour le développement en fermant la ligne INCO, d'autre part il exige des regroupements multinationaux de grandes ampleur hors de la portée d'une ONG moyenne.

Une autre modalité importante de collaboration avec la recherche tient aux manifestations co-organisées. En 2006, le Gret a été coorganisateur de deux colloques, sur la gestion concertée des ressources naturelles (Gecorev avec l'UVSQ, le C3ED et l'IRD) et « les nouvelles frontières de la question foncière » avec IRD, IAAM/Ciheam, Ensam, Inra, Cnearc, Cirad, UMR Moisa, Ceped, IUED, IIED, Université de Mayence, CMI Bergen, PLAAS Université de Western Cape). Ces colloques ont pour particularité d'encourager fortement le dialogue entre chercheurs, décideurs et praticiens du développement international. Le Gret anime également plusieurs groupes de travail ou réseaux réunissant chercheurs et praticiens : le Réseau Impact, le Comité Technique « Foncier et développement », la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud. Toutes ces activités ont engendré une importante publication scientifique ; par exemple, Gecorev a « produit » trois numéros spéciaux de revue (Monde en Développement, Économie Africaine, Écologie politique), plus un ouvrage coédité par le Gret et Karthala²⁹.

Cette fonction d'interface mériterait sans doute d'être mieux valorisée, bien que les questions d'affichage institutionnel soient toujours délicates dans ce type d'expertise collective. Par ailleurs, le Gret gagnerait certainement à développer les collaborations avec des équipes de recherche dans ses activités de capitalisation et publications et dans ses projets de terrain.

²⁹ Bien entendu, il serait exagéré de prétendre que le Gret est l'auteur de toutes ces publications, mais par contre il y a ajouté un rôle non négligeable en termes de « catalyseur » et facilitateur, et il a contribué, à travers ses membres, à une partie de cette expertise collective certainement difficile à évaluer d'un point de vue normatif...

Annexes

- Annexe 1 : 10 ans de direction scientifique au Gret
(Ph. Lavigne Delville)
- Annexe 2 : La diffusion électronique des publications.
Analyse des téléchargements sur le site du Gret.
Note de synthèse (Danièle Ribier et Guy Cesaro)
- Annexe 3 : Textes analysés et notes de lecture
- Annexe 4 : Production de connaissances et publications du Gret
de 2005 à 2007

L'étude de Marc Totté et Julie Humeau « Résultats d'enquête sur l'impact des activités de la Direction Scientifique sur les pratiques du Gret », réalisée dans le cadre de cette Revue, constitue un document à part.

Annexe 1

10 ans de Direction scientifique au Gret Un petit rappel historique

Philippe Lavigne Delville, 11 avril 2008

Au moment où la production écrite du Gret – et à travers elle la politique de capitalisation d'expériences – fait l'objet d'une Revue externe, il semble utile de resituer l'histoire de la Direction scientifique dans l'histoire du Gret. Le soutien public aux activités du Gret de production et de diffusion de connaissances sur le développement est ancien. Ses modalités internes de gestion ont été profondément restructurées avec la création de la Direction scientifique, début 1999. Celle-ci découle pour une part de l'audit de **1996**, réalisé par Guy Roche-teau sur demande du Ministère de la recherche, audit qui avait reconnu l'intérêt des démarches de « recherche-action » au Gret et légitimé cette fonction de production et diffusion de connaissances sur le développement, tout en soulignant qu'elle devait être davantage structurée. De fait, faute d'être prise en charge explicitement par une instance, cette ambition relevait davantage d'initiatives individuelles clairsemées. C'est une des tâches de la DS à sa création début **1999**, au début du second mandat de direction de Didier Pillot : élargir et diffuser un souci de capitalisation alors très mal partagé en interne ; susciter une réflexivité sur les pratiques ; mettre en place un dispositif efficace de gestion de la subvention du Ministère de la Recherche, assurant une production efficiente. Ces objectifs ont induit un certain nombre de choix fondamentaux : un accent mis sur des chantiers bien définis, de durée relativement courte, avec un débouché, un « produit » bien défini (bref une logique « projet » de capitalisation) ; une exigence de publication ; ce qui est apparu à cette époque comme le meilleur moyen d'assurer une « obligation de résultats » insuffisante dans la période précédente, tout en construisant des chantiers de taille maîtrisable.

Dans la suite du « **programme Développement Institutionnel** » mis en place en **1997** pour explorer les « dimensions institutionnelles » de l'intervention de développement³⁰, un accent fort mais non exclusif est mis sur les rapports aux acteurs locaux, les partenariats, les méthodologies d'intervention, bref, l'ingénierie sociale et institutionnelle replacée dans les contextes sociopolitiques où elle prend place. À cette époque, partenariat et renforcement de capacités commencent à émerger dans le monde des ONG, sans cadre de références stabilisé. Du fait de l'histoire technicienne, voire techniciste du Gret, il semblait particulièrement important de se construire une culture commune sur ce thème, couplant importation de cadres d'analyse et réflexion sur les pratiques. Suite à une réflexion inter ONG sur les supports de publication, les séries en ligne Traverses (série créée pour accueillir les productions Gret puis cédée au Groupe *Initiatives*, et codirigée par François Doligez et moi-même), puis Coopérer Aujourd'hui, sont créées.

³⁰ Programme que j'avais co-animé avec Jean-Louis Vielajus à la demande de Didier Pillot, et qui a expérimenté les principaux outils : chantiers ponctuels de capitalisation, séminaire annuel, etc.

La création de la DS en 1999 va de pair avec une profonde **restructuration de la Direction** : le Gret était historiquement fondé sur des équipes très autonomes, avec une direction structurellement faible, composée d'un directeur (secrétaire général, même avant) et des responsables d'équipes. Les dimensions transversales étaient peu prises en compte (à part une comptabilité centralisée). Créant des directions fonctionnelles (Direction Administrative et Financière, Direction des programmes, Direction scientifique³¹), la réforme créait en même temps les conditions de possibilité de transversalité, avec des gens qui s'y consacrent, transversalité qui était à construire malgré et avec l'autonomie des équipes.

Le poste de Directeur scientifique est créé à **mi-temps**, tant pour expérimenter cette création et ne pas trop alourdir les frais généraux, que parce que je suis depuis 2 ans fortement engagé sur le foncier. Le Directeur scientifique est partie prenante de la Direction, il gère les Ressources Structurelles de Recherche, il appuie les processus de capitalisation d'expériences, il assure une animation transversale et une veille scientifique. Parallèlement, Didier Pillot engage une réflexion sur la qualité, au début dans une optique de certification vite abandonnée. On en tire trois axes de progression : formaliser les éléments de « métier » (*cf.* les chantiers méthodologiques), expliciter les conditions de qualité (quelques publications sur ce thème, pas beaucoup), formaliser les règles Gret de conception et mise en œuvre de projets (des règles internes de conception de projets en novembre 2006 ; un futur chantier « politique qualité).

Dans le contexte du Gret de l'époque, même si les séminaires annuels ont été mis en place deux ou trois ans auparavant, l'idée même de chantiers collectifs transversaux n'allait pas de soi. Chaque pôle travaillait de façon autonome, avec un accent sur les thématiques spécifiques et peu de réflexions sur les démarches et méthodes. Favoriser l'envie de capitaliser par des financements de « fonds souples », assurer une animation transversale (Bistros, séminaires annuels, petites lettres d'info de la DS), favoriser la transversalité d'une réflexion sur les questions d'ingénierie sociale, financer une évaluation annuelle pour pousser à l'intégration d'une culture de l'évaluation et susciter un débat transversal³² sont les enjeux premiers. Le budget RSR est organisé de façon à permettre cela, couplant réponses à des demandes et orientations stratégiques, en plus d'un soutien structurel aux activités d'édition et de diffusion, et à la documentation.

Le dispositif de la DS s'est progressivement diversifié et consolidé. Début 2001, devant la saturation du poste, **un poste de chargé de mission à mi-temps** est créé. Les **orientations stratégiques** sont définies en **2001**, à l'occasion de la définition du Projet Stratégique du Gret, préparé lors de l'arrivée de Serge Allou à la Direction. Le projet définit le positionnement du Gret, met en avant la nécessité de refondre la gouvernance du Gret, de créer du collectif. Les trois finalités du Gret (contribution aux projets de développement, production de références, contribution aux politiques) sont définies, même si le 3^e fait l'objet de forts débats ; l'objectif de contribuer à l'émergence de nouveaux arrangements institutionnels est affiché. Côté DS, la stratégie de « remontée de filières » est formalisée : à partir d'un appui aux capitalisations, permettant de questionner les pratiques à partir de l'analyse qu'en font les équipes opérationnelles, et d'évaluations, l'idée est de « remonter » progressivement vers la légitimation de l'évaluation, du suivi-évaluation, puis aux questions de conception de projet. En termes d'affectations budgétaires, le nombre de « chantiers ponctuels » diminue, les capitalisations de projets, mieux dotées, sont créées, ainsi que, 1 ou 2 ans après, la ligne « valorisation » qui

³¹ La Direction des Ressources Humaines date de 2003.

³² Ces évaluations « endogènes » permettent de creuser les questions évaluatives qui sont les nôtres, indépendamment des évaluations contractuelles lancées par le bailleur. Au départ elles étaient internes, réalisées par deux collègues de pôles différents, pour favoriser le décloisonnement.

finance *ex post* des publications acceptées par l'extérieur. Les chantiers transversaux méthodologiques sont lancés, comme une des dimensions d'un travail sur la qualité. Le principe de partenariats entre pôles et équipes de recherche est affirmé (même s'il ne se concrétisera pas, faute d'intérêt des pôles). Le Conseil scientifique est créé, il se réunit 2 fois par an, une pour une discussion stratégique, une pour une analyse de la production de l'année. Un gros investissement est fait dans le montage de projets INCO-DEV³³, avec trois projets déposés en 2001 (100 % de réussite, contre 25 % en moyenne pour les INCO) et un en 2002.

2001 est une **année de grave crise financière**. La course à la croissance a fragilisé un Gret dont l'organisation et le dispositif de gestion n'avaient pas suivi. En deux ans, le Gret perd 40 % de ses fonds propres. L'urgence est à colmater les brèches et à structurer un système de gestion prévisionnelle cohérent avec la taille actuelle du Gret et les risques financiers qu'il encourt. Évidemment, la crise financière aggrave la crise d'identité interne. Pendant deux ans, un « collectif budgétaire » frappe également les RSR, dont une partie des engagements est annulée en cours d'année. À son départ, la chargée de mission DS n'est pas remplacée. **Les années 2001-2003 mobilisent fortement le Gret sur les questions économiques**. Des chantiers de fond sont néanmoins engagés, comme la refonte de la gouvernance (recrutement de membres extérieurs, statuts, CA).

L'accroissement de l'intérêt pour les capitalisations accroît la sollicitation de la DS, et un plus grand investissement dans l'opérationnel est demandé par le Directeur : contribution à la réflexion stratégique, missions sur le suivi-évaluation. Le mi-temps, qui passe ensuite à ¾ de temps, ne suffit pas. L'espoir tombe de pouvoir réduire l'investissement dans l'accompagnement des capitalisations, une fois les habitudes prises : de nouvelles personnes s'engagent dans des capitalisations ; les apprentissages sont plus ou moins rapides ; bref, le besoin en accompagnement est toujours aussi fort. La lettre d'infos, les Bistros pendant un temps, le Conseil scientifique même, dépérissent en **2003-2004**, faute d'arriver à tout gérer à ¾ de temps.

L'urgence de la crise financière commençant à s'estomper, le second mandat de direction de Serge Allou met l'accent sur l'organisation interne. Il s'agit de **ratrapper un retard historique dans la structuration de l'organisation** : refonte de la gouvernance (refonte des statuts, recomposition du CA), ajustement de l'organisation en pôles pour une plus grande cohérence thématique et un meilleur équilibre dans la taille des équipes, suite du chantier sur la gestion prévisionnelle, construction d'une vraie politique de RH, refonte de l'accord d'entreprise. Les années **2004-2007** sont donc fortement consacrées à ces multiples chantiers de structuration de l'organisation, un peu à marche forcée, avec un fort investissement de l'ensemble du Gret et de toute la Direction. La question de la qualité, du lien entre accumulation de savoirs et de savoir-faire à la DS et ses implications opérationnelles, est latente mais jamais sur le haut de la pile.

Pendant tout ce temps, une série de séminaires internes organisés et animés par la DS a scandé la réflexion du Gret : en particulier sur le partenariat avec les organisations du Sud en 1999, sur les fonds de développement en 2000, sur la lutte contre la pauvreté en 2003, sur les politiques publiques en 2005. Les axes mis en avant dans le Projet Stratégique de 2001 se sont progressivement imposés. De fait, ils traduisaient bien un Gret en émergence et ont joué un rôle performatif. Différentes évaluations et études d'impacts montrent l'effet de nos actions phare (pas toutes, certes), rassurant l'équipe sur la qualité de son travail. À l'occasion d'une

³³ Projets de recherche en partenariat sur des questions de développement, mobilisant des équipes du Nord et du Sud, financés par l'Union européenne.

réflexion sur les bases possibles d'une réorganisation des pôles en **2003**, les grands axes d'actions du Gret sont formalisés par la DS, et le Rapport d'activités est désormais structuré sur cette entrée, **mettant en avant le sens de nos actions autour de quatre grandes entrées**, et non plus un découpage institutionnel, « polaire ». Le travail de construction du sens et de construction du collectif porte progressivement ses fruits. Le Gret se pacifie, les états d'âmes sur le sens de notre action s'apaisent, parce qu'un socle cohérent (accompagner des dynamiques, coupler qualité technique et ingénierie sociale et institutionnelle, expérimenter et stabiliser institutionnellement) se consolide.

Fin 2006, des règles de conception de projets sont définies, exigeant d'intégrer suivi-évaluation, évaluations externes et capitalisation. Un bilan un an après montre qu'on en est encore loin, mais l'investissement du DO devrait faire progresser dans ce sens.

Depuis 2005, outre une évaluation, la DS finance chaque année une **étude d'impact**, permettant d'analyser en profondeur les impacts de nos actions sur les acteurs locaux et les dynamiques sociales et économiques. Même si le postulat de l'action prime, une **demande d'anthropologie** émerge depuis quelques années, sous forme de stages, de postes de terrain (Madagascar, Laos), voire de thèses (projet PACEPAS au Sénégal). Alors qu'elles étaient au départ largement faites au siège (intervenant au siège ou expatriés de retour), des **capitalisations commencent à être menées sur le terrain**, principalement au pôle DAT (Animation urbaine à Brazzaville, développement local urbain à Nouakchott, Dialogs au Vietnam).

Dans le même temps, la fin annoncée des INCO a suscité une réflexion sur les alternatives pour maintenir des activités de recherche au Gret : stage d'exploration des pistes de financement en 2005, exploration des possibles pour héberger des thèses, négociation d'une convention pour des VIA chercheurs avec le MAE, obtention récente d'un Cifre.

En 2005, le séminaire interne avait montré que la volonté de contribuer aux politiques publiques nécessitait de se doter d'un référentiel en la matière, constat qui débouche en 2006 sur la construction d'un petit projet de recherche sur ce thème : « **Les ONG peuvent-elles contribuer à (re)construire l'action publique au Sud ?** ». Il s'agit de questionner cette ambition du Gret à partir d'analyses de sociologie politique des politiques publiques, sur des politiques de développement auxquelles le Gret a tenté de contribuer, en se décentrant de la polarisation sur nos actions pour comprendre l'ensemble du jeu d'acteurs.

Début 2007, un poste de chargé de mission est créé à la DS³⁴ pour renforcer la capacité d'animation et d'appui aux capitalisations, et prendre en charge ce projet de recherche. Après un travail de revue de la littérature, la première étude de cas est réalisée en 2007, sur les politiques de l'eau potable dans les bourgs au Cambodge, étude dont la restitution en février 2008 suscite un grand intérêt et des demandes pour de nouveaux cas. L'intérêt pour des partenariats avec la recherche commence à émerger au niveau des pôles. Les choses avancent donc progressivement.

Pour autant, le sentiment que le dispositif mis en place en 2001 rencontre ses limites est de plus en plus vif à la DS : limites d'un DS à $\frac{3}{4}$ temps qui rend impossible de prendre en charge des dynamiques lourdes en coûts de transactions ; blocage dans la structuration des grandes masses du budget, qui empêche des évolutions significatives ; blocage de l'idée d'un recrutement à la DS jusque fin 2006 ; limites de la possibilité de vraiment peser sur les pratiques, au-delà de la socialisation, faute de politique qualité et de relais à la Direction des Opérations

³⁴ L'essentiel de la production analysée par la Revue renvoie de fait à une DS réduite à 0,75 personne pour assumer l'ensemble des fonctions.

avant 2007. Par ailleurs, les sollicitations internes, l'accompagnement des capitalisations, l'appui à des stages de sciences sociales, mobilisent l'essentiel du temps, réduisant la possibilité de veille ou de projection stratégique. L'impossibilité pratique de faire évoluer le dispositif, de développer les appuis en sciences sociales aux projets autant qu'il faudrait, la difficulté à lever le nez du guidon pour se redonner une perspective et être capables de suivre les recompositions de la recherche, pèse. **L'idée d'un regard externe sur les travaux de la DS est posée début 2006**, avant que le consensus se fasse sur l'idée d'une « revue » de la production écrite, puis que le processus arrive à s'enclencher concrètement (constitution de l'équipe, démarrage effectif).

À l'occasion de la préparation de **l'élection de 2007**, un chantier de réflexion stratégique est enclenché **fin 2006**, pour définir le « socle » du Gret et les grands enjeux, et préparer l'échéance. Avec l'élection de Bénédicte Hermelin, le **chantier stratégique est repris et finalisé à l'automne 2007**. La volonté est affichée de redéfinir la stratégie de la DS, en cohérence avec les évolutions réalisées, les nouveaux enjeux du développement, et la stratégie globale du Gret. Un certain nombre de dimensions sont déjà anticipées dans le projet de mandat de direction : développer la question des politiques et de l'action publique, développer les partenariats avec la recherche. La question de la qualité est mentionnée, même si pas encore définie. Le déménagement à Nogent ouvre des perspectives avec le beau mais ambitieux projet de site du Jardin Tropical.

Les grandes recommandations de la Revue arrivent donc à point nommé pour mettre sur la table un certain nombre de questions, et donner l'opportunité de se projeter vers l'avenir, en redéfinissant une stratégie de recherche et de production de connaissances, au double service des acteurs du développement, et des équipes du Gret.

Annexe 2

La diffusion électronique des publications

Analyse des téléchargements sur le site du Gret. Note de synthèse

Danièle RIBIER, Guy CÉSARO

Cette note synthétise le document du même titre, de janvier 2008, qui dresse le bilan de la diffusion électronique des documents mis en ligne sur le site du Gret depuis 2003 à partir des statistiques des téléchargements.

I. LE BILAN DE CINQ ANNEES

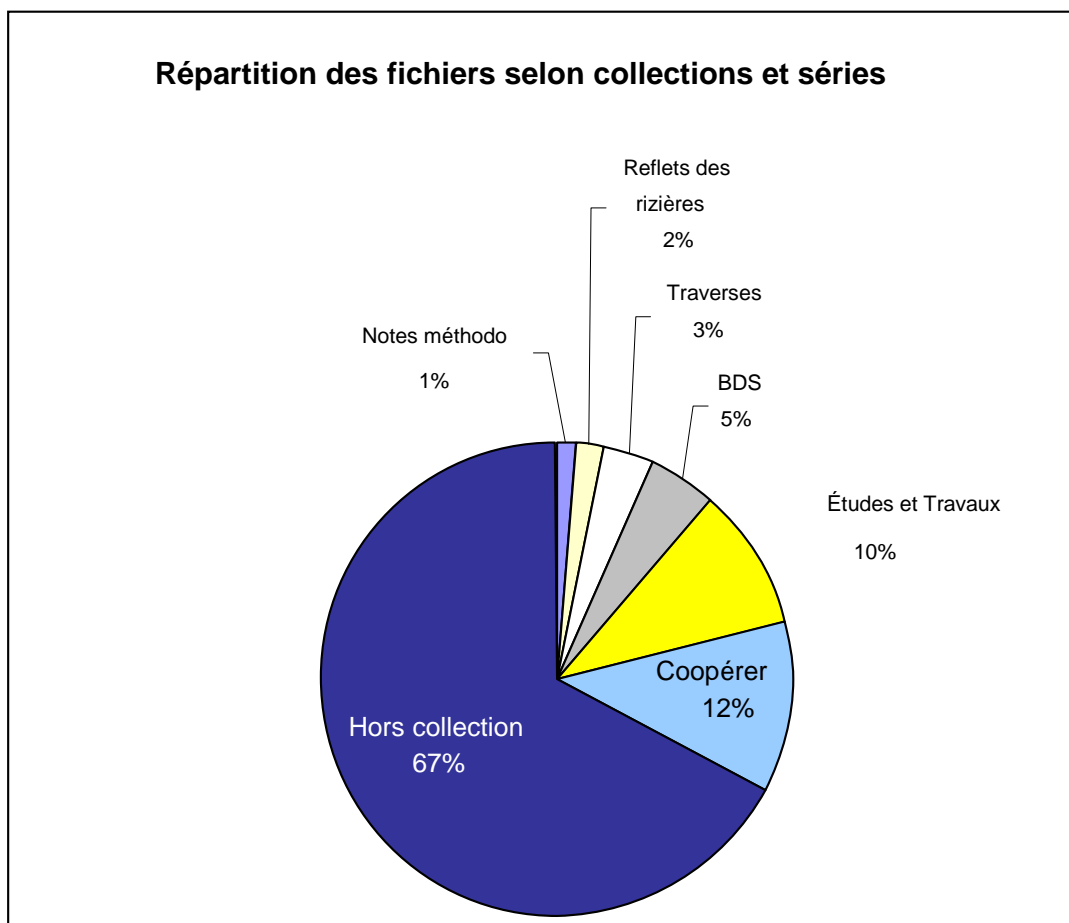
1. Les fichiers téléchargeables

Depuis 2003, différents documents sont mis en ligne sur le site Internet du Gret. Sur 474 fichiers en téléchargement, deux tiers sont des documents hors collection, et parmi ceux-ci, un tiers sont des documents institutionnels (catalogue des publications, plaquette, projet stratégique du Gret).

Trois collections Gret sont en ligne : la collection *Coopérer aujourd'hui* et la série *Notes méthodologiques* dirigées par la Direction Scientifique et la collection *Études et travaux en ligne* codirigée par la Direction scientifique et les Éditions du Gret. À ces trois collections, s'ajoute une nouvelle collection qui a commencé en juin 2007 : *Débats et controverses*. Elle n'a pas été intégrée dans l'analyse pour le moment car seul le premier numéro est paru. Ce dernier a toutefois été téléchargé plus de 800 fois en 7 mois.

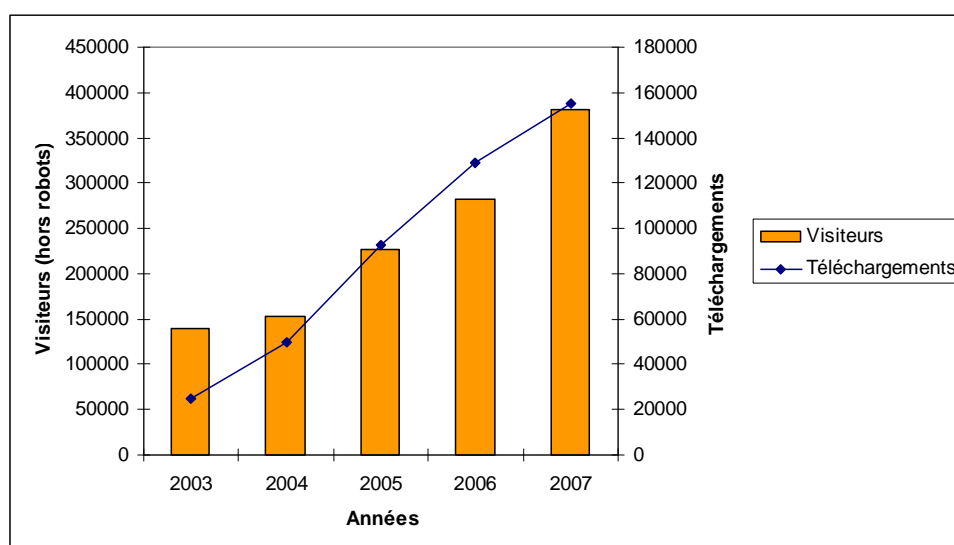
S'ajoutent à cela la série *Traverses* du Groupe *Initiatives* qui était hébergée sur le site du Gret et deux revues, la revue *BDS* rattachée au pôle MPE et la revue *Reflets des rizières* rattachée aux projets AAD au Vietnam.

Les publications issues de la Direction scientifique représentent 26 % des documents disponibles sur le site.



2. Évolution des téléchargements

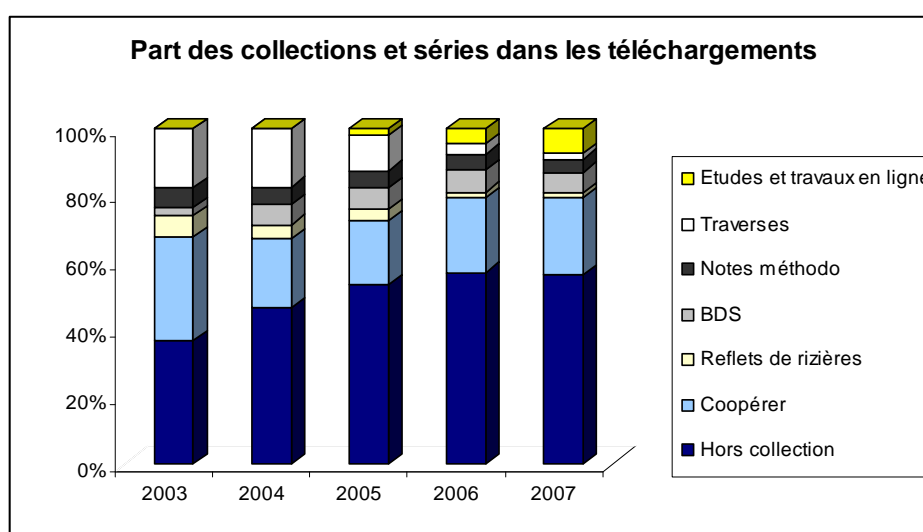
Le nombre de téléchargements sur le site Internet du Gret est en hausse exponentielle depuis 2003. En cinq ans les téléchargements sont passés de 24 500 à plus de 154 000.



3. Nature des documents téléchargés

Les documents hors collections représentent plus de 50 % des téléchargements totaux depuis cinq ans. Le document le plus téléchargé (*Guide de bonnes pratiques d'hygiène transformation laitière au Sénégal*) correspond à un manuel édité en version papier au Sénégal dont la version électronique a été mise en ligne sur le site du Gret. Ce document est également mis en ligne sur d'autres sites sans lien avec le site du Gret (donc pas de possibilité d'évaluer son téléchargement total).

La collection *Coopérer aujourd'hui* (52 numéros en ligne) représente 21 % des téléchargements totaux. La collection *Études et travaux en ligne* (15 numéros), créée en août 2005, en représente moins de 1 % du fait de sa jeunesse, mais sa part s'accroît. Les productions liées à la DS représentent un peu moins de 40 % des téléchargements.



4. Les téléchargements des productions de la DS

Plus de 100 000 exemplaires des documents de la DS ont été téléchargés depuis 2003, soit plus de 20 000 par an (sachant que le nombre de documents progresse), et 37 000 pour la seule année 2007.

Dans la collection *Coopérer aujourd'hui*, sur 52 documents en ligne, 47 sont en ligne depuis plus de 7 mois, les téléchargements totaux sur 5 ans varient de 1287 (*Coopérer n°28*) à 3810. (*Coopérer n°24 : La planification des interventions par objectifs, un parcours semé d'embûches*). Le téléchargement annuel moyen est de **430** par document.

Vingt deux titres dépassent cette moyenne annuelle et trois sont téléchargés deux fois plus que la moyenne, soit plus de 850 fois par an.

	2003	2004	2005	2006	2007	Total sur 5 ans	Moyenne par année de mise en ligne
Total collection	7 541	10 177	17 572	27 125	29 632	92 047	23 657
Moyenne annuelle par document							430

Dans la collection *Études et Travaux en ligne*, sur 15 documents en ligne, 11 sont en ligne depuis plus de 6 mois, les téléchargements totaux varient de 167 sur trois ans (ETLi n°3 : *Comment se sont-ils financés ?*) à 4 343 sur deux ans (ETLi n°8 : *La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal*). Le téléchargement annuel moyen est de **393** par document.

	2005	2006	2007	Total sur 3 ans	Moyenne par année de mise en ligne
Total de la collection ETLi	673	3 742	7 471	11 886	5 890
Moyenne annuelle par document					393

Sept titres dépassent cette moyenne annuelle (soit plus d'un téléchargement par jour). Un ouvrage se détache largement de tous les autres par un téléchargement cinq fois plus élevé (cf. tableau 3 ci-dessous) : ETLi n°8 : *La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal*.

Ces chiffres témoignent de la notoriété et de l'intérêt des publications en ligne du Gret, alors même qu'aucune promotion n'a véritablement eu lieu. Les « Coopérer aujourd'hui » sont plus téléchargés, ce qui renvoie à l'ancienneté de la collection (plus connue), mais aussi à un format plus court, à des thématiques moins spécialisées.

Les meilleurs téléchargements annuels

■ **Tableau 1. Collection « Coopérer Aujourd'hui »**

Titre document	2003	2004	2005	2006	2007	Total	Moy. par année
Coopérer 43 : Représenter la logique d'un projet			612	705	2306	3623	1208
Coopérer 47 : Des outils pour programmer, suivre, évaluer et présenter ses projets				423	1536	1959	980
Coopérer 46 : Pour des démarches qualité dans les organisations de solidarité internationale				1028	798	1826	913
Coopérer 42 : S'engager auprès d'une institution de microfinance en crise			765	974	688	2427	809
Coopérer 41 : Identifier un projet en microfinance		92	665	1290	1145	3192	798
Coopérer 24 : La planification des interventions par objectifs, un parcours semé d'embûches	388	383	774	1279	986	3810	762
Coopérer 44 : Les enjeux du management interculturel dans les projets			295	824	1030	2149	716
Coopérer 21 : Évaluer : apprécier la qualité pour faciliter la décision	485	463	636	959	992	3535	707
Coopérer 08 : Construire une capacité locale de management	334	527	712	944	892	3409	682

■ **Tableau 2. Collection « Études et travaux en ligne »**

Titre document	2005	2006	2007	Total	Moy par année
ETL 08 : La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal		1 233	3 110	4 343	2 172
ETL 09 : Insertion institutionnelle et intervention technique : le cas du programme Alizés Sénégal			565	565	565
ETL 11 : L'animation dans un programme de développement urbain : Approche et expériences de la composante « Appui aux activités communautaires » du programme Twize en Mauritanie			450	450	450
ETL 07 : Towards Co-Management of Hydro-agricultural Infrastructures		353	501	854	427
ETL 02 : Financer le développement de l'électrification rurale	326	479	403	1 208	403
ETL 05 : Mutualiser les risques sanitaires ou financer le conseil en élevage : l'expérience d'assurance-conseil menée au Nord Vietnam	69	549	573	1 191	397
ETL 12 : Réhabilitation des polders, croissance agricole et inégalités : L'impact socio-économique du projet Prey Nup (Cambodge)			389	389	389

Annexe 3

Textes analysés et notes de lecture

Revue externe de la production scientifique du Gret. Rapport du Comité de Revue

Pôle/ année	Auteurs Gret	Titre	Format	Type de document
AAD 2002	C. Castellanet (et Jordan)	Participatory Action Research in Natural Resource Management: a critique of the method based on five years' experience in the Transamazonica region of Brazil.	Taylor and Francis, New York	Ouvrage tiré de la thèse de Castellanet, elle-même tirée d'une expérience de recherche-action participative en partenariat avec des organisations paysannes de l'Amazonie brésilienne, sur la stabilisation des fronts pionniers. Met en avant une recherche négociée, loin de la « participation » alibi, en positionnant les rôles.
AAD 2005	J.-F. Kibler, C. Perroud	<i>Vers une cogestion des infrastructures hydro-agricoles. Réhabilitation de polders et construction associative : l'expérience du projet Prey Nup (Cambodge).</i>	Études et Travaux, 320 p.	Capitalisation de la 1 ^{ère} phase du projet, faite au retour par la 1 ^{ère} équipe d'expatriés. Problématise le sujet et fait une description détaillée de la stratégie et de l'histoire du projet, en particulier le processus d'appui à l'émergence et la consolidation de l'organisation paysanne devant gérer les polders. Avec des enseignements en termes de conduite de projet, de conception des projets de réhabilitation, de construction institutionnelle. (suivi d'une 2 ^{nde} capitalisation, en attente de publication à l'AFD) (partie « enseignements » traduite en anglais).
AAD 2002	P. Bergeret	<i>Paysans, État et marchés au Vietnam ; dix ans de coopération agricole dans le bassin du Fleuve Rouge</i>	Karthala/ Gret, 291 p.	Mise en perspective des actions et résultats du Programme Fleuve Rouge, programme de coopération (recherche et développement) sur les systèmes agraires au Nord Vietnam, par rapport aux évolutions économiques, sociales et politiques du nord Vietnam depuis la redistribution foncière et la libéralisation économique. Par l'ancien coordinateur du programme à Hanoi.
AAD 2006	P.-Y. Le Meur, Ph. Lavigne Delville (et Colin, Chauveau, Jacob, IRD)	Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest, <i>Résultats du projet de recherche Inco-Claims (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali)</i>	IIED, 91 p.	Synthèse des résultats d'un projet de recherche INCO-DEV, coordonné par l'IIED. 3 articles rédigés par le Gret.
AAD 2006	C. Broutin (et N. Bricas, Cirad)	Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne	Études et Travaux, 128 p.	Étude montrant, à partir d'études de cas de filières, le dynamisme du secteur agro-alimentaire artisanal, son importance qualitative et quantitative, et l'enjeu de politiques publiques de soutien au secteur. Plaidoyer argumenté pour la reconnaissance du secteur. Valorise l'expérience du Gret en appui à ce secteur, dans la partie « propositions ».

Revue externe de la production scientifique du Gret. Rapport du Comité de Revue

ASE 2005	S. Matthieussent, R. Carlier, Ph. Lavigne Delville	<i>Un projet d'électrification rurale en Mauritanie (1995-2000). Alizés Électrique. Histoire et enjeux d'une tentative de construction d'un service durable</i>	Études et Travaux en ligne n°6, 132 p. + annexes	Analyse rétrospective de l'échec d'un projet, vu 2 ans avant sa fin comme un succès prometteur : retour sur le modèle et les choix techniques et organisationnels, sur l'histoire et les bifurcations. Travail confiée à une thésarde, par dossier et entretiens, et contributions d'intervenants Gret. Enseignements sur l'insertion institutionnelle des projets, la recherche-action. Vision controversée : cf. l'article de S. Caratini, <i>Autrepart</i> , 2005 et ma réponse dans « <i>Analyser les pratiques des développeurs...</i> ».
ASE 2006	O. Bruyeron, Nguyen Cong Khan, J. Berger, B. Salvignol, Ch. Monvois, S. Trèche	<i>Alimentation infantile au Vietnam Dix ans d'actions et d'enseignements du programme Fasevie</i>	Études et Travaux, 176 p.	Capitalisation de 10 ans d'actions au Vietnam, dans le cadre d'un projet de lutte contre la malnutrition infantile co-piloté par le Gret et l'IRD. Histoire, évolution du dispositif, combinaison des choix techniques et organisationnels. Mobilisation des résultats des recherches de l'IRD sur l'impact. Met en avant les délais de recherche et mise au point des aliments, avant l'expérimentation des modes de diffusion. Réalisé pour faire le bilan avant phase actuelle de transfert aux institutions vietnamiennes (en français, anglais et vietnamien).
ASE 2006- 2007	J. Monvois, J.P. Mahé, C. Frenoux	Capitalisation du projet Mirep : Document d'analyse : <i>Mobiliser les entrepreneurs locaux pour construire un service essentiel de l'eau potable : le programme Mirep (Mini Réseaux d'eau Potable) et les partenariats locaux public/privé au Cambodge</i>	En cours de publication en E&T (disponible en tirage papier) CD et cahiers disponibles (pdf)	Projet d'appui aux entrepreneurs locaux apportant un service d'eau dans les bourgs ruraux, pour améliorer le service et en garantir la potabilité, dans une relation contractuelle avec les Communes et les services techniques. Capitalisation à volets multiples : - document d'analyse reprenant l'histoire du projet, le concept, et présentant et analysant les résultats ; - « cahiers de capitalisation » synthétiques et pédagogiques. - CD-ROM avec les outils techniques et contractuels du projet (français, anglais et khmer) Évolution de la conceptualisation en cours de capitalisation : du PPP au service public local.

DAT 2006	Ph. Lavigne Delville, R. Kuhn, P.-M. Rosner, D. Thibault, B. Thi Thai	Capitalisation du projet DIALOGS : Document d'analyse : <i>Organisations locales et services de proximité : l'expérience du projet Dialogs en appui au développement économique et social de zones rurales du Nord Vietnam.</i>	Un document d'analyse, diffusé en pdf	Sur la base de travaux antérieurs, appui à l'émergence et la consolidation d'organisations locales de service : prémisses d'une « société civile » rurale ? Dans un contexte de réflexion des autorités vietnamiennes sur les coopératives et la société civile, et les exclusions liées au marché. Un des rares projets où la capitalisation était conçue comme une composante à part entière. Capitalisation globale, réalisée sur le terrain et orientée vers les acteurs locaux. Appui conceptuel et méthodologique du siège, et d'une stagiaire sur la rédaction. - Un document d'analyse (français, anglais et Vietnamien) - Une série de fiches méthodologiques (français et VN) - Une plaquette pour les décideurs (français, anglais et VN) Des séminaires régionaux et un séminaire national de restitution.
DAT 2007	L. Morlat, M. Abdoulaye	<i>L'animation dans un programme de développement urbain. Approche et expériences de la composante Appui aux activités communautaires du programme Twize en Mauritanie.</i>	Études et Travaux en ligne n°11, 80 p.	Appui extérieur d'une stagiaire, encadrée par le Gret, à la formalisation par l'équipe mauritanienne de sa démarche et de ses savoir-faire, dans un contexte où le métier d'animateur de développement local n'existe pas en Mauritanie.
DAT 2005	J.-F. Kibler, C. Perroud	<i>Concevoir une démarche de développement local : l'élaboration de la stratégie initiale du volet « développement local » d'un projet de sécurité alimentaire dans l'Androy (sud de Madagascar).</i>	Coopérer aujourd'hui n°45, 76 p.	Explicitation de la compréhension du contexte et des choix stratégiques ayant abouti à la conception de la démarche de l'équipe, dans un contexte difficile. Une entrée dans la « boîte noire » du raisonnement de conception.
DAT 2005	D. Neu	Représenter la logique d'un projet pour mieux en débattre. Un outil pour faciliter la conception, la présentation et la conduite d'un projet. Les « tableaux logiques simplifiés », Tome 1.	Coopérer aujourd'hui n°43, 45 p.	Le « cadre logique » des bailleurs de fonds est à la fois est un instrument de formalisation de la logique d'un projet, et un outil bureaucratique. Le « tableau logique » se veut moins rigide, et un outil pour représenter la logique d'un projet, en débattre, en favoriser la conception. Un exemple de systématisation méthodologique d'un élément de « métier ». (voir aussi n°21 sur l'évaluation, n°47 sur les usages du tableau logique)

Revue externe de la production scientifique du Gret. Rapport du Comité de Revue

MPE 2004	M. Morrisson	<i>Façonner les règles du jeu : l'élaboration progressive d'une institution de microfinance dans le Chin State (Myanmar).</i>	Coopérer aujourd'hui n°40, 64 p.	Analyse, par le chef de projet, du processus de définition des règles du jeu d'une institution de microfinance, au niveau villageois et au niveau de l'équipe, par essai erreurs. Montre le processus itératif de « façonnage » des règles, à partir de l'observation des pratiques, et des crises.
PPRI/ ICD 2008	Coord. M.C. Lebret et A. Alpha	Agriculture et OMC en Afrique : comprendre pour agir.	Guide pratique, 208 p.	Ouvrage destiné aux Organisations paysannes et demandé par eux. Co-rédigé avec des acteurs du Nord et du Sud. Mobilise l'expérience du Gret sur l'OMC pour identifier les marges de manœuvre des pays du Sud.
DAT 2007	V. Rachmuhl, E. Barrau (P. Noisette)	Coopération décentralisée et développement urbain : l'intervention des collectivités territoriales.	DGCID, col. Études, 56 p.	Issue d'une étude bilan de la coopération décentralisée en milieu urbain, cette étude a permis de clarifier les stratégies de la Coopération française et des collectivités locales en matière de coopération au développement urbain.

Paysans, État et marchés au Vietnam : Dix ans de coopération agricole dans le bassin du fleuve Rouge

2002, Gret/Karthala, Collection « Hommes et Sociétés », 296 pages.

Auteurs : Pascal Bergeret. Préface de Bertrand Hervieu. Elisabeth Paquot et Philippe Lavigne Delville sont remerciés ainsi qu'une douzaine de personnes du Gret ou du Programme Fleuve Rouge.

1. Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique

Capitalisation de plusieurs programmes **de terrain** ; mais l'objectif final est une capitalisation **de méthode**, avec des objectifs théoriques « macros » (sur le Viêtnam, sur la « transition », etc.).

2. Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »

Pas de résumé mais une conclusion de 21 pages, un peu désabusée, présentant les principaux enseignements (« les leçons d'une expérience ») d'une expérience de six ans (plus quelques antécédents), non pas en termes « techniques », mais en termes de formes générales de la politique de coopération (le style dominant étant : « c'est une réussite, pour telle et telle raison ; il faudrait poursuivre dans cette voie, mais je doute que cela soit possible »).

3. Clarté de l'exposition

Texte très bien écrit et bien édité (coquilles presque inexistantes, mise en pages sans reproche, jolies photos). Les ruptures de style sont, très volontairement, nombreuses : d'une part entre les deux parties, d'autre part au sein de la deuxième partie. La première partie (148 p.) présente (chap.1) la région du Fleuve Rouge, l'évolution du Viêt-nam depuis une vingtaine d'années, et particulièrement les rapports État-parti-économie (chap.2), et « l'enjeu du développement local », en particulier avec des références aux analyses de longue durée (F. Braudel) et un parallèle avec la Chine (chap.3). La deuxième partie présente l'histoire du « programme Fleuve Rouge », particulièrement dans la période 1989-1999 (plus historique dans le chap.4, plus analytique dans le chap.5) ; le chapitre 6 (« l'insertion du programme Fleuve Rouge : localité et développement », p.223-264) tire les principales leçons en ce qui concerne le développement local, le rapport avec les autorités locales et centrales, les limites d'une approche strictement technique, etc. Le chap.7 est intitulé « les leçons d'une expérience ».

Le chap.5, en particulier, comporte certains passages très bienvenus en style « narratif » ; par exemple, p.203-209, le récit de la réunion tenue par M. Chuong et Mme Hiên à propos des pharmacies vétérinaires, ou le récit du « dérapage » de M. Kim, fonctionnaire corrompu, – p.164-168 –. Bien sûr, on peut reprocher à l'auteur d'avoir choisi arbitrairement les anecdotes qui illustrent son propos. Mais l'ensemble est clair, bien écrit et finalement assez nuancé.

4. Densité du texte

Elle est inégale, du fait des « sauts » entre niveaux d'abstraction, non seulement à cause des anecdotes évoquées ci-dessus, mais parce qu'on passe de discours ne reven-

diquant une pertinence qu'au niveau du bassin du Fleuve Rouge, à d'autres qui concernent le Viêtnam tout entier, et à d'autres enfin qui concernent toute la théorie du développement.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Cela aurait difficilement été possible ; la conclusion (chap.7) tire des enseignements généraux, mais largement décalés par rapport aux enseignements partiels des chap.5 et 6.

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Développement institutionnel (c'est le centre du propos). Les domaines concernés sont multiples : crédit rural et micro-crédit, gestion de l'eau, pharmacies vétérinaires, semences sélectionnées. Mais le propos central concerne la question de la participation du rapport avec les autorités locales, des rapports entre ONG étrangères et paysannerie. La question « technique » est surtout l'occasion d'une réflexion de sociologie politique.

7. *Comment, pour gagner en « généricité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

L'élargissement est très fort dans le dernier chapitre, mais c'est une préoccupation constante tout au long du texte qui est conçu, plutôt que comme une « capitalisation », comme la base d'enseignements généraux concernant les formes de la coopération ; le propos central semble être la possibilité d'appliquer les enseignements de l'exemple des « arrangements institutionnels chinois » (le « *local state corporatism* » – p.122) au cas vietnamien. Les conclusions sont assez nuancées, et montrent bien l'impossibilité d'une transposition telle quelle ; mais elles en montrent aussi les raisons et indiquent des principes généraux d'intervention, sans pour autant donner des recettes.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Il n'y a pas de bibliographie générale. La seconde partie, sur le mode du récit analytique, ne comporte pratiquement pas de références ; la première en comporte très peu (une dizaine ?) qui ont visiblement été choisies parce qu'elles ont profondément influencé l'auteur. C'est donc bien, de bout en bout, une œuvre personnelle, revendiquée comme telle. Par contre, la connaissance du terrain, comme des projets menés et analysés, apparaît extraordinairement détaillée.

9. *Avis global*

Cet ouvrage est de très grande qualité, fin, intelligent et, sans craindre d'aller à l'encontre des modes, parfois avec un peu de résignation.

- a. *Qualité du contenu*

Il y a en fait deux ouvrages ; le premier est assez général, sur le Viêtnam, le milieu rural au Viêtnam et le développement local (1^{ère} partie) ; le second capitalise les expériences du programme « Fleuve rouge » avant, et surtout pendant que l'auteur en a été responsable (1993-1999). Dans la première partie, l'auteur montre une certaine fascination pour la méthode de Braudel, peut-être un peu trop appuyée et pas toujours nécessaire, mais qui clarifie le propos. Une autre référence un peu exclusive est celle à Jean C. Oi, auteure américaine qui a écrit sur les rapports entre pouvoir local et petits entrepreneurs en milieu rural en Chine. Mais l'auteur montre bien que, bien qu'on puisse en tirer des enseignements, il ne saurait être question de transposition

de l'exemple chinois, à cause en particulier du poids de la bureaucratie administrative du district au Viêtname, beaucoup plus pesante qu'en Chine.

La seconde partie est un modèle, mais de quoi ? Pas exactement de « capitalisation », même si quatre programmes sont analysés en détail (*cf.* point 6) ; l'intérêt est en particulier que l'un d'entre eux a été visiblement un échec (micro-crédit) et que les causes de l'échec sont bien décrites ; l'exercice est plutôt du genre « leçons à tirer » : lien avec les scientifiques locaux, les responsables villageois ; prise en compte des données anthropologiques locales (hiérarchie des lignages, rôle des notables et des différents niveaux de l'administration...) ; rôle des expatriés de différentes catégories (« permanents » de longue durée – 5-6 ans – pour 4 ou 5 d'entre eux, thésards, stagiaires, etc.) ; processus d'apprentissage et, finalement – cela reste le centre – « apprentissages institutionnels » à petite échelle, que certaines « grosses machines » de coopération – dénoncées avec un peu de cruauté, belges et suisses en particulier – n'arrivent pas à mettre en place. Finalement, les quatre opérations choisies auraient pu être d'une autre nature, cela n'aurait rien enlevé au propos.

b. Cohérence entre objectifs annoncé et atteint

Comme cela a été dit, il y a peut-être un peu d'autosatisfaction dans cet ouvrage ; à le lire, les objectifs ont été pleinement atteints, puisque le seul échec patent (micro-crédit) est présenté comme porteur de leçons, et l'échec largement reporté sur d'autres acteurs. Mais on est globalement convaincu, qu'il s'agisse ou non d'un effet de l'écriture.

c. Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?

Il est au cœur du projet du Gret ; le problème est que l'auteur a quitté sa responsabilité de coordinateur en 1999 ; déjà, il regrette que les expatriés fassent de moins en moins de séjours longs, au profit des « coopérants de l'absence », alors que les séjours de longue durée sont nécessaires à bien des égards (apprendre la langue, établir des liens de confiance avec les scientifiques et les responsables d'administrations locales, etc.). Il met en garde aussi contre les modes qu'il trouve insignifiants (« développement participatif », « lutte contre la pauvreté »...) et dont il démonte très bien la rhétorique. Il serait intéressant de savoir si ces mises en garde désabusées n'ont pas, six ans après (le texte date de 2002), été confirmées. Ceci signifierait que « l'esprit Gret » des années 1990 est (définitivement ?) mort, et que ce qui faisait son originalité (un ancrage local long, la recherche « d'arrangements institutionnels » comme solution privilégiée à des problèmes apparemment techniques) a disparu, ce qui le rapprocherait d'autres bureaux d'études.

d. Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?

Il a déjà été édité chez Karthala (2002) ; je ne sais pas la diffusion.

10. *Évaluateur* : Bruno Lautier, 4 mars 2008.

Participatory action research in natural resource management.

A critique of the method based on five year's experience in the Transamazônica region of Brazil

2002, Éditions Taylor & Francis, New York, 200 pages + 11 pages de bibliographie + liste des acronymes, index thématique et des auteurs cités.

Auteurs : il y a deux auteurs cités : Christian Castellanet (Gret) et Carl F. Jordan, « Senior ecologist at the Institute of Ecology, University of Georgia, USA ». En fait, il semble que celui-ci n'ait écrit que la préface, d'une page, qu'il signe. Mais il a dirigé la thèse de Castellanet dont l'ouvrage est issu.

1. Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique

Même s'il y a des aspects de capitalisation de terrain et de thématique (la déforestation...), c'est avant tout une capitalisation de **méthode**.

2. Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »

Le dernier chapitre (« *Evaluation of the participatory action research approach - PAR* », 12 pages), résume les plus importants acquis en termes de réflexion sur la méthode.

3. Clarté de l'exposition

L'exposé est clair ; le plan est en trois parties : la première (« background ») est un « balayage » des différentes écoles théoriques, centré sur la PAR ; la seconde résume l'expérience et ses principaux enseignements, illustrée par trois études de cas ; et la troisième « *lessons from the participatory action research in the Transamazônica* » déborde très largement ces cas, et même la question de la déforestation en Amazonie.

L'édition a été extrêmement bien faite, y compris sur le plan matériel (par exemple, le cahier central de 36 photos est sur papier glacé) ; le sommaire est détaillé et précis, assorti de quelques schémas récapitulatifs.

4. Densité du texte

Elle est assez forte, même s'il y a une différence entre la première partie (au moins les p. 3 à 42) où des théories très générales sont analysées en quelques pages chacune, avec une abondance de références (très majoritairement anglo-saxonnes), et la suite où l'on passe au récit et à l'analyse d'expériences (mais là non plus l'auteur ne « délaye » pas, et ne tombe pas dans l'anecdote).

5. Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?

Comme dit plus haut, la conclusion joue ce rôle. Mais elle perd une grande partie de son intérêt si elle ne repose pas sur une lecture complète du texte.

6. Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?

Le « domaine » concerné est la question de la **déforestation en Amazonie**, et plus particulièrement des conséquences en la matière de l'établissement de petits paysans sur le front pionnier constitué par la route transamazonienne, autour d'Altamira. Mais

l'objet réel est bien la question de la « *participatory action research* », particulièrement des relations entre le « Laboratorio Agro Ecológico de Transamazônica » – LAET – (auquel participait le Gret) et le mouvement paysan local, le MPST (« Movimento Pela Sobrevivência da Transamazônica »). En termes de disciplines, on pourrait dire que la **sociologie** est dominante (socio des organisations en particulier) ; les arguments « techniques » de types agronomiques sont peu développés, et ne servent qu'à étayer l'argumentation.

7. *Comment, pour gagner en « généralité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Le « chantier » est très élargi, on l'a vu, non seulement dans toute la troisième partie, mais aussi dans la première (qui est une sorte d'état de l'art sur les approches participatives) et dans plusieurs passages dans la deuxième (du type : conclusions partielles). Le sous-titre de l'ouvrage (« une critique de la méthode... ») doit être nuancé (au moins en référence au sens français de « critique ») : les aspects positifs recensés l'emportent largement sur les effets négatifs.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Bibliographie très complète (environ 200 titres), débordant largement les ouvrages cités, et constituée environ aux 2/3 de titres en anglais.

9. *Avis global*

C'est un travail hybride, entre la thèse universitaire, le récit d'expériences et le guide méthodologique à des fins pratiques.

- a. *Qualité du contenu*

Cet ouvrage est de très grande qualité, fin, intelligent et ne craint pas d'aller à l'encontre des modes, parfois avec un peu de résignation (l'extrême difficulté, voire l'impossibilité, de dépasser le niveau « micro » est plusieurs fois rappelée, à cause de la lenteur du processus – à peine entamé, selon l'auteur, au bout de cinq ans – et des blocages politiques).

La première partie (« background ») présente cet aspect que je trouve un peu désagréable des thèses américaines, de « balayer » à toute vitesse tout un champ théorique en accumulant des références, plutôt que de discuter en profondeur des thèses centrales de chaque courant théorique ou méthodologique ; mais c'est la loi du genre. Par contre, tout le récit d'expériences (deuxième partie) est bien fait ; le choix d'une expérience à demi ratée (Uruara) et de deux autres plutôt réussies, mais pour des raisons différentes, est bienvenu. En particulier, il est bien montré que ce qui est plébiscité par les agriculteurs (par exemple la Casa Familiar Rural, sorte de centre de formation professionnelle en alternance) n'était pas au départ un objectif central. On peut aussi noter – particulièrement dans la conclusion – des éléments intéressants de sociologie du jeune chercheur local.

La sous-estimation initiale du rôle des facteurs politiques locaux, du clientélisme et du paternalisme, est également bien montrée. Et, surtout, l'objectif central est atteint : montrer que l'approche participative est supérieure aux approches « technicistes », non seulement en termes de démocratie et de citoyenneté, mais aussi pour dégager des solutions techniques viables – particulièrement le développement de « petites » (à l'échelle brésilienne) exploitations fondées sur la polyculture intensive et relativement proches des villes, pour peu qu'on se débarrasse des *a priori* des

« experts », du genre « les paysans ne se soucient pas des questions environnementales ».

Le gros hic, c'est ce que j'ai appelé la « résignation » : l'auteur s'aperçoit, chemin faisant, qu'il ne maîtrise absolument pas l'environnement politique (par exemple les conflits entre différents courants du Parti des travailleurs), que le processus sera beaucoup plus long que prévu, et qu'une diffusion spontanée de la PRA, du seul fait des vertus de l'exemple, ne se fera pas. Il serait intéressant de voir si les choses ont évolué avec le gouvernement Lula, mais c'est peu probable.

b. *Cohérence entre objectifs annoncé et atteint*

Si l'objectif est méthodologique, les objectifs annoncés sont bien atteints ; les conclusions sont assez nuancées, et mettent en avant quelques faiblesses de la PAR : difficultés à sortir du niveau local et manque de médiations politiques pour élever le débat au niveau régional ou national ; sous-estimation de la durée du processus ; sous-estimation des mécanismes de rétention de l'information et des enjeux locaux de pouvoir... Les points positifs l'emportent : renforcement de l'interdisciplinarité (entre sciences « dures » et sciences sociales) ; développement de la coopération entre les chercheurs et représentants des organisations paysannes (quand ceux-ci acceptent de jouer ce rôle de médiateur, et n'utilisent pas leur position pour faire des carrières politiques personnelles – un cas de ce type est analysé) ; renforcement des « *weaker categories of the population* » et du pouvoir de négociation des organisations paysannes.

Un autre aspect positif est mis en exergue : l'intégration entre « *action research* » et « *basic research* » ; celle-ci n'est pas rejetée, et certaines illusions volontaristes sont critiquées.

De nombreux aspects « techniques » sont évoqués dans le document, du genre : « de l'intérêt de planter des acajous au milieu des plantations de cacaoyers », ou : « pourquoi les petites exploitations pratiquant une agriculture intensive érodent moins les sols que les moyennes exploitations extensives ? »... Mais l'aspect « technique » est surtout le support d'une argumentation méthodologique ; il existe certainement des publications détaillées du LEAT sur ces questions.

c. *Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?*

Assez curieusement, le Gret n'est jamais mentionné, sinon dans la préface. Il est constamment présent à travers la référence répétée au LAET, mais le projet de ce dernier n'est pas explicitement rattaché à celui du Gret. Néanmoins, « l'approche participative », objet de cet ouvrage, est au cœur du projet de Gret, et c'est à l'évidence un débat interne au Gret qui est au centre des interrogations de l'auteur.

d. *Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?*

Je ne connais pas la diffusion ; il est très dommage qu'il n'y ait pas eu de publication en français.

10. *Évaluateur* : Bruno Lautier, 21 mars 2008.

Façonner les règles du jeu : l'élaboration progressive d'une institution de microfinance dans le Chin State (Myanmar)

Octobre 2004, collection « Coopérer aujourd'hui » n°40. 59 pages + une annexe de 3 pages (un tableau synoptique intitulé : « processus de création de l'institution de microfinance : Chin State » + une bibliographie très diversifiée (5 titres du Gret sur 27 ouvrages cités).

Auteurs : Murielle Morisson (Gret), seule citée.

La « synthèse » initiale de 3 pages (excellente) n'est pas signée.

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

C'est principalement une capitalisation de **terrain** (le montage, sur une longue période – 8 ans –, d'une institution de microfinance).

Néanmoins, il y a une forte préoccupation présente de « capitalisation **de méthode** » autour de la notion de « façonnage progressif des règles du jeu ». Sans qu'il n'y ait aucun passage sur la question de la « transposabilité » du cas, on sent que l'auteur présente ce cas comme exemplaire, et en tire des considérations générales.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

La « synthèse » (p.3-5) évoquée plus haut et la conclusion (2 p.), suivie d'un tableau de 3 pages détaillant les différentes phases du projet, sont très clairs ; cependant, c'est plus quelque chose du type « enseignements à tirer » qu'un résumé. Or, l'intérêt du texte est surtout dans les détails.

3. *Clarté de l'exposition*

L'exposition est dans l'ensemble très claire ; il y a quelques répétitions et parfois un excès de détails. L'écriture est très correcte, la forme matérielle également (pratiquement pas de coquilles ; distinction des titres et sous-titres claire, table des matières initiale bien faite).

4. *Densité du texte*

Comme dit plus haut, il y a quelques répétitions et parfois un excès de détails ; mais, globalement, une « densification » ne ferait « gagner » qu'une dizaine de pages sur 60.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Elle est certainement possible (et en partie présente) ; par contre, je ne suis pas sûr qu'elle aurait été préférable.

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Le domaine concerné est la **microfinance**, et plus particulièrement la mise en place d'un système de microcrédit rural à garantie mutuelle dans une région reculée de Birmanie. La « discipline de référence » est difficile à définir ; c'est un « récit » qui n'est pas centré sur les aspects économiques (les effets économiques des crédits sont à peine évoqués). On trouve quelques références à l'économie institutionnelle ; mais c'est très largement la sociologie des organisations qui domine.

7. *Comment, pour gagner en « généralité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Le chantier de départ est, malheureusement, très peu élargi. Dans l'introduction et la conclusion, il y a plusieurs déclarations de principe sur l'importance du thème du « façonnage des règles du jeu », sur la nécessaire durée du processus, sur le caractère nécessairement empirique du tâtonnement par essai/erreurs... Mais il n'y a pas de discussion approfondie du caractère exemplaire de l'expérience, ni même d'aperçu sur des enseignements généraux qu'on pourrait transposer à des situations analogues, mais différentes.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Une bibliographie très diversifiée (5 titres du Gret sur 27 ouvrages cités).

9. *Avis global*

a. *Qualité du contenu*

La principale critique que l'on peut faire est celle citée en 7. Cette étude est réellement passionnante, car elle analyse avec précision comment et pourquoi sont apparus des dysfonctionnements graves, et comment il y a été remédié : détournements (en particulier comment des emprunteurs qui désiraient dépasser le plafond, relativement faible, des prêts, réussissaient à contraindre d'autres paysans – parfois par dizaines – à emprunter et leur rétrocéder les prêts), vols, etc. Il est aussi montré comment des logiques locales (logiques de l'honneur, de la solidarité familiale, d'allégeance entre et au sein des clans...) sont à l'origine de ces dysfonctionnements.

Un autre point bien traité est le récit de la façon dont ont été résolus ces problèmes : mise en place de structures de discussion, réforme des procédures, dans certains cas une action un peu brutale (licenciements de responsables, dissimulateurs et malhonnêtes), relations avec les bailleurs (UNOPS).

On peut regretter que la position particulière de l'auteure (qui parle d'elle-même à la troisième personne comme « l'expatriée ») ne soit évoquée que dans la troisième partie, et de façon souvent assez elliptique. Cela donne à l'ensemble un ton qui, sans être auto-complaisant, n'est pas pour autant autocritique. Les dysfonctionnements graves sont analysés très finement, mais la question de la responsabilité du Gret (ou de « l'expatriée ») est largement évacuée. Le récit du traitement de ces dysfonctionnements apparaît très convainquant, car il repose sur la mise en relation de points de vue relevant de l'anthropologie empirique et d'autres de la sociologie des organisations.

b. *Cohérence entre objectifs annoncé et atteint*

Pour ce qui est du projet lui-même, la cohérence est très forte. Pour ce qui est de l'opération de capitalisation (cf. plus haut 7), on reste un peu sur sa faim.

c. *Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?*

Il est au cœur du projet du Gret, et surtout de ce qui le différencie d'autres ONG, à travers l'accent mis sur le façonnage lent et progressif de règles qui sont censées perdurer après le départ des expatriés ; mais est-il possible de revenir sur le terrain quatre ans après pour faire une brève évaluation ? Ce serait fort intéressant.

d. Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?

La forme actuelle (mise en ligne) semble satisfaisante.

Il y aurait de quoi faire un excellent petit livre, si on adjoignait un chapitre plus général sur la « transposabilité » du cas ; mais le travail commence à dater un peu (2004).

10. *Évaluateur* : Bruno Lautier, 18 mars 2008.

Vers une cogestion des infrastructures hydro-agricoles.

Construction associative et réhabilitation de polders : l'expérience du projet Prey Nup au Cambodge

Décembre 2004 (pas de date en première de couverture ; mentionnée en fin d'ouvrage avec le dépôt légal), 266 pages + ~50pages de fiches méthodologiques en annexes.

Auteurs : Jean-François Kibler (Gret) et Catherine Perroud (HI).

Autres collaborateurs crédités :

- *Castellanet, Fontenelle, Brun, sous la coordination de Ph. Lavigne-Delville (Gret)*
- *V. Briand, V. David, équipe du projet Stung Shinit (HI)*
- *Ministère cambodgien des ressources en eau et de la météorologie*
- *Vatché Papazian (AFD)*

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Part d'une capitalisation de **terrain**, mais élargie aux méthodes et à une thématique centrale qui est celle de la construction institutionnelle pour une cogestion d'infrastructures hydro-agricoles.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

Pas de synthèse ni de conclusion mais une troisième partie relative aux « enseignements » présentée pour les « lecteurs rapides » (mais totalisant tout de même une cinquantaine de pages).

3. *Clarté de l'exposition*

Très claire, très détaillée. Bien structurée et abondamment illustrée de schémas, cartes, photos, encarts, et fiches méthodologiques (en annexes).

4. *Densité du texte*

Texte abondant (320 pages) mais pas trop dense. Les auteurs prennent le temps de bien présenter et détailler les informations et les analyses. Caractère fouillé des descriptions contrebalancé par une mise en forme assez didactique.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Une synthèse aurait toutefois été nécessaire malgré l'ampleur de la tâche pour résumer les principaux enseignements et les mettre en perspective des tendances majeures de l'accompagnement de projet.

6. *Comment, pour gagner en « généricité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Grande capacité à élargir le questionnement et à remettre en perspective historique sociale, politique mais aussi méthodologique des différents « faits » du projet. Travail important d'information pour montrer en quoi et comment le projet a pu participer à influencer sur la construction de politiques publiques, ou plus généralement à créer un en-

vironnement propice à une reconnaissance politique de nouvelles formes institutionnelles (le comité des usagers, l'association des paysans).

7. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Références bibliographiques importantes, en français comme en anglais, avec beaucoup d'ouvrages techniques (irrigation et gestion de périmètres hydro-agricoles) et quelques références fortes dans le domaine (Ostrom, Mosse...).

8. *Avis global*

a. *Qualité du contenu*

Capitalisation très solide, fournissant beaucoup d'enseignements, de réflexions (pour alimenter des débats très actuels) et d'outils méthodologiques. Le document est épais mais intéressant à lire. Un modèle du genre.

On peut souligner notamment la capacité à bien gérer les arbitrages entre :

- descriptions techniques et analyses plus sociopolitiques ;
- problèmes rencontrés et réussites ;
- propositions méthodologiques et mise en débats sur les outils et méthodes...

b. *Cohérence entre objectifs annoncé et atteint*

Les objectifs – retracer l'histoire de la démarche du projet et en tirer les enseignements – sont bien remplis, voire au-delà dans la mesure, par exemple, où des fiches-outils sont proposées en fin d'ouvrage.

c. *Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?*

Il est totalement en phase avec l'évolution du technique vers le façonnage institutionnel, et offre bien des illustrations des possibilités comme des contraintes.

d. *Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?*

Large et sans distinctions particulières.

Le projet a fait depuis l'objet d'une étude d'impact socio-économique (Lagandré, 2007, Gret, Études et Travaux en ligne n°15) qui confirme l'importance qu'a eu le projet sur la réduction des inégalités (foncières, socio-économiques).

9. *Évaluateur* : Marc Totté, 13 mars 2008.

Représenter la logique d'un projet pour mieux en débattre.

Un outil pour faciliter la conception, la présentation et la conduite d'un projet.
Les « tableaux logiques simplifiés », tome 1

Mars 2005, collection « Coopérer aujourd'hui » n°43, 45 pages.

Auteurs : Daniel Neu (Gret).

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Capitalisation de **méthode**.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

Synthèse de deux pages. Suffisante pour situer le cadre de réflexion et ses enjeux (la place des outils dans le développement et leurs limites/dangers), intéresser le lecteur, moins pour connaître l'outil dont il est question ici (une page supplémentaire avec un exemple de tableaux et un commentaire auraient suffi pour présenter l'outil).

3. *Clarté de l'exposition*

Très claire et illustrée d'exemples, de tableaux, de schémas, d'encarts (plus rarement).

En plus, elle est bardée d'humour ce qui, pour une matière relativement ingrate, n'est pas forcément aisé.

4. *Densité du texte*

Moyen : assez dense si l'on en juge par le nombre de pages, mais assez « extensif » dans la forme avec de nombreux exemples plutôt détaillés.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Il aurait été utile d'avoir une synthèse présentant brièvement l'outil proposé en alternative du cadre logique. Mais un « executive summary » n'aurait pu remplacer un tel travail.

6. *Comment, pour gagner en « généralité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

La problématique relative à l'utilisation d'outils et de méthodes standards dans le monde du développement est insuffisamment présentée. L'auteur adopte une position pragmatique : ce type d'outils est une exigence des bailleurs (le fameux « cadre logique »), voyons comment le rendre plus souple et adaptatif ! On regrette un peu cependant qu'il n'expose pas l'origine de ce type d'outils (les constructeurs de bombardiers de la guerre 1940-1945 puis la Nasa) pour discuter de leur logique interne, des conséquences qu'il peut avoir dans le secteur (professionnalisation de surface par l'ingénierie du projet au détriment d'une connaissance suffisante des contextes et des acteurs), et le fait qu'il ne se retrouve plus dans aucun autre secteur de la société (le privé fonctionne généralement par grands scénarii plus stratégiques) ! Dans certains pays, des agences de coopération l'ont abandonné après l'avoir promu.

L'auteur présente cependant une alternative intéressante car limitant précisément les principaux défauts du « cadre logique » que sont la rigidité dans la formulation des objectifs/résultats/activités et l'imposition d'indicateurs « objectivement vérifiables ».

7. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Pas de références bibliographiques.

8. *Avis global*

Travail intéressant et important pour le secteur. Il mériterait un cadrage plus « fort » de remise en perspective historique, notamment de l'envahissement des méthodes de management dans le secteur (et dans la société en général, voir les travaux de J.-P. Legoff), de l'a-politisation généralisée qu'elles produisent, et de leurs ambiguïtés/limites en contexte interculturel, etc. Sans doute ce « manque » est-il dû au fait que ce cadrage avait déjà été partiellement fait par un autre travail du Gret (Castellonet, 2003, cycle des projets, cadre logique et efficacité des interventions de développement, collection Traverses n°13) et que le présent travail répondait à des objectifs plus pragmatiques d'accompagnement des ONG à mieux :

- présenter leurs dossiers au financement ;
- négocier leurs « objectifs et attentes » avec leurs partenaires.

a. *Qualité du contenu*

Le contenu est original et traité avec humour et professionnalisme. On regrette un peu le caractère parfois trop détaillé, mais sans doute est-ce utile pour des lecteurs/usagers, et l'on peut considérer ce document comme un véritable manuel.

b. *Cohérence entre objectifs annoncé et atteint*

L'objectif est à distinguer des capitalisations à proprement parler. Il est d'accompagner les porteurs de projet dans l'élaboration de cadres logiques en proposant une démarche simplifiée, et en même temps partant plus des besoins et réalités du projet (que des exigences du bailleur de fonds). En cela, il réussit parfaitement le défi.

c. *Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?*

Cette capitalisation est importante parce qu'elle euphémise l'outil tout en proposant des alternatives intéressantes parce qu'ouvertes, ce qui est relativement rare. Mais elle n'épuise cependant pas, loin de là, la question de l'emprise des outils sur la pensée, et l'organisation des hommes et de leurs « projets » (compte tenu du cadre dans lequel ils sont conçus et utilisés)...

L'impression peut être de ce point de vue que le propos reste un peu trop analytique (pas assez systémique ?).

Le travail étant effectué par un seul auteur se pose aussi la question de son partage au sein du Gret.

d. *Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?* Large.

9. *Évaluateur* : Marc Totté, 11 mars 2008.

Concevoir une démarche de développement local.

L'élaboration de la stratégie initiale du volet « Développement local »
d'un projet de sécurité alimentaire dans l'Androy (sud de Madagascar)

Juin 2005, collection « Coopérer aujourd'hui » n° 45, 78 pages. Pas d'annexe, mais une post-face : « où en est-on début 2005 ? ».

Auteurs : Jean-François Kibler et Catherine Perroud (Daniel Neu, parmi les concepteurs du programme, souvent cité).

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Capitalisation de **terrain**.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

Une synthèse de deux pages, trop courte pour réellement entrer dans les principaux débats que cette capitalisation apporte en termes d'enseignement.

3. *Clarté de l'exposition*

L'exposé est clair et bien rédigé. Peut-être y aurait-il eu un travail supplémentaire à faire de structuration et d'ordonnancement des registres de causalité qui expliquent l'échec. Mais le problème n'est pas que de rédaction (voir appréciation globale plus loin).

4. *Densité du texte*

Le texte n'est pas trop dense, car assez régulièrement illustré de schémas.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Une telle synthèse aurait été possible mais ne répondait pas aux mêmes attentes et n'aurait sûrement pas été préférable. Il ne s'agissait plus semble-t-il de savoir comment mieux « exécuter », mais de savoir pourquoi il y a eu échec sur ce projet.

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Disciplines : **sociologie du développement**, méthodologie du développement (?).

Domaines : Développement local, sécurité alimentaire.

7. *Comment, pour gagner en « généricité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Se positionne d'emblée en recul sensible par rapport aux actions « concrètes » pour adopter une perspective plus générale relative au **débat entre logique projets et logique processus** et aux différentes contraintes que les premières imposent aux secondes. En perspective également des « fondamentaux » du développement.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Références surtout issues de la littérature « grise » interne du Gret. Peu d'ouvrages plus théoriques. Pas de mention du nombre de pages (et manque la date des documents provenant de la revue en ligne « Agridoc »).

9. Avis global

Capitalisation intéressante, mais dont les conclusions apparaissent un peu paradoxales. Beaucoup de constats et d'analyses pertinentes mais l'impression qu'on passe peut-être à côté de quelque chose de plus essentiel ?

Alors que le projet s'écarte de certains « principes » du développement local (et des logiques projet en général) – globalement en accordant plus d'importance à l'insertion du programme dans le contexte chemin faisant – notamment à « *l'observation anthropologique* » et au « *suivi de processus* » en cours de route, plutôt qu'aux diagnostics et planifications/programmations précises « *ex-ante* » – il conclut dans l'importance de retourner aux fondamentaux de « *l'identification rigoureuse* », (...) et des « *moyens adaptés aux objectifs* ». Donc d'une certaine manière, tout en questionnant ces fondamentaux tout le long du texte (et en appelant au caractère « *itératif, à la réactivité et à la négociation* » qui ne sont pourtant pas fréquents dans la logique « projet »), il s'en écarte en fin de document.

Cette schizophrénie (?) pourrait révéler plusieurs choses qu'il aurait été intéressant de débattre dans la capitalisation :

- une controverse entre les concepteurs du programme et ceux chargés de la capitalisation ;
- une problématisation encore insuffisante ou trop imprécise, notamment des « fondamentaux » (en existe-t-il vraiment ? Et lesquels plus précisément ? Depuis quand ont-ils acquis ce « statut » et par qui ? N'est-il pas important de les débattre encore ou en tout cas de les expliciter plus ?) ;
- une certaine confusion dans l'analyse des causes d'échecs ;
- une capitalisation interne qui reste tributaire des mêmes « lunettes »³⁵.

Il apparaît ici (à la lecture du document) que le programme a péché par excès d'optimisme par rapport aux compétences locales mobilisables (compte tenu des ambitions du projet qui « plaçaient la barre haut ») et aux perspectives de financement à moyen terme (bailleur peu enclin à investir au-delà du programme). On en déduit donc un peu rapidement de mon point de vue, l'importance de mieux « identifier » l'action « *ex-ante* ». C'est sans doute très vrai de manière générale sur l'analyse des acteurs en présence et les rapports de force entre institutions (les auteurs disent bien l'importance à cet égard d'être proches de la capitale pour savoir ce qui se « trame » dans les institutions de financement et les ministères par rapport au financement de la région). C'est certainement moins vrai en matière de planification et de programmation détaillée des actions. Un certain nombre de choses, probablement les plus essentielles comme les capacités et les rapports entre acteurs, ne peuvent être identifiées « *ex-ante* » mais nécessitent d'être en situation, particulièrement lorsque l'on entre sur un nouveau terrain.

Par ailleurs, des impondérables sont toujours possibles (ici l'abandon d'un important programme d'investissement dans l'eau qui va peser sur le programme du Gret).

Le programme semble aussi avoir compensé ces faiblesses, revendiquées au départ au titre de l'expérimentation, par une démarche d'accompagnement – renforcement de capacités – apparemment lourde et longue. D'une certaine manière, il restait donc dans

³⁵ Celles du développement et de ses logiques ?

un positivisme fort de l'action (appelée ici à suppléer aux carences locales pour être à la hauteur de la « barre »).

Ce débat plus général sur les logiques déterministes et positivistes du « projet » (que le document dénonce pourtant) ne va pas suffisamment en profondeur me semble-t-il, alors qu'on a là un cas de figure intéressant parce qu'il s'agit d'un échec résultant d'un excès de positivisme. Notamment par rapport à la tendance des outils de l'aide à contraindre, par un excès de programmation ou de suivi, la capacité d'être à l'écoute des dynamiques, d'être en phase avec la « propension des choses »³⁶, d'apprécier avant tout les rapports de force (compris ici l'existence ou non de compétences) avant de se lancer dans une opération lourde. De ce point de vue aussi il y aurait une réflexion à avoir sur les différences entre identification classique (quelles activités, avec quels acteurs, pour résoudre quels « problèmes » (quels objectifs), avec quels moyens,... ?) et une appréciation de cette « propension des choses » : qu'est-ce qui existe comme initiatives, motivations, investissements privés ou collectifs ? Quels sont les rapports de force entre principales composantes ? Quels risques prend-on si l'on se lance dans l'entreprise ?

En d'autres termes, le problème réside-t-il dans le manque d'identification rigoureuse préalable à tout programme (quelle que soit la situation, on peut agir si l'on a réalisé une bonne identification³⁷) ou s'agit-il plutôt de la capacité à apprécier, d'entrée de jeu et avant même les premières interventions, les risques et opportunités de s'engager dans une telle opération, et de rendre explicites les raisons qui justifient tout de même ce choix, s'il est réalisé en connaissance de cause, le cas échéant ?

Cette question interpelle me semble-t-il beaucoup le secteur, elle est au cœur de cette expérience (pourquoi est-on allé précisément là où il y avait autant de contraintes³⁸ ?), plus encore que de questionner les autres « implicites » : « *la construction de la légitimité de l'opérateur sur le terrain d'intervention, la mobilisation des ressources humaines requises pour sa mise en œuvre, l'établissement d'une coopération bailleurs/opérateurs effective, la gestion de la communication autour de l'intervention...* » qui ne peuvent que déboucher comme le font les auteurs sur l'impression que « *(mais) il est vrai que les conditions matérielles sont rarement réunies pour permettre de pouvoir respecter à la lettre ces règles de base* ».

La vraie question de cette expérience qui interpelle plus généralement l'aide (et la rhétorique de la lutte contre la pauvreté ?) ne serait-elle pas plutôt : « pourquoi va-t-on parfois là où il y a autant de contraintes et pourquoi y va-t-on avec autant d'attentes ? ».

Le travail démontre toutefois une bonne capacité d'autocritique et de questionnement sur les relations entre développement local, décentralisation et « appui ».

10. *Évaluateur* : Marc Totté, 10 mars 2008.

³⁶ Voir à ce sujet les travaux de François Jullien sur la façon de penser l'efficacité en Chine.

³⁷ On parle bien d'identification avec des contenus relativement précis qui relèvent en fait plus d'une étude de faisabilité, le vrai débat portant plus sur la pré-identification préalable à la décision d'intervenir ou non.

³⁸ De pauvreté ? Sinon parce qu'il y avait une opportunité de la Commission européenne et que l'on est tous dans le secteur de plus en plus contraints de sauter sur de telles opportunités ?

Un projet d'électrification rurale en Mauritanie (1995-2000) :

Alizés électrique : histoire et enjeux d'une tentative de construction d'un service durable

Septembre 2005, collection « Études et Travaux en ligne » n° 6, 113 pages + annexes.

Auteurs : Sarah Mathieussent, Rodolphe Carlier, Philippe Lavigne Delville (Jacques Monvois en pilotage, avec Carlier et Lavigne Delville).

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Capitalisation d'un programme **de terrain**.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

La synthèse de deux pages et la conclusion de trois pages donnent cependant une bonne idée des principaux enseignements tirés par le Gret de cette entreprise.

3. *Clarté de l'exposition*

Propos très clairs et illustrés de schémas, photos et témoignages.

4. *Densité du texte*

Texte assez dense.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Synthèse et conclusion suffisent.

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Disciplines de référence : **électrification rurale**.

Domaines : sociologie du développement, génie rural, économie institutionnelle.

7. *Comment, pour gagner en « généralité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Le propos étant de décrire les causes d'un échec, le chantier dépasse dès le départ les dimensions purement techniques des travaux engagés dans le projet. Etant donné le recul, il permet aussi de mettre en perspective une évolution plus générale du Gret sur l'accompagnement à la construction de services « publics », le passage de logiques projets à des logiques processus, l'investissement dans le développement institutionnel (plutôt que purement organisationnel).

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Bibliographie importante, exclusivement francophone, surtout constituée de productions du Gret. Quelques ouvrages plus généraux (Massardier, Naudet, Curien...).

9. *Avis global*

Capitalisation importante parce que relative à un échec. Le travail est bien fait, bien argumenté et construit. Il émoigne de la capacité d'introspection du Gret.

On reprochera peut-être une difficulté à questionner les logiques plus symboliques et culturelles qui pourraient participer à l'explication des difficultés, en particulier le rapport des acteurs au service, celui des agences nationales qui pèchent toutes (qu'elles soient du temps du projet (Celec) ou après le départ du Gret (Ader)) par un manque manifeste de suivi et de responsabilisation par rapport à la satisfaction de l'utilisateur (ni « client-roi », ni « citoyen » pourvu de droit) ; au sein de ces agences, le rapport entre les responsables et les agents ; en aval, la façon probablement dont se considère l'utilisateur lui-même dans ses capacités à revendiquer un service.

En conséquence, si l'introspection est bien présente, elle va peut-être trop loin et on ressent une certaine tendance culpabilisante, chargeant toute la responsabilité sur le « Nord » : les bailleurs qui n'ont pas compris et accordé leur confiance au moment où il le fallait, les responsables du Gret dans leur attentisme, les équipes sur place dans leur incapacité à être dans de « l'institutionnel », à en comprendre les enjeux et à « façonner » les institutions...

Ceci révèle une certaine difficulté à accéder à d'autres dimensions, plus symboliques, du rapport entre les hommes. Dans une société aussi hiérarchisée qu'en Mauritanie et même s'il faut se méfier de toute explication essentialiste, peut-on se satisfaire de ces explications ?

Ceci conduit à une autre question : « le Gret ne pouvant décemment adopter une autre position que celle-là, un tel travail ne devrait-il pas être mené par des équipes plus mixtes composées pour partie de personnes extérieures au Gret ? ».

10. *Évaluateur* : Marc Totté, 14 mars 2008.

Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique du Sud :

Résultats du projet de recherche Claims

Avril 2006, CLAIMS/IIED, 92 pages.

Auteurs : Jean-Pierre Chauveau, Jean-Philippe Colin, Jean-Pierre Jacob, Philippe Lavigne Delville, Pierre-Yves Le Meur

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Synthèse de **programme de recherche**.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

Pas de synthèse mais une conclusion assez bien faite permettant de disposer des principaux enseignements.

3. *Clarté de l'exposition*

Assez claire. L'effort de « traduction » est cependant assez limité et l'on reste un peu sur un travail de spécialistes *pour* des spécialistes. Les références plus théoriques et épistémologiques pourraient être placées en notes de bas de page plutôt qu'en plein texte (par exemple, les références à la tradition structuro-fonctionnaliste de l'anthropologie sociale britannique, en introduction de l'article sur les relations intra-familiales).

4. *Densité du texte*

Texte fort dense. Pas d'illustrations. Quelques encarts présentant des cas précis dans certains chapitres-articles.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Une synthèse à l'adresse des politiques aurait été utile, les conclusions restant à un niveau relativement détaillé d'informations et de questionnements me semble-t-il.

6. *Comment, pour gagner en « généralité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Le sujet (autant que les compétences des auteurs) facilitait une montée en généralité. La particularité de la recherche, bien respectée ici, est bien de montrer les diversités des situations avant de tenter une généralisation. Peut-être peut-on reprocher des propositions trop générales que pour pouvoir être exploitables par des praticiens ou des institutionnels ?

7. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Bibliographie abondante. Compléments résultant du projet et références externes.

8. *Avis global*

Condensé très intéressant et utile pour qui veut se faire assez rapidement une idée de l'état des réflexions sur le foncier en Afrique de l'Ouest. Résulte surtout de la capacité

à avoir réuni les principaux spécialistes de la question (qui disposent généralement de plus de 20 ans d'études fines sur la question dans cet espace).

Les résultats apportent de nombreux éléments permettant de revoir les thèses évolutionnistes classiques qui règnent dans le domaine (notamment sur la marchandisation progressive de la terre). Sans être totalement nouvelles, elles confirment des travaux antérieurs et les précisent notamment sur les rapports entre foncier, citoyenneté locale et gouvernance.

Le résultat reste cependant un rapport de recherche élaboré par des chercheurs, encore un peu trop *pour* d'autres chercheurs. Si la préoccupation principale de l'étude capitalisation est de savoir « *quels sont les fondements pour des politiques foncières inclusives, offrant des réponses cohérentes avec les dynamiques locales et capables de faire face aux enjeux contemporains ?* », ce travail ne peut qu'être une première étape de clarification. On peut, en effet, se demander si les propositions – « *s'attacher à mieux structurer les modes locaux de régulation foncière et offrir une gamme de solutions juridiques et institutionnelles permettant, en fonction des contextes, d'accompagner et d'orienter les évolutions dans le sens souhaité* » – sont tout simplement audibles pour le politique.

Sur le « *comment faire ?* », l'étude insiste sur l'importance d'élargir le cadre de réflexions aux outils et procédures. Ces pistes mériteraient sans doute d'être précisées.

Pour aller au-delà dans les étapes futures, le travail nécessiterait certainement d'impliquer dans l'équipe des praticiens et des politiques afin d'ouvrir le champ d'interrogations à d'autres logiques et registres de contraintes...

En définitive, on reste un peu sur sa faim par rapport à la toujours très actuelle question de la gouvernance décentralisée dans son rapport aux questions foncières. Si *a priori* l'instauration de communes rurales devrait converger avec les recommandations des auteurs de prise en compte des contextes locaux dans les politiques en la matière (et leur suivi), il est évident que dans la pratique le manque de moyens et de prérogatives conduit plutôt à des formes de spéculations intenses de « ressortissants » dans les nouvelles communes et à des concurrences entre communes à propos des limites territoriales qui se gèrent à travers des campagnes accélérées de lotissements. Au point d'en arriver à ce que des élus dans certains pays (Burkina Faso) s'inquiètent de ce que d'ici quelques années la commune n'aura plus de patrimoine pour élargir ses propres infrastructures. Ces aspects liés à la décentralisation paraissent insuffisamment analysés, notamment dans leurs rapports avec les autres formes de gouvernementalité : villageoises, nationales, transnationales (transfrontalières notamment).

9. *Évaluateur* : Marc Totté, 12 mars 2008.

10. *Autre (détails)*

Des coquilles subsistent dans le texte, de même que des problèmes de structuration (quatre points annoncés en conclusion, or il y en a cinq) et des copier-coller malheureux (p.49, dernière ligne de l'encart).

Mobiliser les entrepreneurs locaux pour construire un service essentiel de l'eau potable.

Le programme Mirep (mini-réseaux d'eau potable) et les partenariats locaux public/privé au Cambodge

Décembre 2006, manuscrit à paraître aux éditions du Gret, collection Études et Travaux, 83 pages + une postface de 7 pages.

Auteurs : Jean-Pierre Mahé, postface de Philippe Lavigne Delville.

Crédits : Frédéric Naudet, Jacques Monvois, Rodolphe Carlier, Philippe Lavigne Delville.

Note de lecture de Marc Totté

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*
Capitalisation de **terrain**.
2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*
Pas de synthèse mais « Premières conclusions » (2p.) et postface du directeur scientifique (7p.) en font suffisamment office.
3. *Clarté de l'exposition*
Texte clair et bien illustré.
4. *Densité du texte*
Normale. Format proche du rapport.
5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*
Aurait été utile pour dégager les principaux enseignements autant que proposer des pistes d'expérimentation futures ou de réflexion déliées du contexte précis et suscitant la comparaison entre expériences...
6. *Comment, pour gagner en « généricité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*
La capitalisation s'intéresse surtout aux aspects socio-économiques et institutionnels. Les technologies développées ont été capitalisées ailleurs et sur d'autres supports (CD-Rom).
7. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*
Pas de bibliographie.
8. *Avis global*
Capitalisation très intéressante et pointue. Il y aurait beaucoup à dire sur l'intérêt d'une telle capitalisation au plan théorique, sur le passage de logiques projets à la construction de services « publics » articulant viabilité économique et institutionnelle, accessibilité au plus grand nombre et qualité en termes de produits (potabilité) tout comme de

stabilité (continuité du service). Démarche très proche de celle du projet Prey Nup dans le même pays.

Elle mériterait un format moins « sobre » et une finalisation plus parfaite.

Sur le fond, ici comme dans les autres capitalisations, on s'attache surtout à *décrire* les dispositifs, les choix et les résultats (dans leurs limites autant que leurs potentialités). Et dans une certaine mesure bien sûr à les *expliquer*. C'est un travail important et fastidieux.

Il y manque de mon point de vue d'une dimension plus anthropologique qui viserait à, autant que faire se peut, approcher l'intelligibilité des systèmes : les « raisons des causes », les normes et valeurs qui expliquent le comportement des différentes catégories d'acteurs (les élus locaux, les fonctionnaires des services techniques, les entrepreneurs privés, les simples usagers) vis-à-vis du service et vis-à-vis des autres acteurs. Le pourquoi de la façon dont la population se représente les élus, les entreprises privées ou les « riches » (qui ne paient pas leurs redevances) ; le pourquoi de la façon dont les élus perçoivent les entrepreneurs ; le pourquoi des croyances locales en matière de santé et d'hygiène ; pourquoi les entrepreneurs, sauf exception, jouent le jeu et ne cherchent pas à tout prix le profit ?, etc. On perçoit bien dans cette capitalisation combien les usagers n'utilisent qu'une partie du service sans adhérer (ou très lentement) à tout le référentiel moderne (hygiéniste) qui lui est pourtant intimement associé. Mais dans le même temps, l'attrait d'une modernisation (côté pratique d'allègement des tâches) est probablement aussi symbolique. Les causes évoquées, relevant le plus souvent des aspects pratiques et des intérêts, sont-elles suffisantes ? N'y a-t-il pas des raisons plus culturelles et symboliques qui expliquent les comportements (parfois au-delà de notre entendement commun) ? Et si ce n'est pas le cas dans ce pays, le fait d'en prendre conscience n'est-il pas important ? Il est dit dans un petit encart en p.71 que « *les impayés de services sont fort rares au Cambodge* ». On trouve également en postface p.88 un rappel de ce que : « *Sur l'eau, sur l'électricité, on observe au Cambodge de telles dynamiques entrepreneuriales* ». Difficile de ne pas y trouver des raisons centrales au succès rencontré en finale, ceci sans affaiblir les mérites des équipes du Gret mais surtout en comparaison de ce qui peut se passer dans d'autres « mondes » (Madagascar, Mauritanie).

Ces approfondissements seraient importants pour accéder à une connaissance plus liée aux contextes symboliques – et permettant donc de disposer d'outils cognitifs plus déliés des contextes – permettant des comparaisons, notamment pour :

- produire des grilles de questionnements utiles dans d'autres contextes en amont des travaux d'identification plus classiques ;
- remettre en perspective à la fois socioculturelle et socio-institutionnelle (les « cultures institutionnelles » du privé, du public, des ONG,...³⁹), les réussites globales comme les échecs ;
- et donc en définitive, essayer de mieux anticiper les risques *ex-ante* d'un investissement dans une région, autant que de mieux nuancer *ex-post* la part relative des « projets » dans les avancées comme dans les échecs.

9. *Évaluateur* : Marc Totté, 13 mars 2008.

³⁹ Un peu à la manière d'un Boltanski dans son « économie des grandeurs » ?

10. *Autre (détails)* : Petits problèmes de mise en forme du document – de superposition, schémas coupés – ainsi que quelques coquilles et mots absents, liés au fait qu’il s’agit d’un manuscrit.

Note de lecture de Bruno Lautier

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

C’est essentiellement une capitalisation de **terrain**, avec des aspects de capitalisation de thématique (le partenariat public/privé).

2. *Existence d’un résumé et / ou d’une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

La postface est en réalité un résumé synthétique, très clair.

3. *Clarté de l’exposition*

L’exposé est clair. Le plan est en trois parties, classique : la première fait un état des lieux et pose le problème de l’accès à l’eau potable dans les bourgs ; la seconde est consacrée à la description du programme Mirep (« choix et modalités d’intervention ») ; et la troisième traite des « conséquences du projet pour les différents acteurs ».

Les cartes, graphiques, encadrés et quelques photos sont bien présentés. Il reste quelques coquilles dans la version que j’ai lue.

4. *Densité du texte*

Elle est assez forte, car le texte est très complet et ne s’éparpille pas du tout.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Comme dit plus haut, la postface, fort bien faite, joue ce rôle.

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Comme l’indique le titre, il s’agit de montrer que dans les bourgs cambodgiens, il est utopique de compter sur la mise en place d’un véritable service public de l’eau (et l’auteur suggère fortement que ce n’est pas souhaitable), au moins à court terme ; d’un autre côté, la situation actuelle (avant Mirep) n’est en rien optimale : des opérateurs privés très peu contrôlés offrent une couverture très incomplète (qui délaisse les habitations situées loin du centre des bourgs et généralement les plus pauvres), avec des problèmes sérieux de qualité de l’eau, de disponibilité et un coût élevé. Le « partenariat » passe principalement par la mise en place d’un système de concessions (avec, minoritairement, des modalités de location ou de fermage) avec des subventions d’investissements et des crédits *ad hoc* (mais le financement reste majoritairement aux 2/3 environ privé), subventions dont la contrepartie est la mise en place d’équipements d’assainissement et l’extension du réseau aux habitants les plus pauvres.

On le voit, il s’agit essentiellement d’un document sur **l’accès aux services publics** et les modalités (financières, techniques, institutionnelles) de tels services.

7. *Comment, pour gagner en « généralité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Ce texte est très bien fait et complet. Mais il est difficile d'en tirer des enseignements généraux hors du domaine considéré. Le projet Mirep est une sorte d'expérience à grande échelle (14 réseaux d'eau) qui pourrait probablement servir de guide pour toute la fourniture d'eau dans les bourgs cambodgiens. Cependant, il ne peut pas servir tel quel de guide pour la mise en place d'autres types de services publics au Cambodge (sauf peut-être l'électricité) ou d'autres pays, étant donné les caractéristiques très particulières du Cambodge. Pourtant, on sent qu'une telle ouverture vers la généralisation serait possible, mais l'auteur est très (excessivement ?) prudent en ce sens.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Il n'y a pas de bibliographie, et très peu d'ouvrages cités en notes de bas de page (au début) ; en particulier, il n'y a pas d'analyse de la littérature sur le sujet ou des sujets proches (le problème du partenariat public/privé). C'est un peu dommage.

9. *Avis global*

a. *Qualité du contenu*

C'est un très bon travail, très convainquant, parce que le projet qu'il relate est exemplaire. À chaque fois que le lecteur a une possible objection, il y est répondu quelques pages après. Cependant, on reste un peu sur sa faim sur trois points :

- il est plusieurs fois fait allusion à l'importance des phénomènes de clientélisme ou de népotisme, dans le choix des « plus pauvres » qui sont subventionnés (p.47 et 48) ou dans l'attribution des concessions. L'auteur semble considérer cela comme un moindre mal. Et le « contrôle citoyen » ne semble pouvoir s'exercer, pour des raisons comme celle-ci : « les récriminations des usagers restent personnelles et discrètes, faites d'un mélange de retenue et de peur, sentiment fréquent au Cambodge des petites gens vis-à-vis des entrepreneurs, dont on suppose que leur aisance tient lieu de mérite » (p.70). On peut alors se demander si, quand le Gret aura quitté le terrain, cette belle harmonie public/privé qui est décrite perdurera.

- presque toutes les entreprises sont « informelles » (p.58) ; certes, on en comprend bien les raisons. Mais cela est-il appelé à durer, ou est-ce qu'est prévue une « formalisation » progressive ? Si tel n'est pas le cas, que se passerait-il en cas de gros problème (sanitaire par exemple) ?

- S'agit-il d'un modèle appelé à se généraliser, ou une étape, en attendant que les pouvoirs publics locaux (conseillers communaux) qui semblent incapables de réguler les réseaux (p.83) le deviennent ? Dans le premier cas, il faudrait peut-être introduire au Gret une réflexion globale par rapport à sa « vocation » : celle-ci est-elle de favoriser l'émergence d'une couche de petits entrepreneurs se substituant aux pouvoirs publics ? en s'appuyant sur leur aptitude à fournir des services publics ?

b. *Cohérence entre objectifs annoncé et atteint*

Cette cohérence est très forte pour ce qui est du projet, mais aussi du document de capitalisation qui est un modèle sur le plan « technique ». On a cependant peine à croire qu'il y ait eu si peu de grosses difficultés dans le montage et la mise en œuvre de ce projet.

c. Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?

Il est au cœur du projet du Gret, à part la réserve exprimée à la fin du point a) ci-dessus.

d. Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?

Je ne connais pas la diffusion, puisque le document n'est pas encore en ligne.

10. Évaluateur : Bruno Lautier, 21 mars 2008.

11. Autre (détails)

Il est surprenant que le document, daté de décembre 2006, ne soit toujours pas « finalisé ».

Organisations locales et services de proximité :

L'expérience du projet DIALOGS en appui au développement économique et social de zones rurales du Nord Viêt Nam

2006, collection Études/Documents de travail, 192 pages, pas d'annexes.

Auteurs : *Philippe Lavigne Delville, Reagan Kuhn, Pierre-Michel Rosner, Damien Thibault, Bu Thi Tai* (+ une trentaine de personnes présentées en contributeurs).

Note de lecture de Marc Totté

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Capitalisation d'un programme **de terrain**.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

Pas de résumé mais une conclusion d'une dizaine de pages présentant les principaux enseignements.

3. *Clarté de l'exposition*

Texte relativement aisé à comprendre mais pas très commode à lire, car format « rapport » encore parsemé de coquilles et lourdeurs dans la structuration.

Petit problème de structuration de l'exposé (fil rouge) et redondances (on part du général au particulier mais avec une tendance à la répétition). Le format des titres est un peu déconcertant (sous-titres parfois plus en valeur que certains titres).

4. *Densité du texte*

Normale, RAS.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Sans doute aurait-ce été redondant par rapport à la conclusion, à moins de les construire chacune différemment, l'une pouvant plus détailler le processus de capitalisation en lui-même que les résultats.

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Développement institutionnel. Appui économique, organisationnel et institutionnel à la structuration de services de base.

7. *Comment, pour gagner en « généricité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Bonne capacité à dépasser les enjeux techniques pour traiter des questions plus institutionnelles liées à la production et à la gestion de services de base ; mais difficultés à informer des conditions internes d'entente au sein du projet entre les différentes parties prenantes. Les controverses entre partenaires ou entre acteurs sont peu documentées et analysées.

Peu d'informations sur le processus de capitalisation en lui-même (temps, moyens, démarches).

Peu d'informations sur les problèmes rencontrés lors de la capitalisation

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Assez peu abondant, reposant beaucoup sur la littérature interne, quelques références solides dans le domaine (Ostrom, Minzberg...) mais qui seraient certainement à renforcer.

9. *Avis global*

Une très intéressante capitalisation qui mériterait d'être bien mieux mise en valeur au niveau de la forme.

a. *Qualité du contenu*

Les contenus sont très intéressants et porteurs d'enseignements importants sur la structuration de services à partir d'entrées au moins autant institutionnelles que techniques. Ils pourraient monter peut-être un peu plus en « généralité » par rapport aux questions de gouvernance :

- par rapport au débat sur la démocratisation : il me semble qu'on dépasse bien le débat représentatif/participatif en faisant la démonstration d'une démocratie « technique » (au sens d'un Callon ou d'un Habermas peut-être ?), dans laquelle se construit des compromis dynamiques au quotidien tenant compte (et participant à réguler) les rapports de force en présence. Avec la difficulté de standardiser un « modèle » ;
- alimente aussi les débats sur l'économie sociale et solidaire : comment accompagner l'économique pour que les autres préoccupations « sociétales » (sociales, environnementales, politiques) puissent être prises en compte ? L'importance de ce que cela nécessite comme efforts en matière de transactions institutionnelles pour recréer du lien et renforcer les « tissus » locaux et à différentes échelles... (au-delà de « construire la société civile » et justement parce que le propos est bien de les articuler aux pouvoirs publics).

b. *Cohérence entre objectifs annoncé et atteint*

Les objectifs pourraient être mieux présentés d'entrée de jeu. La capitalisation répond toutefois bien aux objectifs de « discuter des enjeux autour des services de proximité (...). (...) donne(r) un cadre analytique pour la provision des services, présente(r) une analyse les différents services appuyés par le projet, et discute(r) la contribution potentielle des services de proximité fournis par les organisations locales au développement économique et social ». À vérifier par rapport à un autre objectif qui est de « tirer des conclusions de cette expérience, par rapport aux enjeux actuels des politiques de développement au Vietnam ? » : il n'est pas certain que l'on évoque suffisamment bien les principaux registres de questionnements sur cette dimension.

c. *Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?*

Particulièrement bien. On est bien sur les quatre différents axes stratégiques du Gret avec une propension à bien articuler dans ce travail les différentes dimensions : améliorer les revenus et sécuriser les économies familiales par une meilleure structuration de services de base, à partir d'une entrée surtout institutionnelle qui tente de combler les « gaps » en la matière.

d. *Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?*

Une diffusion restreinte. Il me semble que la version est encore « provisoire » dans sa forme et devrait être débarrassée d'un grand nombre de coquilles et de lourdeurs. Outre les lourdeurs dans la structuration du propos, les encarts seraient à différencier selon qu'ils sont à contenu « théorique » ou « exemplatif ».

10. *Évaluateur* : Marc Totté, 29 février 2008.

11. *Autres (détails)*

Pas de date de réalisation du document...

Exemples de coquilles

- p.13, doublon (« donc », dernier §)
- p. 14, manque « sans » (dernier §)
- p. 24, manque un « s » au 3§
- p. 27, un paragraphe entier doublé (fin du premier § et second §)

Note de lecture de Bruno Lautier

Avis global :

Globalement, il s'agit d'un bon document qui a, semble-t-il, fait l'objet d'un soin particulier, comme le programme qu'il capitalise et qui fait lui-même suite à un autre programme (« Fleuve Rouge »). Ce document est accompagné de fiches, de plaquettes et a servi de support à des séminaires... Bref, il semble s'agir d'un « programme-phare », destiné à servir de « vitrine » au Gret.

Formellement, il y a peu de choses à redire. La forme est celle d'un petit livre (192 p.), assez bien écrit, avec quelques coquilles, au plan clair (mais la présentation typographique des titres et sous-titres n'est pas des plus limpides). Le livre utilise beaucoup les « encadrés » ; si la plupart de ceux-ci sont informatifs (et concernent généralement le projet lui-même), quelques-uns ont une vocation de « vulgarisation théorique » (ex p.41, 45, 95, 112, 144) et présentent comme des « vérités » des points de vue qui sont ceux d'un néo-institutionnalisme en vogue à la Banque mondiale, et sont assez contestables d'un autre point de vue.

Le contenu hésite entre deux styles : celui de la capitalisation-résumé d'expériences, et celui, plus normatif, du style : « Quelles leçons peut-on tirer de cette expérience en vue d'une extension/reproduction ? ».

Sur le premier point, le document est satisfaisant parce qu'il repose sur un effort analytique (sans doute la direction scientifique y est-elle pour quelque chose ?) : par exemple en ce qui concerne la notion de « service » (p.41-45), dont la décomposition va organiser toute la suite du texte ; ou en ce qui concerne le tableau très clair des p.118-119. Cependant, on peut regretter un certain flou entourant la notion de « régulation » (flou qu'on aperçoit, justement, dans la colonne de droite du tableau p.118-119). Les p.45-47 (où est définie la « régulation ») mettent un peu tout sur le même plan (les sanctions étatiques, l'élimination du marché, la « satisfaction » (p.118-119), etc.). Du coup, le plaidoyer pour une institutionnalisation des processus, en conclusion (p.176) est un peu victime de ce flou ; s'agit-il d'une vision purement subsidiariste des institutions – et particulièrement des institutions étatiques – ou l'action des institutions est-

elle vue comme motrice ? Si le projet, dans sa totalité, est avant tout un projet « d'appui institutionnel » (l'objectif étant, en fin de compte, de produire les institutions qui permettront la pérennisation de la production de services), cette question est centrale.

Sur le deuxième point (reproductibilité, etc.), le document est très – trop ? – prudent ; les quatre dernières pages (182-185) lui sont consacrées ; il y est d'emblée noté que « l'extension de ces services à de nouvelles zones ne pourrait se faire dans les mêmes conditions, ne serait-ce que pour des questions de coût » (p.182). Du coup, cette conclusion de quatre pages, largement interrogative et hypothétique, laisse un peu sur sa faim ; il aurait sans doute fallu précisément distinguer, dans les enseignements à tirer et les actions à reproduire, ceux qui pourraient être reproduits à peu de frais, ceux qui sont totalement dépendants de l'aide extérieure etc. Dit autrement, le lecteur est un peu gêné : 1-on lui présente une série d'actions qui, globalement, apparaissent comme une réussite complète et relativement peu coûteuse ; 2-on lui dit que, malgré tout, ce projet n'est pas extensible, pour des raisons de coût ; 3-on ne lui dit pas ce qui serait éventuellement faisable ou reproductible à des conditions de coût réalistes.

Pourtant, la lecture détaillée du document montre bien, point par point, que certaines des actions entreprises sont reproductibles à très bas coût ; mais il aurait sans doute fallu systématiser cela dans le passage sur les « résultats » (p.96-97). Le « cœur » de ce livre est alors probablement en pages 110-111 (« construire la pérennité institutionnelle »). Mais ce qui y est dit butte un peu sur l'ambiguïté déjà relevée à propos de la régulation par les institutions (*cf.* aussi p.145) : les institutions ne sont-elles là que pour permettre à des activités de devenir rentables (celles qui ne le peuvent étant vouées à disparaître), ou ont-elles pour fonction la promotion d'une cohérence globale ? Cette question nous ramène inévitablement sur le terrain politique ; et le rapport de « Dialogs » est alors d'une prudence bien trop excessive.

Pour finir :

- La cohérence entre les objectifs annoncés et les objectifs atteints est, à la lecture de ce document, extrêmement forte. Mais on en vient à avoir un doute : c'est « trop » parfait. Il n'est fait mention d'aucun échec, et pratiquement d'aucune difficulté, ou d'aucun conflit important entre ONG et pouvoirs publics, entre intervenants étrangers ou locaux, etc.). Mais il y a des indices qui poussent à se poser des questions (par exemple, il est dit p.96 que les ménages les plus pauvres n'ont pas été touchés : cela s'est-il passé sans problème ?) ; on a le sentiment d'être parfois à la limite de l'autocongratulation, sous couvert de clarté pédagogique, même si on adhère à l'essentiel de ce qui est dit.
- Ce document est au cœur du projet du Gret, sans aucun doute ; il en est une illustration et une vitrine. Ce qui manque le plus, évidemment, serait une étude de suivi sur le moyen terme.
- Il mérite une ample diffusion, qu'il a déjà, sous réserve de quelques corrections de forme. Mais pour ce qui est de la diffusion interne, il serait intéressant d'organiser des discussions avec des membres du Gret qui auraient eu des expériences similaires, et qui pourraient peut-être étayer mon doute (c'est « trop » parfait).

Évaluateur : Bruno Lautier, 2 mars 2008

Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne : Le rôle des micro et petites entreprises

Novembre 2006, collection Études et Travaux, 128 pages.

Auteurs : Cécile Broutin (Gret) et Nicolas Bricas (CIRAD)

1. Avis global

a. Qualité du contenu

C'est un gros travail : 128 pages qui en valent bien le double dans un « format livre » ; un grand nombre de personnes mobilisées ; onze personnes (africaines) qui ont fait des études de cas sur leur pays, dix collaborateurs ponctuels (Gret et Cirad), deux chercheurs du Gret (en plus des deux rédacteurs) et neuf étudiants qui ont rédigé des notes de synthèse ou des études de cas, un comité scientifique et un comité de pilotage...

L'ouvrage est composé de trois parties : 1- Les micro et petites entreprises dans le secteur agroalimentaire (avec trois études de cas, bases à des « leçons à tirer ») ; 2- La contribution des MPEA à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté » ; 3- Renforcer le rôle des MPEA dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.

Globalement, l'objectif (reconstitué par le lecteur) semble triple :

- montrer l'importance de ce secteur dans différents domaines : assurer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance alimentaire ; créer des emplois et des revenus – spécialement à destination des femmes, et réduire la pauvreté. Or, les MPEA ne sont que très rarement mentionnées, encore moins analysées, dans les publications et projets consacrés à ces thèmes.
- constituer un « guide » des actions et projets à mener dans ces domaines : fiscalité et statut juridique appropriés ; diffusion de l'innovation technologique ; formation professionnelle ; microfinance spécifique ; pilotage et suivi-évaluation de projets.
- affirmer la position « de pointe » du Gret dans ce domaine, très négligé non seulement par les institutions internationales et la coopération française (qui se centrent plutôt sur les entreprises de taille moyenne, ce qui a amené quelques échecs qui sont bien analysés), mais aussi par les ONG (qui se centrent plus sur des formes d'artisanat plus « classiques » : textile, habillement, etc.).

Bien entendu, le troisième objectif n'est pas annoncé comme tel, mais il est suggéré avec habileté, ne serait-ce qu'en regroupant sous un même chapeau un ensemble d'analyses d'expériences, où le Gret a été présent dans une minorité de cas, et en créant un objet « transversal » (les MPEA) dont à la fois on montre la grande importance, et les bévues (erreurs ou oublis) des institutions à son endroit. La question était alors de bien montrer qu'il y a là un unique objet commun, malgré l'extrême diversité des activités (de l'huile de palme au poisson séché ou aux cossettes d'igname) ; si on met de côté l'évidence (il s'agit de composantes d'une filière alimentaire), il fallait fonder l'unité de l'objet sur des caractéristiques socio-anthropologiques : artisanat à destination du marché local, exercé par des femmes dans un cadre généralement familial avec des techniques « traditionnelles » mais susceptibles d'une forte évolu-

tion, etc., et fonder sur ces caractéristiques à la fois l'analyse critique des politiques passées, et surtout de leur absence, et des propositions de politiques.

Tout cela est fort bien fait ; au plan matériel, tout d'abord : belle présentation, encadrés pédagogiques (qui dans la moitié des cas synthétisent des exemples), résumés en fin de chapitre (« ce qu'il faut retenir ») et typologies (p.24-25), bibliographie très bien faite, photos, etc. L'écriture est de bonne qualité et relativement concise, reposant sur une bonne information. On peut cependant regretter le mélange fréquent, dans un même passage, de références très actuelles et d'autres plus anciennes (10-15 ans), comme si rien ne s'était passé entre temps.

Globalement, il y a fort peu de critiques à faire : pas de « trou » ou d'oubli majeur ; enchaînements logiques pertinents ; pas trop de généralisations abusives des études de cas. Il a juste deux points qui me gênent :

a) Il y a parfois une adhésion aux « vulgates » à la mode, qui n'est ni nécessaire ni peut-être fondée. Je pense en particulier aux passages se référant à Sen (par exemple p.52), comme si tout le langage et la problématique de Sen était LA vérité en matière de développement, indiscutable (alors qu'on peut fort bien n'y voir qu'une version sophistiquée de l'individualisme méthodologique néo-classique). Plus généralement, la situation de ce document par rapport aux débats théoriques en sciences sociales du développement n'est pas très claire ; il se présente comme essentiellement technique et programmatique mais est, dans le fond, très en phase avec la problématique de la Banque mondiale, par exemple, même s'il apparaît critique en ce qu'il dénonce le peu d'intérêt de la Banque mondiale pour les MPEA.

b) Le document n'arrive pas à se sortir d'une contradiction : dès la p.55, il est fort bien et rigoureusement noté que le « ciblage » n'arrive pas à toucher les plus pauvres, et « contribue à accroître les inégalités ». Mais, malgré cette mise en garde, tous les dispositifs proposés dans la troisième partie (formation, accès à l'information, micro-crédit, introduction des innovations) sont victimes du même biais, et ne touchent pas les plus pauvres, les analphabètes, etc. C'est en général noté (par exemple p.103), brièvement, mais on ne voit aucune proposition de création d'instruments spécifiques ; ne reste qu'à espérer petit à petit qu'il y aura une diffusion spontanée (par exemple pour les innovations techniques – cf. l'exemple des décortiqueurs à mil), dont l'effectivité pourrait bien masquer tout simplement l'élimination des plus faibles.

b. Cohérence entre objectifs annoncé et atteint

Si mes conjectures sur les objectifs annoncés sont justes, cette cohérence est grande : c'est à la fois une bonne compilation des travaux (du Gret, du Cirad et bien d'autres), un catalogue raisonné et un guide des instruments possibles, et une remise en cohérence d'un ensemble d'expériences passées pour en tirer les leçons. Mais la conclusion (p.108) débouche sur un appel à la reformulation des politiques publiques dans le domaine, sans que les conditions de cette reformulation soient clairement énoncées.

c. Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?

Il est tout à fait dans le « projet du Gret », mais surtout de la direction scientifique, c'est-à-dire qu'il est à mi-chemin entre la capitalisation au sens strict et la recherche.

d. Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?

Très large (ce qui est peut-être déjà fait).

2. *Évaluateur* : Bruno Lautier, 19 mars 2008.

Coopération décentralisée et développement urbain.

L'intervention des collectivités territoriales

2007 (pas de date en 1^{ère} de couverture), Gret/ACT Consultants, 56 pages, pas d'annexes.

Auteurs : Patrice Noisette, Virginie Rachmuhl, avec la collaboration d'Émilie Barrau (Gret)

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Capitalisation **thématique**.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

Pas de résumé ni de synthèse.

3. *Clarté de l'exposition*

Claire et bien structurée. Les exemples et illustrations par des cas particuliers auraient pu ressortir de manière un peu distincte en encarts. Texte très peu illustré.

4. *Densité du texte*

Texte assez aéré.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Une synthèse aurait été nécessaire (sans aller jusqu'à un *executive summary*).

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Disciplines : **développement institutionnel, sciences politiques.**

Domaines : coopération décentralisation et développement urbain.

7. *Comment, pour gagner en « généricité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Le chantier est élargi d'emblée par la formulation en grande questions « stratégiques » : les tendances, les enjeux, les orientations stratégiques.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Pas de bibliographie. Pas non plus de références au sein du texte.

9. *Avis global*

Un travail intéressant qui repositionne bien les enjeux de la coopération décentralisée au-delà de son acception classique liée à la formule du « jumelage » entre communes.

L'analyse reste cependant très franco-française. Tout le travail important de conceptualisation effectué par la Commission européenne sur la question à travers la ligne « coopération décentralisée » (dont une évaluation à été effectuée par Gret/COTA) n'apparaît pas. Cette ligne n'a pas seulement, comme le disent les auteurs, participé à développer la coopération internationale, elle a aussi ouvert le cadre conceptuel, notamment en cherchant à expérimenter au niveau local, un rapprochement entre différentes sources de légitimités, différentes catégories d'acteurs (publics, privés, issus de la société civile...), autour de la question du développement communal.

De même, le développement urbain est analysé par rapport à la façon dont les administrations françaises de coopération la conçoivent (et se répartissent les compétences en la matière).

Cette posture obéit sans doute à la commande (du MAEE). Mais il aurait été sans doute possible et certainement utile d'élargir le questionnement en comparant les façons de questionner ce rapport dans d'autres pays.

Sur le fond, certaines orientations apparaissent paradoxales, entre la proposition de défendre une coopération « de maire à maire » (p. 44) et celle de privilégier « l'amont du partenariat » dans des formes contractuelles entre des collectivités (l'exemple est donné des comités mixtes de la région Nord Pas-de-Calais qui rassemblent des élus des deux collectivités partenaires) associant « toutes les composantes du développement local des villes dans une approche territoriale et stratégique fondée sur les dynamiques d'acteurs » (p.47).

La forme, comme dans une certaine mesure les contenus, s'écartent des travaux habituels du Gret ce qui pose la question de son appropriation institutionnelle et de son articulation aux autres travaux.

10. *Évaluateur* : Marc Totté, 12 mars 2008.

L'animation dans un programme de développement urbain.

Approche et expériences de la composante « Appui aux activités communautaires » du programme Twize en Mauritanie

Mise en ligne juin 2007, collection « Études et Travaux » n°11, 70 pages + une annexe : « Animer un processus de formalisation d'une pratique : l'expérience d'une co-construction » (5 pages) + une bibliographie (2 pages).

Auteurs : Laetitia Morlat et Moussa Abdoulaye

Huit autres membres de cette composante, tous mauritaniens, sont crédités dans la présentation. Trois membres du Gret (Émilie Barrau, Christophe Hennart, Philippe Lavigne Delville) ont relu le texte.

Laetitia Morlat a effectué cette étude sur la base d'un stage de Master Pro « Anthropologie et métiers du développement durable » (Université de Provence), réalisé de juillet à novembre 2006.

1. *Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique*

Les trois à la fois :

- pour ce qui est de la méthode, la première partie (« le travail d'animation », p.13-25) fait un récit reconstruit de ce travail (« connaître le quartier », « mobiliser les habitants », « transmettre les messages », « susciter et accompagner les habitants »). La conclusion (p.67-70) et surtout l'annexe (« Animer un processus de formalisation d'une pratique : l'expérience d'une co-construction » p.73-77) présentent une réflexion intéressante sur « la construction progressive d'une pratique professionnelle », et surtout (annexe) sur les « enjeux de la capitalisation ».
- le terrain est représenté par trois études de cas (p.31-44), choisies à titre d'illustration parmi 28 projets, et sans que l'on sache trop selon quels critères (« en fonction de leur nature afin de représenter les différents types de projets... » p.31), mais aussi par de nombreux passages sur les relations avec les communes, ou sur les « autres composantes » du programme.
- la capitalisation « thématique » est présente à travers quelques passages sur le rôle de la pédagogie (p.18) et sur les relations avec les autorités locales (p.52-58) ou sur la création d'un « métier d'animateur » (p.69-70).

Globalement, c'est l'aspect « **méthode** » qui l'emporte.

2. *Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »*

La conclusion et l'annexe ne sont pas à proprement parler des résumés, mais des réflexions générales.

3. *Clarté de l'exposition*

Elle est assez bonne ; le texte est correctement écrit, avec très peu de coquilles, et la présentation matérielle est très satisfaisante. Comme l'auteure est « extérieure » au Gret (étudiante de M2), elle n'utilise pas trop la « langue de bois », même si elle n'en est pas complètement à l'abri.

4. *Densité du texte*

Il est assez dense, il y a peu de répétitions ; la quantité d'informations délivrées par page est satisfaisante (le lecteur ne perd pas son temps), et il n'y a pas trop de « baratin ».

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Cela aurait été très difficile, mais faisable, de faire un résumé dense de 10 pages ; mais cela n'aurait eu d'intérêt que pour un lecteur très pressé.

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Il s'agit très clairement d'une « **capitalisation** », parfois à la limite de l'évaluation (l'auteure s'explique sur la différence entre les deux p.74) de projets de développement local (les exemples pris sont dans les domaines de la promotion d'activités féminines – textiles – ; l'assainissement et le ramassage des ordures ; la garde des enfants) ; la question du financement et du micro-crédit et celle de la gestion des coopératives, tiennent également une part importante. Néanmoins, l'objectif est bien méthodologique. On sent (dans l'annexe) que l'auteure aurait aimé faire un véritable travail d'anthropologue, mais qu'elle ne l'a pas pu (faute de temps surtout).

7. *Comment, pour gagner en « généricité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Le « chantier de départ » est élargi à de multiples thèmes : le rôle des « animateurs » locaux ; le rôle des projets à vocation « pédagogique » ; les rapports avec les pouvoirs municipaux ; le statut de la capitalisation elle-même. La vocation de l'étude est très clairement d'en tirer des enseignements généraux.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Une bibliographie d'une quarantaine de titres, dont environ la moitié issus du Gret.

9. *Avis global*

a. *Qualité du contenu*

Le contenu est plutôt bon, mais laisse un peu sur sa faim ; en dehors de quelques ingénuités de l'auteure, j'ai un gros malaise sur une question centrale : plus on avance dans la lecture du texte, plus on comprend le rôle absolument central des « conseillers de quartier », qui sont les pièces centrales de cette « composante : appui aux activités communautaires et projets de quartier » du programme Twize. On nous dit (p.13) qu'ils réalisent « une étude du milieu » et repèrent des « personnes ressources » (p.13) ; que « grâce à l'appui des leaders, ils ont un large accès à la population » (p.15) ; qu'ils « identifient les groupes porteurs de projets » (p.22) ; qu'ils « conseillent sans imposer » (p.25) ; qu'ils « accompagnent le comité dans toutes les étapes du montage du projet et assurent l'intermédiation entre le comité et la commune » (p.36) ; qu'ils sont « entre distance et ingérence » (p.39) ; qu'ils sont « les correspondant des quartiers auprès de la coordination » en même temps que les « correspondants du programme dans les quartiers » (p.62) et souvent « sollicités en tant que médiateurs » (p.62), etc. Ils ont un rôle tellement central qu'on a l'impression que tout le programme repose sur eux. Or, on ne sait RIEN d'eux : on ne sait pas d'où ils viennent, comment ils sont recrutés, quels sont leurs rapports avec les autorités politiques (ce qui n'est pas sans importance, puisqu'il est noté à plusieurs reprises

que les projets sont utilisés par des « leaders » de quartiers pour faire une carrière politique ou instrumentalisés par des responsables de la municipalité). Du coup, on n'est pas surpris que soit notée une « incertitude sur les modalités du désengagement du conseiller de quartier » (p.56). Mais aller plus loin aurait nécessité une analyse plus approfondie (type « courtiers » d'Olivier de Sardan). Faute d'une telle analyse, tous les discours sur l'autonomisation, la prise en main des projets par les habitants du quartier, risquent d'être pure rhétorique.

Ceci dit la conclusion, sur les perspectives (le programme Twize se termine en 2008) contient plusieurs propositions intéressantes et réalistes : création d'une « cellule d'ingénierie sociale » au sein du Gret Mauritanie, création d'un nouveau type de relations entre services municipaux et animateurs, mise en place de cycles de formation pour ces derniers.

Le corps du texte (en particulier les trois études de cas) ne cache pas les difficultés rencontrées et montre, *a contrario*, le caractère un peu naïf des passages sur la « pédagogie permanente », objectif annoncé du programme énoncé au début du document (p.18) ; les cas de détournements, d'instrumentalisation politique, etc. sont clairement vus, mais un peu trop présentés comme des questions de personnes (à chaque fois, on remplace le responsable, sans guère plus d'analyse). Et on trouve de nombreux passages faisant appel à une notion « d'intérêt général » présentée comme un peu trop évidente.

b. Cohérence entre objectifs annoncé et atteint

L'objectif était celui de capitalisation, et il est assez bien atteint. Pour ce qui est des projets capitalisés, on a peu d'informations (puisque seulement 3 sur 28 sont analysés en détail). On a juste un doute sur la pérennité, une fois le programme – et donc le soutien du Gret – terminé, car cette pérennité repose essentiellement sur les vertus pédagogiques de l'exemple.

c. Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?

Il est tout à fait au cœur du projet du Gret ; on y retrouve tout ce qui concerne la « participation », l'appui institutionnel, « l'ingénierie sociale », etc.

d. Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?

Il semble bien diffusé en ligne. Je ne pense pas qu'il puisse, en l'état, former la base d'une publication plus conséquente (livre).

10. *Évaluateur* : Bruno Lautier, 17 mars 2008.

Agriculture et OMC en Afrique : comprendre pour agir

Novembre 2007, les éditions du Gret, 208 pages. Tirage : 3500 exemplaires.

Le livre (format livre de poche) est accompagné d'un CD Rom « guide pratique » reprenant intégralement le texte.

Il comporte une vingtaine de dessins ou caricatures, réalisés pour cet ouvrage par cinq illustrateurs africains.

Auteurs : l'ouvrage est coordonné par Marie-Christine Lebret et Arlène Alpha, du Gret.

Autres auteurs : Véronique Beldame (Gret), Jean-Christophe Bounou Bazika (Cerape Congo), Anne Chetaille (Gret), Daouda Diagne (FONG Sénégal), Benoît Faucheux (Gret), Valérie Gnide Traoré (Acord Kenya), Bénédicte Hermelin (Gret), Jane Nalunga (Seatini Ouganda), Julie Villain (Gret). Les auteurs de chaque « fiche » ne sont pas identifiés.

Douze personnes, dont onze africains ayant participé à un atelier du Congad en mai 2007, sont remerciées pour leur rôle de « lecteurs pilotes ».

1. Type de capitalisation : de terrain, de méthode, de thématique

C'est une capitalisation « **thématique** ». Ce travail a été demandé par le Congad (Conseil des ONG d'appui au développement), association sénégalaise, début 2006. Le financement provenait du CTA (Centre technique de coopération agricole et rurale) et des ministères français des Affaires étrangères et de l'Agriculture.

L'ouvrage est la réunion de 11 « fiches » (chacune de 15 à 20 pages), accompagnées d'une liste des acronymes et (c'est la fiche 11 : « pour en savoir plus ») d'une liste commentée des « sites ressources », organisations internationales, ONG – du Nord et d'Afrique) – et d'une bibliographie de base (une vingtaine de titres, avec à chaque fois, une dizaine de lignes de commentaires).

Chaque « fiche » est composée d'un texte sur un sujet donné (exemples : « les accords sur les normes » ; « à qui profite l'accord sur l'agriculture ? », etc.), de quatre à cinq encadrés longs – une page ou une page et demie – soit illustrant le propos par un exemple, soit développant un aspect (par exemple : une chronologie, une carte, un graphique, un tableau résumant la réglementation) ; et quelques encadrés terminologiques, photos, dessins. Il y a également des extraits d'interviews (quatre, toutes de responsables africains).

2. Existence d'un résumé et / ou d'une conclusion présentant une synthèse utilisable par un lecteur « rapide »

Chaque « fiche » se termine par un encadré : « ce qu'il faut retenir », de 3/4 de page en moyenne, assorti de quelques sources documentaires.

En réalité, c'est tout le livre qui est conçu comme « une synthèse utilisable par un lecteur rapide ».

3. Clarté de l'exposition

C'est un ouvrage très clair, bien écrit, bien relu et bien composé (rapport : texte / encadrés, etc.).

4. *Densité du texte*

Elle est « intermédiaire » ; le souci pédagogique prime. Mais, sans que ce soit « pointu », ce n'est pas pour autant « vulgaire ». Par exemple, sans qu'il soit trop entré dans la technique juridique, la question des normes est traitée de façon rigoureuse. Autant que je puisse en juger, le « niveau » requis du lecteur se situerait autour d'une fin de licence. En-dehors des fonctionnaires, seuls les cadres de grosses ONG des pays africains auront sans doute le « bagage » nécessaire pour pleinement profiter de cette lecture.

5. *Une synthèse du genre « executive summary » aurait-elle été possible ? Aurait-elle été préférable ?*

Elle est faite, par morceaux (cf. plus haut).

6. *Quel contenu (disciplines de référence, domaines du développement concernés, etc.) ?*

Le titre parle de lui-même ; la discipline principale est l'**économie**. Mais il y a d'importants passages sur des questions juridiques (les accords sur les normes, sur la propriété intellectuelle, les plaintes et recours devant l'OMC).

7. *Comment, pour gagner en « généralité », le chantier de départ est-il élargi, ou au contraire reste-t-on au niveau très strict des travaux engagés dans le projet ?*

Il n'y a pas de « chantier » à proprement parler. Ce livre pourrait constituer un « modèle » et on pourrait en imaginer d'autres, sur d'autres thèmes ou d'autres continents.

8. *Référencement de l'étude, en particulier bibliographique*

Cf. plus haut. La bibliographie est volontairement réduite, car il n'y a pas de références « sèches » (une dizaine de lignes de commentaires chaque fois) ; mais le lecteur peut utiliser la liste des « sites ressources » pour compléter la bibliographie.

9. *Avis global*

a. *Qualité du contenu*

C'est globalement une réussite, si le niveau « intermédiaire » (entre vulgarisation et recherche) est bien celui qui était requis par les demandeurs.

Je ne suis pas spécialiste, mais je n'ai relevé aucune erreur – on peut juste relever, bien que l'ouvrage n'ait que quelques mois, il est peut-être obsolète sur un point : les références à la baisse des prix des matières premières agricoles, alors que certaines voient leurs prix monter fortement depuis plusieurs mois.

b. *Cohérence entre objectifs annoncé et atteint*

Très forte.

c. *Comment ce document intersecte-t-il le projet du Gret ?*

Le Gret n'a pas une vocation principalement pédagogique. Mais la fiche 10 (« Comment agir ? ») ramène au projet du Gret (elle est divisée en trois : « Les acteurs : qui agit et pourquoi ? » ; « Comment influencer les négociations commerciales » – avec un passage sur le lobbying, le plaidoyer et les « mobilisations populaires » ; « Stratégies d'adaptation au commerce mondial »).

d. Quelle diffusion externe mériterait ce document dans son état ?

La diffusion est probablement déjà forte ; je ne sais pas si l'annonce d'un prix de vente (10 €) est un obstacle à la mise en ligne.

10. Évaluateur : Bruno Lautier, 17 mars 2008.

Annexe 4

Production de connaissances et publications du Gret de 2005 à 2007

I. PRODUCTION ECRITE DES MEMBRES DU GRET DE 2005 A 2007

Ouvrages, rapports de recherche et travaux publiés

Alpha A., Castellanet C., 2007, *Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi ? Résultats des travaux et du séminaire organisé par la Commission Agriculture et Alimentation* le 11 décembre 2007, Coordination Sud, Paris.

Alpha A. (coord.), 2006, « La protection des marchés agricoles. Un outil de développement », *Document Études et analyses*, Coordination Sud, Paris, 48 p.

Alpha A., Gérard F., Hermelin B., Wagner A., 2006, *L'impact des mesures de soutien à l'exportation et de l'aide alimentaire sur la sécurité alimentaire*, Commission européenne, 181 p. + annexes.

Botton S., 2007, *La multinationale et le bidonville. Privatisations et pauvreté à Buenos Aires*. Paris, Éditions Karthala, Collection Hommes et Sociétés, 469 p.

Botton S. (coord.), 2007, *Les multinationales de l'eau et les marchés du Sud. Pourquoi Suez a-t-elle quitté Buenos Aires et La Paz ?* Collection Débats et Controverses n°1, Gret, Paris, 83 p. Disponible sur : <http://www.gret.org/ressource/pdf/08160.pdf>

Broutin C., Bricas N., 2006, *Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne, le rôle des micro et petites entreprises*, Éditions du Gret, Collection « Études et travaux » n°30, Paris, 128 p.

Broutin C., 2005, *Les cadres de concertation et les interprofessions dans les filières laitières : l'exemple du Sénégal*, Dakar, Repol, collection « Notes méthodologiques » n° 4, 2005, 7 p.

Broutin C., Commeat P. G., Sokona K., 2005, *Le maraîchage face aux contraintes et opportunités de l'expansion urbaine. Le cas de Thiès/Fandène (Sénégal)*, Document de travail n° 2, Écocité, Gret/Enda-Graf, 41 p.

Broutin C., Diedhiou Y., Dieng M., 2005, *Maîtrise de la qualité dans la transformation laitière : guide de bonnes pratiques d'hygiène*. [En ligne], Ministère de l'élevage, Fenafils, Dinfel, UPPRAL, FEITLS, Dakar, Sénégal, 103 p.

Brun J.-M. et Fontenelle J.-Ph., 2005, *Retour sur un pari : acquis et enjeux du projet de réhabilitation des polders de Prey Nup au Cambodge*, Rapport de recherche, Gret/AFD.

Castellanet C., Blanc C., 2007, « Assistance technique et renforcement des capacités : problématiques et grandes tendances », Série Ex Post, *Évaluation et Capitalisation* n°10, AFD, Paris.

- Chanty M., Brun J.-M. et al., 2007, *La mise en valeur agricole des polders de Prey Nup : une expérience de recherché-action et vulgarisation agricole*, Gret Cambodge, 32 p.
- Chauveau J.P., Colin J.P., Jacob J.P., Lavigne Delville Ph, Le Meur P.-Y., 2006, *Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest*, Résultats du projet de recherche Inco-Claims (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali), IIED, Londres, 91 p. (versions française et anglaise).
- Chauveau J.P., Colin J.P., Jacob J.P., Lavigne Delville Ph., Le Meur P.Y., 2006, *Changes in land access and governance in West Africa: markets, social mediations and public policies*. Results of the CLAIMS research project. IIED, Londres, 86 p.
- Chetaille A., 2007, *Lutte contre le changement climatique : quel rôle pour les organisations de solidarité internationale*, Collection Études et travaux en ligne n° 16, Gret, Paris, 76 p.
- Clerc V., Rachmuhl V., 2005, *Dynamiques des marchés foncier et immobilier des zones d'habitat informel à Phnom Penh, Cambodge : pratiques observées et enjeux pour l'action publique*, Rapport de recherche, Gret/SCAC.
- Clerc V., Rachmuhl V., 2006, *Les marchés fonciers et immobiliers des quartiers informels à Phnom Penh, Cambodge : dynamiques et enjeux pour l'action publique*. [En ligne] Gret, Collection Coopérer aujourd'hui n°50, Paris, 27 p.
- Danel-Fédou G., Robinne F., 2007, *Microcrédit et changement social au Myanmar (Birmanie). Une étude anthropologique et économique dans l'État Chin*, Collection Études et Travaux en ligne n°10, Gret, Paris, 156 p.
- Dorner V. (avec la collaboration de Lavigne Delville Ph. et Barrau E.), 2006, *Mais pourquoi les bénéficiaires ne paient-ils qu'une partie de leur contribution financière ? Pauvreté, confiance et règles du jeu dans un projet de développement social urbain à Brazzaville*. [En ligne] Gret, collection Coopérer Aujourd'hui n°49, Paris, 52 p.
- Faucheux B., Hermelin B. et al., 2006, "Sustainability Impact Assessment (SIA) of the EU-ACP Economic Partnership Agreements, phase III, horticulture in Eastern and Southern Africa, midterm report", Price Water House Coopers, 55 p.
- Faucheux B., Hermelin B., Chetaille A., Siggle E., 2006, "Sustainability Impact Assessment (SIA) of the EU-ACP Economic Partnership Agreements, phase III, horticulture in Eastern and Southern Africa, final report", Price Water House Coopers, 84 p.
- François M., Moreau S., Sylvander B., eds., 2005, *Agriculture biologique en Martinique*, collection « Expertises collégiales », éditions de l'IRD.
- Guerry F., Broutin B., Sokona K., Ibrahima C., Thiam M., Seck M., 2006, *La gestion des déchets ménagers à Mboro et Darou-Khoudoss (Sénégal) : Analyse et propositions*, Gret, Enda Graf, document de travail Écocité n°12, 41 p. Accessible sur : www.ecocite.org.
- Hermelin B., Douya E., Ribier V., 2006, « Impact sur l'agriculture de la CEMAC et de Sao Tomé et Principe d'un Accord de Partenariat Économique avec l'Union européenne », Gret, Paris, mars 2006, 118 p.
- Hermelin B., Ritzenthaler E., Touboul B., 2006, *Le système commercial multilatéral et le Congo*, AETS, Pau, 72 p. Accessible sur : <http://www.gret.org/ressource/pdf/07686.pdf>.

Kea Kimsan, Heang Suo Saravorn, Prak Sereyvath, Brun J.-M., "Assessment of local authorities and communities practices and information needs to face disasters: report from surveys in Ba Phnom and Peam Ro districts, Prey Veng province, Cambodia", Gret/Cedac/Isted, November 2005, 50 p.

Lagandré D., 2007, *Réhabilitation des polders, croissance agricole et inégalités. L'impact socio-économique du projet Prey Nup (Cambodge)*, Collection Études et travaux en ligne n°15, Gret, Paris, 219 p.

Lagandré D., Lavigne Delville Ph., 2007, *Réhabilitation des polders, croissance agricole et inégalités : l'impact socio-économique du projet Prey Nup (Cambodge). Synthèse*. Gret/AFD/MOWRAM, Collection Études et Travaux en ligne n°12, Gret, Paris, 36 p. Edité en français, anglais et khmer.

Lavigne Delville Ph., Hochet P., 2005, *Construire une gestion négociée et durable des ressources naturelles renouvelables en Afrique de l'Ouest*, Rapport final de la recherche, Gret/Claims/AFD, 183 p.

Lavigne Delville Ph., Mansion A., 2007, « La question foncière en Afrique de l'Ouest rurale », CD du dossier Cridev/Frères des Hommes/Pekea, *Accorder l'accès à la terre*, 9 p. (et dossier, p.81-89).

Lavigne Delville Ph., Kuhn R., Rosner P.-M., Thibault D., Thi Thai Bui, 2006, *Organisations locales et services de proximité. L'expérience du projet Dialogs en appui au développement économique et social de zones rurales du Nord Vietnam*. [En ligne] Consortium Dialogs/Gret, Hanoi, 192 p. Accessible sur : <http://www.gret.org/ressource/pdf/07741.pdf>.

Lavigne Delville Ph., *Prendre au sérieux les pratiques des développeurs : une étape nécessaire de l'analyse critique des interventions des ONG ?* Collection Coopérer aujourd'hui n°53, Gret, août 2007, 30 p.

Le Meur P.-Y., Bayart J.-F., Bertrand R., 2005, *La politique de l'apolitisme. De la mise en œuvre d'un projet à l'élaboration d'une politique sectorielle : processus de construction d'institutions de gestion agricole de l'eau au Cambodge*, Rapport de recherche, Gret/Fasopo/AFD.

Le Meur P.-Y., *CEDAC & Gret: The History of a Partnership. Viewpoints and Prospects*, Collection Coopérer aujourd'hui n°57, Gret, Paris, décembre 2007, 30 p.

Morlat L., Abdoulaye M., 2007, *L'animation dans un programme de développement urbain. Approche et expériences de la composante « Appui aux activités communautaires » du programme Twize en Mauritanie*, Collection Études et Travaux n°11, Gret, Paris, 80 p.

Mpozironiga A., Broutin C., Gueye M., Sokona K., 2006, *La filière avicole de ponte à Thiès-Fandène, dynamique et devenir face à l'expansion urbaine*, Gret, Enda Graf, document de travail Écocité n°14, 35 p. Accessible sur : www.ecocite.org.

Noisette P., Rachmuhl V., avec la collaboration de Barrau E., 2007, *Coopération décentralisée et développement urbain : l'intervention des collectivités locales*, DGCID/AECL, Ministère des Affaires étrangères, collection Études.

Pierret D. (Iram), Poursat C. (Gret), *Tout d'une grande : le réseau Sanduk, institution de micro-finance de l'île d'Anjouan, Comores*, Collection Traverses n°30, Groupe Initiatives, 2007, 20 p.

Pillot D., 2007, *Jardins et rizières du Cambodge. Les enjeux du développement agricole*, Paris, Éditions Gret et Karthala, Collection Économie et développement, 522 p.

Rachmuhl V., Cyr I.-M., 2007, *Développer une filière locale d'amélioration de l'habitat privé. Une stratégie d'action à Zinguichor, Sénégal*, Collection Traverses n°29, Groupes Initiatives, 30 p.

Repol (Réseau de recherche et d'échanges sur les politiques laitières), Dieye Papa Nounhine (dir.), Broutin C., Diao Maty Bâ, Duteurtre G., Ly Cheikh, *Synthèse bibliographique sur les filières laitières au Sénégal*, Dakar, Repol, collection « Documents de travail » n°1, 2005, 47 p.

Répussard C., 2007, *Insertion institutionnelle et intervention technique : le cas du programme Alizés Sénégal*, Collection Études et Travaux en ligne n°9, Gret, Paris, 85 p.

Rouyat J., Broutin C., Rachmuhl V., Gueye A., Torrasani V., Ka I., 2006, *La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal. Vers des politiques municipales incluant les quartiers périphériques*, Gret, Études et travaux en ligne, n° 8, Paris, 91 p. Accessible sur : <http://www.gret.org/ressource/pdf/07766.pdf>.

Thimoreau C., *Appuyer la professionnalisation de la presse au Tchad, un enjeu de démocratisation. L'économie, le talon d'Achille des entreprises de presse*, Collection Coopérer aujourd'hui n° 52, Gret, Paris, mars 2007, 58 p.

Chapitres d'ouvrages collectifs

Bourbouze A., François M., 2007, « Cadre général de l'économie laitière en Albanie », in : *Lait et produits laitiers en Méditerranée, des filières en pleine restructuration*, Éditions Karthala, pp 117-143.

Castellanet C., Salgado L., Rocha C., 2005, "Limits of the negotiation platform: two cases on participatory municipal planning on NRM in the Brazilian Amazon", in: *Participatory research and development for sustainable agriculture and natural resource management: a sourcebook - Vol. 3, Doing participatory research and development*, Laguna (Philippines), Ottawa, CIP-Upward, CRDI, pp. 168-174.

Creusot A.-C., Quynh Tran Thi Thanh, Luong Quoc Tuan, 2005, « Offre publique de crédit et microfinance au Vietnam », in Guérin, Marius-Gnanou, Pairault, Servet (eds), *La microfinance en Asie : entre traditions et innovations*, Paris : Karthala/IRD/IFP, p. 63-82.

Fontenelle J.-Ph., Molle F., Turrall H., 2007, "Who will pay for water? The Vietnamese State's Dilemma of Decentralization of Water Management in the Red River Delta". In *Irrigation Water Pricing Policy in Context: Exploring the Gap Between Theory and Practice*, Edited by Molle F., Berkoff J., Barker R., CABI/IWMI: 30 p.

Hermelin B., 2006, « L'agriculture : un secteur clé pour la lutte contre la pauvreté », in *Rapport Moral sur l'Argent dans le Monde*, Association d'Économie Financière, Paris, 496 p., pp. 205-216.

Hermelin B., 2007, « L'OMC est-elle une enceinte de régulation internationale ? », in *La régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Éditions L'Harmattan, Paris, pp. 311-333.

Lavigne Delville Ph., 2006, "Policies and Interventions on Land and Natural Resource Management", in Chauveau J.P. et al, *Changes in land access and governance in West Africa: markets, social mediations and public policies*, Results of the CLAIMS research project. IIED/CLAIMS, London, pp. 50-63.

Lavigne Delville Ph., 2006, « Conclusions », in Chauveau J.P. et al, *Changes in land access and governance in West Africa: markets, social mediations and public policies*, Results of the CLAIMS research project. IIED/CLAIMS, London, pp. 64-73.

Lavigne Delville Ph., 2006, « Conclusions », in : Chauveau J.P. et al, *Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest*, Résultats du projet de recherche CLAIMS. IIED/CLAIMS, Londres, pp. 69-79.

Lavigne Delville Ph., 2006, « Conditions pour une gestion décentralisée des ressources naturelles. Entre 'community failures', 'market failures' et 'state failures', construire de nouveaux 'communs' », in : Bertrand A., Karsenty A., Montagne R. (eds.), *L'État et la gestion locale durable des forêts en Afrique francophone et à Madagascar*. Cirad/L'Harmattan, Paris, pp. 143-162.

Lavigne Delville Ph., 2006, « Politiques et interventions en matière de foncier et de gestion des ressources naturelles », in Chauveau J.P. et al, *Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest*, Résultats du projet de recherche CLAIMS. IIED/CLAIMS, Londres, pp. 54-68.

Lavigne Delville Ph., 2007, "Changes in 'customary' land management institutions: Evidence from West Africa", in Cotula L. (ed.), *Changes in 'customary' land tenure systems in Africa*, IIED/FAO, London/Roma, pp. 35-50.

Lavigne Delville Ph., 2007, « À la recherche du chaînon manquant. Construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement », in Bierschenk Th., Blundo G., Jaffré Y., Tidjani Alou M. (eds), *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre d'Olivier de Sardan J.P.*, Leiden/Paris, APAD/Karthala, pp. 127-150.

Lavigne Delville Ph., 2007, « Les diagnostics participatifs dans le cadre des projets de développement rural en Afrique de l'Ouest : postulats, pratiques et effets sociaux des PRA/Marp » in Neveu C., dir., *Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives*, Collection Logiques Politiques, Paris, Éditions L'Harmattan, pp. 313-330.

Lavigne Delville Ph., Sellamna N., Mathieu M., 2005, "Living up to ambitions, for a more rigorous practice of participatory appraisals and enquiries", in Neef A., ed., *Participatory approaches for sustainable land use in Southeast Asia*, White Lotus, Bangkok.

Le Meur P.-Y., 2006, "Governing Land, Translating Rights. The Rural Land Plan in Benin". In: Mosse D., Lewis D. (eds.), *Development Brokers & Translators. Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomsfield, Kumarian Press, pp. 75-99.

Le Meur P.-Y., 2006, "Land Governance: Actors, Arenas, Governmentality". In: Chauveau J.-P., Colin J.-P., Jacob J.-P., Lavigne Delville Ph., Le Meur P.-Y., *Changes in land access and governance in West Africa: markets, social mediations and public policies. Results of the CLAIMS research project*. IIED/DFID, London, pp. 39-49.

Le Meur P.Y., 2006, « Gérer l'attente. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation ». In : Fay C., Koné Y.F., Quiminal C., (dir.), *Décentralisation et pouvoirs et décentralisations en Afrique. En contrepoint, modèles territoriaux français*, IRD, Paris, pp. 343-361.

Le Meur P.-Y., 2007. "Between emancipation and patronage: Changing intergenerational relationships in Central Benin", in: Alber E., Van der Geest S., Whyte S., Wenzel Geissler, (eds.), *Generations in Africa*, Hamburg, Lit Verlag: 255-287.

Le Meur P.-Y., 2007. « Anthropologie et développement : une relation à plaisanterie ? », in Bierschenk T., Blundo G., Jaffré Y., Tidjani Alou M., (eds.), *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre d'Olivier de Sardan J.P.*, Paris, Apad-Karthala, pp. 151-174.

Le Meur P.-Y., 2008, « Communautés imaginées et politique des ressources naturelles », in : Méral P., Castellanet C., Lapeyre R., (dir.), *La gestion concertée des ressources naturelles à l'épreuve du temps*, Paris, Éditions Karthala, pp. 289-301.

Poursat C., 2005, « Politique de santé et micro assurance : un exemple Cambodgien », in Guérin, Marius-Gnanou, Pairault, Servet, (eds), *La microfinance en Asie : entre traditions et innovations*, Paris, Karthala/IRD/IFP, pp. 107-128.

Sablayrolles Ph., 2006, « A experiência da ADAFAX: Agricultura familiar e políticas públicas no Alto Xingu e Sul do Pará », In: Cametá/Pará, AVSF, Gret, APACC, IEB *Agricultura Familiar e Políticas Públicas na Amazônia*.

Zanolli R., François M., Midmore P., O'Doherty Johnson K., Ritson C., 2007, "Determining consumer expectations, attitudes and buying behaviour towards "low input" and organic foods", in: *Improving sustainability in organic and low input food production systems*, Editions University of Hohenheim, Germany.

Revue scientifique à comité de lecture

Alpha A., 2007, « Les ravages de la standardisation des produits et des goûts », *Économie et humanisme* n°380, pp. 36-39.

Brun J.-M., 2005, "Cambodian polder plan boost paddy production", *World Water and Environmental Engineering*, volume 28, issue 6, november/december 2005, pp. 23-24.

Castellanet C., Armengaud A., Griot J.-Y., Apoteker A., 2006, « Des alliances internationales pour préserver la production de soja non génétiquement modifié au Brésil : enjeux et perspectives », *Revue Tiers Monde* n°188, pp. 755-772.

Castellanet C., Guerra G., 2005, « Chercheurs et leaders paysans engagés dans la recherche-action : une coopération conflictuelle. Réflexions à partir des programmes CAT et PAET en Amazonie brésilienne », *Cahiers Agriculture* 14-1, pp. 128-134.

Chetaille A., 2006, « La biosécurité dans les pays en développement : du Protocole de Carthagène aux réglementations nationales », *Revue Tiers Monde* n° 188, pp. 843-862.

Delorme H., Hermelin B., 2006, « Le cycle de Doha : un mauvais coup pour le développement », *Oléagineux, Corps Gras, Lipides*, Vol. 13, n°4, 267-71.

Fontenelle J.-Ph., 2006, « La décentralisation de l'hydraulique agricole du delta du fleuve Rouge au Viêt-Nam : rupture ou continuité ? », *Hérodote* n°121, La Découverte, pp. 55-72.

Lavigne Delville Ph., 2005, « Quelques mystères de l'approche de Hernando de Soto », *L'Économie politique* n° 28, pp. 92-105.

Le Meur P.-Y., Leurent T., 2006, "Agrarian Colonisation and Frontier Politics in the Mekong Delta". *Moussons* 9-10, CNRS, pp. 231-254.

Le Meur P.-Y., 2005, « L'émergence des 'jeunes' comme groupe stratégique et catégorie politique au centre Bénin », *Afrique contemporaine* n°214, pp. 102-122.

Le Meur P.-Y., 2006, "Reflections on land information and policy-making in sub-Saharan Africa". *Land Reform, Land Settlement and Cooperatives* (FAO) 2006/1, pp. 36-47.

Le Meur P.-Y., 2006, "State Making and the Politics of the Frontier in Central Benin", *Development & Change* 37 (4), pp. 871-900.

Le Meur P.-Y., 2006, « L'information foncière au Bénin, entre pluralisme juridique et dispersion institutionnelle », *Land Reform, Land Settlement and Cooperatives* (FAO), 2006/1, pp.108-121.

Neu D., 2005, « Les communes doivent-elles avoir le monopole du financement local ? », *Techniques financières et développement* n° 80, septembre 2005, pp. 16-23.

Planche J., Lavigne Delville Ph., 2005, « L'Union européenne et le soutien aux sociétés civiles du Sud : du discours politique aux actions de coopération », in Atlani-Duaux L., dir., *Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance*, Revue Autrepart n° 35, Armand Colin.

Sablayrolles Ph. et al, « Associer les MFRs à la diffusion des techniques (Amazonie brésilienne) », *Cahiers Agriculture*, 2005, 14:5, pp. 121-125.

Revue professionnelle

Alpha A., 2006, « Précarité, déséquilibres alimentaires et risques santé. Quelles politiques alimentaires en faveur des populations défavorisées en France ? », *La Revue du GREF* n°15, pp. 4-13.

Alpha A., 2007, « Bilan des mécanismes de stabilisation des recettes d'exportation », *Grain de Sel* n°39.

Alpha A., 2007, « Une assiette qui se vide, pourquoi ? », *Économie et humanisme* n°380, p. 16.

Arnaud L. et al, 2005, « PAS-Nutrimad : un programme d'alimentation scolaire », *Lettre d'information de l'Office national de nutrition* n° 2, pp. 12-14.

Arnaud L. et al, 2005, « Un programme de recherche-action dont l'ambition est de contribuer à la définition de stratégies efficaces pour réduire la malnutrition à Madagascar », *Lettre d'information de l'Office national de nutrition* n° 2, p. 15.

Brouillet A.-S., Turot O., octobre 2007, « La Banque mondiale en campagne... pour une 'nouvelle agriculture' », *Transrural initiatives* n°344, p. 3.

Brouillet A.-S., Turot O., septembre-novembre 2007, « La lutte contre la pauvreté. La Banque mondiale se mettrait-elle au vert ? », *Grain de Sel* n° 40, pp. 7-8.

Broutin C., 2006, « Afrique de l'Ouest : Ville à la campagne ou campagne à la ville ? », *Revue Défis Sud*, n°74, pp. 29-30.

Broutin C., 2006, « Agriculture périurbaine et enjeux fonciers : études de cas au Sénégal et au Bénin », *Grain de Sel*, n°36, p. 15.

- Broutin C., 2006, « Sénégal : nouvelles formations pour les femmes dans l'agroalimentaire artisanal ». *Lettre d'information IIPF/Unesco*, Vol. XXIV, n° 3, juillet-septembre 2006, p.5. Accessible sur : <http://www.unesco.org/iiep/fre/newsletter/2006/julf06.pdf>.
- Broutin C., Duteurtre G., Dieye P. N., Dia D. Tall M., (collectif), 2007, *Améliorer la qualité des produits laitiers locaux par des démarches collectives*, Série Notes politiques Sénégal, 4 p. Accessible sur : http://www.repol.info/IMG/pdf/Note_pol_Qualite.pdf
- Brun J.-M., 2005, « La gestion de l'eau dans les polders de Prey Nup : histoire d'un apprentissage collectif », *Grain de Sel*, revue de l'Inter-réseaux, mars 2005, p. 11-12.
- Castellanet C., 2005, « De Curitiba à Porto Allegre : 20 ans de coopération franco-brésilienne autour de l'agriculture familiale », *Ingénieurs de la Vie* (Paris), 472: 62-64.
- Castellanet C., 2005, *Project cycle, logical framework and effectiveness of development interventions*, Traverses n 13, Gret/Groupe Initiatives, 34 p. (traduction).
- Chetaille A., 2007, « Quelle prise en compte des questions climatiques par les ONG d'urgence et de développement ? », *Altermondes* n°10.
- Chetaille A., Rynikiewicz C., 2006, « Les réfugiés climatiques », *Altermondes* n°7, p. 8.
- Hermelin B., 2006, « Faut-il faire une croix sur l'OMC ? », *Transrural Initiatives* n°318, p.3.
- Hermelin B., 2006, « Le Viêt-Nam, un pays communiste à l'OMC », *Transrural Initiatives* n°323, pp.1-2.
- Hermelin B., 2006, « Les limites de l'OMC », *Transrural Initiatives* n°300, p.5.
- Hermelin B., 2006, « Libéralisation agricole, quelles implications pour les pays du Sud ? », *Grain de Sel* n°33, pp.12-15.
- Hermelin B., 2007, *Détermination des produits spéciaux : l'exemple du Sénégal*, Ministère du Commerce du Sénégal, Gret-Enda Diapol, p.19.
- Lailou A. et al, 2005, "Distributing fortified and high energy density gruel to reduce the failure rate and improve nutritional status of Antananarivo school Children", *Sight and Life Newsletter*, n°2, pp. 22-26.
- Lavigne Delville Ph., Villeval Ph., 2005, *Learning and sharing experience. Lessons for learning processes in NGOs*, Traverses n°15, Gret/Handicap International/Groupe initiatives, 49 p. (traduction).
- Lavigne Delville Ph., 2005, "Registering and administering customary land rights; Current innovations and questions in French-speaking West Africa", in *Proceedings of the Expert Group Meeting on secure land tenure: 'new legal frameworks and tools'*, UN-Gigiri in Nairobi, Kenya, November 10-12, 2004, FIG/UN-Habitat/Casle.
- Lavigne Delville Ph., 2006, « Quels enjeux pour les politiques foncières ? Sécurité foncière, marchés et citoyennetés », dossier « Le foncier, un enjeu crucial aux multiples dimensions », *Grain de Sel* n°36, pp. 12-14.
- Lavigne Delville Ph., 2006, « Sécurité foncière, marchés et citoyennetés », *Défis Sud* n°74, dossier « Comment garantir le droit à la terre ? », pp. 20-23.
- Lavigne Delville Ph., 2006, « Sécurités insécurités et sécurisation foncières : un cadre conceptuel », *Réforme agraire et coopératives* 2006/2, FAO, pp.18-25.

Lavigne Delville Ph., 2007, « Anticiper les risques de conflits fonciers dans un aménagement hydro-agricole », in Atlani-Duault L., ed., *Anthropologues et ONG : des liaisons fructueuses ?* Hors Série n°4, Humanitaires, pp. 40-45.

Lavigne Delville Ph., 2007, « Insécurité foncières et trajectoires de sécurisation : illustrations ouest-africaines », *Réforme agraire et coopératives* 2007/1, FAO, pp. 7-17.

Noisette P., Rachmuhl V., 2005, « L'intervention des collectivités locales françaises dans la coopération au développement urbain et le rôle de l'État : une étude stratégique », in *Villes en Développement* n°70, Isted, décembre 2005, pp. 2-3.

Sablayrolles Ph. et al, 2005, « Le développement de l'agriculture mécanisée en Amazonie brésilienne et ses impacts socio-environnementaux », *Revue Ingénieurs de la Vie*, n°472-473, juillet-décembre 2005, pp. 44-46.

Virabouth N., 2007, "Developing Water Supply Services in Small Towns through Appropriate Technologies and Public-Private-Partnerships Approaches. The experience of Mirep program in Lao P.D.R", *Revue of the Association of Lao Architects and Civil Engineers (ALACE)*, n°006, pp. 29-30.

Virabouth N., 2007, "Small-Scale Water Supply under Public-Private-Partnerships. Mirep the first projects experimented in Lao P.D.R », *Revue of the Association of Lao Architects and Civil Engineers (ALACE)*, n°005, pp. 24-25.

Communications à des colloques et séminaires scientifiques (sélection)

Alpha A., « L'OMC est-elle une enceinte de régulation mondiale ? », in *Forum sur les mécanismes d'accès au marché*, Montréal, Québec, 1-3 octobre 2007.

Alpha A., « Les problèmes de faim en France », in *Rencontres sur la faim dans le monde*, Première édition Action contre la faim/FAO, Paris (Alliés), 30 novembre 2007.

Baron C., *How to respond to market needs for BDS? Some Lessons from Gret experience*, 4th European Microfinance Conference, Berlin, Germany, April 2007.

Baron C., *Improved Access to Financial Services, Investor Presentation*, Reaching New Heights Microfinance Summit 2007, Phnom Penh, Cambodia, November 2007.

Barrau E., « Accès à l'eau potable dans les quartiers défavorisés de Port au Prince (Haïti) : stratégies d'acteurs et enjeux institutionnels », contribution pour le colloque international *Eau, société et développement durable : acteurs, enjeux et coopération internationale*, Saint Martin Vésudie, 25-27 septembre 2007.

Bricas N. (Cirad-UMR Moisa), Broutin C. (Gret Sénégal), Dorin B. (Cirad-UMR Cired), « Concurrence Nord-Sud sur les produits vivriers (grains et viandes) : que peuvent faire les politiques de consommation ? », 4^{ème} séminaire *Grema-HCCI : Stabilisation des prix et gestion des risques en agriculture*, Paris, janvier 2007.

Brouillet A.-S., « Lutter contre la misère, un chemin vers la paix », 20^{èmes} *Journées du livre contre la misère, Forum Ensemble contre l'Exclusion*, Paris, Cité des Sciences et de l'Industrie La Villette, 2-4 mars 2007.

Broutin C., « Améliorer la qualité des produits laitiers locaux par des démarches collectives », Atelier national de concertation sur les filières laitières : *la sécurisation des débouchés de la production nationale*, Dakar, 31 mai-1er juin 2007.

Broutin C., Duteurtre V., Tandia A., Touré B., François M., 2006, « Accroissement et diversification de l'offre de produits laitiers au Sénégal : la bataille industrielle du lait en poudre à Dakar et des mini-laiteries à la conquête des marchés des villes secondaires », Atelier sous régional « *Vers de nouvelles politiques laitières* », organisé par ISRA, Gret, IER, CIRDES, KARKARA, Bamako, juin 2006, 21 p. (www.repol.info).

Broutin C., Floquet A., Seck P., Tossou R., Edja H., 2005, « Agriculture et élevage face aux contraintes et opportunités de l'expansion urbaine : exploration autour des villes de Thiès et Mboro au Sénégal et d'Abomey-Bohicon et Parakou au Bénin », Communication à l'atelier *Agricultures et développement urbain en Afrique centrale et de l'Ouest*, Yaoundé, 30 octobre-3 novembre 2005, Cirad/MAE.

Broutin C., François M., Niculescu N., « Gestion de la qualité dans la transformation laitière : Expérimentation d'une démarche d'élaboration concertée de guides de bonnes pratiques d'hygiène au Sénégal et au Burkina », Atelier sous-régional *Vers de nouvelles politiques laitières*, Bamako, juin 2006, 9 p. Accessible sur : (www.repol.info), également sur le site du Gret et d'Infoconseil. **Prix Repol 2006 de la recherche-développement.**

Brun J.-M., "Criteria to assess if a specific product is ready to go for a GI registration", participation au séminaire organisé par le projet ECAP II *Geographical Indications In Cambodia*, Phnom Penh, 1st and 2nd October 2007.

Brun J.-M., "Presentation on the connection between Prey Nup polders rehabilitation project and land titling issues", participation au séminaire *Land titling and poverty reduction* (NGO Forum and CCC), Phnom Penh, Cambodia, 29th November 2007.

Castellanet C., Communication au Colloque Impact, Commentaires sur le rapport 2008 de la Banque mondiale *L'agriculture au service du développement*, novembre 2007.

Chetaille A., « Les ONG de développement prennent-elles en compte le changement climatique ? », *Journées de la coopération internationale et du développement*, DGCID, 17 juillet 2007.

Chetaille A., « Les réfugiés climatiques », Table ronde *Migrations et réfugiés climatiques*, Séance plénière organisée aux Journées d'été des Verts, 25 août 2007.

Chetaille A., Rynkiewicz C., 2006, "Poverty reduction, climate change mitigation and adaptation: the importance of intermediate public policies for technology appropriation". Conference "*The Future of Science, Technology and Innovation Policy: Linking Research and Practice*", SPRU 40th Anniversary Conference, Brighton (UK), 11-13 September 2006.

Chetaille A., Rynkiewicz C., 2006, "Poverty reduction, climate change mitigation and adaptation", poster présenté au séminaire: *5th International NCCR Climate Summer School Adaptation and Mitigation: Responses to Climate Change*, Bern (Suisse), 27 août-1^{er} septembre 2006.

Chetaille, A., "Climate Change: What Role for International Solidarity Organisations?". Atelier parallèle « Intégration de la dimension climat dans les projets et politiques de développement » organisé par le Ministère français des Affaires étrangères et européennes, *Conférence des Nations unies sur le changement climatique*, Bali, Indonésie, 3 décembre 2007.

Chetaille A., « Les ONG de développement et la lutte contre le changement climatique », Colloque d'Ingénieurs Sans Frontières *Quelles approches énergétiques en France et ailleurs ? Expériences et regards croisés de citoyens solidaires*, 24 mars 2007.

Clerc V., avec la collaboration de Rachmuhl V., « Les politiques de résorption de l'habitat informel à Phnom Penh, efficacité et limites de l'influence des réseaux et organisations inter-

nationales », 8^{ème} Conférence de N-AERUS (Network Association of European Researchers on Urbanization in the South) sur : *Le développement urbain induit par les organisations de base : Réalisations, Potentiels, Limites*, Londres, 6-8 septembre 2007.

Creusot A.-C., *Réflexion des ONG françaises sur leur implication en microfinance*, Luxembourg, Gret/Cerise, novembre 2007.

Dubois J.-L., Brouillet A.-S., Huyghebaert P., "Fragile States?... How can Fragility be Related to the Capability Approach?". *Human Development and Capability Association's Conference*, 7th edition, New York, September 2007.

Duteurtre G., Dieye P.N., Bonfoh B., Pocard Chapuis R., Broutin C., 2005, « Filières laitières et territoires : les espaces de l'UEMOA face à l'ouverture des marchés », Communication au *Symposium international sur le développement des filières pastorales*, Niamey, Niger, 21-27 février 2005.

Faivre-Dupaigre B., Hermelin B., Ribier V., 2006, « Quelles marges de manœuvre pour les produits agricoles sensibles dans le cadre des APE ? », Colloque « *Quel cadre pour les politiques agricoles, demain, en Europe et dans les pays en développement ?* », Pluriagri/Notre Europe/FARM, Paris, 27-29 novembre 2006.

Ferrand P., Fontenelle J.-Ph., Lassalle T., 2005, « Le périmètre irrigué de Mashushu, province du Limpopo, Afrique du Sud, comme étude de cas d'une transformation participative des institutions locales de gestion de l'eau », in Séminaire international *Pauvreté hydraulique et crises sociales : perspectives de recherche et d'action*, Université Ibn Zohr d'Agadir, Faculté des Lettres et des Sciences humaines d'Agadir, Ford Foundation, IRD, Agadir, Maroc, 11-15 décembre 2005, Vol. 2 : « Politiques hydrauliques et gouvernance », 18 p.

Hermelin B., « La libéralisation commerciale, accélérateur des transitions fiscales », Forum International *Équité et Développement. Des pratiques de mise en œuvre de l'équité*, HCCI, Paris, 6-7 novembre 2007.

Hermelin B., 2007, *Hausse des cours agricoles et recul de la faim dans les pays du Sud*, Table ronde organisée par le CFSI, Paris, 16 octobre 2007.

Hermelin B., discutante de l'intervention de David Dawe (FAO) sur Marché et politique : « Quelle combinaison optimale d'instruments selon les pays, les régions, les étapes du développement et les spécialisations ? ». Séminaire *Stabilisation des prix et gestion des risques en agriculture*, Paris, 15 janvier 2007.

Huyghebaert P., « L'impact des conflits armés sur les enfants », 3^{ème} séminaire *Enfance et développement : Travail des enfants et enfants des rues*, Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement (C3ED), Université de Versailles-St-Quentin-en-Yvelines (UMR IRD-UVSQ), 26 avril 2007.

Kelso A., Lassalle T., 2007, "GaMothiba community assessment of natural resources management: an action research case study, Limpopo Province, South Africa", Communication au séminaire REAL (Re-Hydrating Arid Lands), Université de Delft, 24-25 août 2005, 19 p.

Lagandré D., « Lomé, Cotonou et les APE, un changement majeur dans les relations UE-ACP », séminaire *Pour une Agriculture familiale et une alimentation durables dans le monde*, Lublin, Pologne, septembre 2007.

Lagandré D., « Un aménagement foncier peut-il diminuer les inégalités ? L'impact socio-économique du projet de réhabilitation des polders de Prey Nup, (Cambodge) », 1^{ères} journées INRA-SFER de recherche en sciences sociales, INRA-SFER, Paris, décembre 2007.

Lavigne Delville Ph., 2005, « Les diagnostics participatifs dans le cadre des projets de développement rural dans les pays en développement : postulats, pratiques et effets sociaux des PRA/Marp », Communication au colloque *Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative*, organisé par le LAIOS et l'AFSP, Paris, 20-21 janvier 2005.

Lavigne Delville Ph., 2006, « Reconnaître les droits coutumiers : propriété coutumière ou faisceaux de droits ? Cadres cognitifs, conception des droits et faisabilité politique de l'enregistrement des droits fonciers locaux en Afrique de l'ouest ». Colloque « *Les frontières de la question foncière : Enchâssement social des droits et politiques publiques* », Montpellier, 17-19 mai 2006.

Lavigne Delville Ph., 2006. "Securing Customary Rights on or out State Private Domain? Options and Issues on "Public" Land Management in French Speaking West Africa". *Conference on Land, Poverty, Social Justice and Development*, Den Hague, Institute for Social Sciences, 9-14 January 2006.

Lavigne Delville Ph., 2007, « Pour une anthropologie de la production des politiques publiques. Une première lecture de la réforme foncière rurale au Bénin ». Communication au *Colloque international de l'Apad Développement, libéralisme et modernité : Trajectoires d'une anthropologie du changement social*, Louvain-la-Neuve, Belgique, 13-15 décembre 2007.

Le Meur P.-Y., 2005, "Access to land, the production of 'strangers' and governmentality in central Benin", Panel "Land governance in Africa and the social embeddedness of property", *European Conference on African Studies*, AEGIS, London, 30 June-2 July 2005.

Le Meur P.-Y., 2006, « Anthropologie et développement : courtage, traduction, implication ». *Journées nationales des études africaines en France*, Réseau des études africaines, CNRS, Paris, 29 novembre-1^{er} décembre 2006.

Le Meur P.-Y., 2006, « Contrôle du travail et accès à la terre : mobilité et relations intergénérationnelles au centre du Bénin ». *Colloque international « Les frontières de la question foncière : enchâssement social des droits et politiques publiques »*, IRD-Agropolis (co-organisation : IIED, Institut Michelsen de Bergen, Gret, Université de Mayence, IAMM, Cnearc), 17-19 mai 2006.

Le Meur P.-Y., « Le développement comme enjeu et contexte ethnographique. Un exemple calédonien d'anthropologie appliquée ». Colloque international *Développement, libéralisme et modernité : trajectoires d'une anthropologie du changement social*, Apad, Musée royal de Tervuren et Université Catholique de Louvain-la-Neuve, Belgique, 13-15 décembre 2007.

Lebret M.-C, *Atlas régional sur l'accès aux services énergétiques*, Mise en œuvre du Livre Blanc pour l'accès aux services énergétiques, Lomé, Togo, 12-15 novembre 2007.

Lemoine F., Intervention dans l'atelier thématique « Comment accéder aux financements de l'aide extérieure de l'UE ? La pratique », 22^{ème} édition des *Journées de la Coopération internationale et du développement*, organisées par le MAEE/DGCID, Paris, Palais des Congrès, 17 juillet 2007.

Noisette P., Rachmuhl V., 2006, « La coopération décentralisée, un modèle émergent de coopération ? », Colloque « *La coopération décentralisée change-t-elle de sens ?* », Cités Unies France et le Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne, Paris, 22-23 novembre 2006.

Sablayrolles Ph., Kibler J.F, Castellanet C., 2006, « Vers une nouvelle politique forestière en Amazonie brésilienne ? Des expériences innovantes dans le Para et l'Amazonas ». *Colloque GECOREV (Gestion Concertée des Ressources Naturelles et de l'Environnement)*, C3ED/IRD/Gret, Saint-Quentin-en-Yvelines, 26-28 Juin 2006.

Somphone D., 2007, "The First PPP in Urban Water Supply Sector in Lao P.D.R", *International Conference on Water Management and Technology Application in Developing Countries*, Malaysian Water Association, Kuala Lumpur, May 2007.

Sylvander B., François M., Persillet V., Sirieix L., "Consumer competence and loyalty in a highly uncertain market: a novel learning mechanism in relation to organic farming", in *International Scientific Conference on Organic Agriculture*, Adelaide, Éditions Ifoam, 2005.

Virabouth N., 2007, « Quelle maîtrise des biens publics mondiaux ? Les partenariats public-privé », Séminaire *Rencontre Mondiale Démocratie Participative*, Région Rhône-Alpes, Lyon-Grenoble, décembre 2007.

Virabouth N., 2007, "The First PPP in Urban Water Supply Sector in Lao P.D.R", Seminar *The third Governing Board of Southeast Asian Water Utilities Network*, SEAWUN, Kuala Lumpur, June 2007.

Virabouth N., Naulet F., Gin Taud, Monvois J., 2007, « La coopération décentralisée au service d'actions innovantes », Colloque *Solidarité Eau. Pourquoi pas vous ?*, AFD/SEDIF, Paris, mars 2007.

Wagner A., 2006, « L'impact des propositions du Doha Round pour les perdants de la libéralisation : sont-elles suffisantes ? Vont-elles dans la bonne direction ? ». Séminaire *Carnegie Endowment for International Peace*, Washington, 6 September 2006.

Deux colloques internationaux sur le foncier et la gestion des ressources naturelles

En 2006, le Gret a été coorganisateur et a fortement participé à deux colloques internationaux sur le foncier et la gestion des ressources naturelles :

- « *Les nouvelles frontières de la question foncière* », Montpellier, 17,18 et 19 mai 2006 (co-organisé par IRD, IAM/Ciheam, Ensam, Inra, Cnearc, Cirad, Gret, UMR Moisa, Eped, IUED, IIED, Université de Mayence, CMI Bergen, Plass Université de Western Cape). Membre du comité scientifique et du comité d'organisation, le Gret a organisé le thème sur la reconnaissance des droits coutumiers, animé trois panels, participé à une des table-rondes finales. Disponible sur le site : http://www.mpl.ird.fr/colloque_foncier/

- « *Gestion concertée des ressources naturelles et de l'environnement, du local au mondial : Pour un dialogue entre chercheurs, société civile et décideurs* », Saint-Quentin-en-Yvelines, 26-27-28 juin 2006 (co-organisé par le Gret, l'Université de Versailles/Saint-Quentin-en-Yvelines, le C3ED et l'IRD. Le Gret avait des membres dans le comité scientifique, il a co-organisé le colloque, co-organisé et co-animé trois panels. (<http://www.c3ed.uvsq.fr/cdgecorev/fr/index.html>).

Publications du réseau Impact

Brouillet A.-S., Héraud-Arouna M., Huyghebaert P., coord., 2007, *Modalités de dialogue entre société civile et État pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques de réduction de la pauvreté et des inégalités*, Document de travail du Réseau Impact, 101 p.

Brouillet A.-S., Huyghebaert P., « Protection sociale et approche par les droits, une contribution du Réseau Impact », intervention au cycle *Croissance - Vulnérabilité - Assurance* du Réseau des Économistes de l'AFD, Paris, 14 mai 2007.

Cartier-Bresson J., Réseau Impact, 2006, *AIPS ou l'analyse des impacts sur la pauvreté et sur le social. Une première revue*, Document de travail réalisé par Fertel C., Foch A., Négui A., avec la participation de Reboud V., en collaboration avec Brouillet A.-S. et Lévy M., 57 p.

Centre de Recherche de l'IEDES (CRI), Réseau Impact, 2006, *Analyse et comparaison des systèmes de protection sociale du monde en développement. Eléments de typologie et de méthode*. Document de travail réalisé par Destremau B. et Lautier B., avec la participation de Neu E., en collaboration avec Brouillet A.-S. et Lévy M., 23 p.

Collectif, octobre 2007, *Rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde 2008*, Note de lecture du Réseau Impact, MAEE-DGCID, collection Partenariats, la Documentation française, 91 p.

DGCID, 2006, *Commentaire du rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde 2006. Équité et développement*. Note de lecture établie par le Réseau Impact, MAE, La Documentation française, 39 p.

Huchon J., Réseau Impact, 2007. « Les inégalités sont-elles facteurs de fragilité ? », réalisé en collaboration avec Brouillet A.-S. et Lévy M., in : Châtaigner J.-M., Magro H., (dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, pp. 75-89.

Huyghebaert P., 2006, « Lutte contre la pauvreté et droits de l'Homme : une étude du Réseau Impact, Terre des Hommes France et de la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Présentation du cadre de l'étude », *Second Forum Mondial des Droits de l'Homme*, Nantes.

IRAM, Réseau Impact, 2006, « Évaluation du Contrat de désendettement et de développement (C2D) Mozambique », DGCID MAE, *Évaluations* n°88, 104 p.

Autres réseaux

Le Gret coordonne également la publication des bulletins suivants (accessibles sur le site internet du Gret) :

- Bulletin d'information BDS : l'actualité du service aux entreprises : deux numéros en 2006 ;
- Bulletins BIM (bulletins d'information du mardi), site www.lamicrofinance.org : 39 numéros en 2006.

II. POLITIQUE EDITORIALE ET PUBLICATIONS DU GRET DE 2005 A 2007

Les ouvrages du Gret répondent à une double fonction :

- ▷ capitaliser, valoriser et diffuser les connaissances sur les méthodes et techniques de développement. Les documents édités par le Gret reposent sur des analyses des projets et des pratiques de terrain ;
- ▷ donner aux opérateurs les référentiels leur permettant de faire des choix et de faciliter leurs prises de décision.

Ces publications s'attachent à donner les informations et analyses nécessaires pour permettre d'opérer des choix (techniques, économiques, organisationnels, etc.) en connaissance de cause. Les sujets abordés sont traités de façon pluridisciplinaire, combinant les approches économique, sociale et technique. Ils mêlent apports de connaissances et études de cas, conseils méthodologiques et informations pratiques. Le catalogue du Gret compte 140 titres.

■ Collection Guides pratiques

Agriculture et OMC en Afrique : comprendre pour agir (également en version anglaise)

Ouvrage collectif. Sous la coordination de Marie-Christine Lebret et Arlène Alpha. 2008, Paris, Éditions Gret, CTA, Ministère des Affaires étrangères et européennes, collection Guide pratique, 208 p.

L'organisation mondiale du commerce (OMC) définit des règles en matière de commerce international des biens et services, qui ont des conséquences sur les politiques nationales. Lieu de décision qui se veut démocratique, l'OMC est un espace de confrontation entre des pays aux poids socio-économiques et politiques différents ainsi qu'aux intérêts divergents. Depuis toujours, les pays africains peinent à participer à cette organisation, au risque de se voir imposer des règles multilatérales inadéquates en matière d'élaboration de politiques publiques. Dans le domaine de l'agriculture, secteur socio-économique essentiel en Afrique, les choix faits à l'OMC sont d'une importance majeure en matière de développement.

Cet ouvrage fournit des éléments de compréhension du fonctionnement des institutions et des accords de l'OMC qui concernent le secteur agricole. Il propose aux responsables d'organisations de la société civile d'Afrique subsaharienne des outils pour mieux prendre la mesure de l'enjeu et des moyens de la participation au commerce mondial. Organisé autour de textes descriptifs et factuels, l'ouvrage est ponctué de définitions et illustré par des expériences concrètes.

■ Collection Études et travaux

La recherche coactive de solutions entre agents de développement et agriculteurs

Jean-Pierre Darré, 2006, Paris, Éditions Gret-Cnearc-Gerdal, Études et travaux n°28, 112 p.

Bien que se voulant une alternative aux démarches de vulgarisation agricole fondées sur la diffusion de techniques d'intensification, les approches participatives ont eu tendance à conserver des relations asymétriques entre agents de développement et paysans. Elles aboutissent trop souvent à des diagnostics biaisés, reproduisant autant le point de vue de l'animateur que

celui des paysans concernés. La démarche présentée ici, la recherche coactive de solutions, tente de lever les ambiguïtés de ces démarches participatives. Elle est le fruit d'un travail mené par le Gerdal depuis une vingtaine d'années en France et ailleurs. L'auteur part de la pertinence des savoirs pratiques des paysans, partagés au sein de réseaux de producteurs et qui renvoient à des normes portées par le groupe. C'est donc au niveau des groupes d'agriculteurs que peut se travailler la recherche de solutions, à condition qu'une « aide méthodologique » permette aux agriculteurs d'élaborer leurs propres réponses à ce qui leur pose problèmes. L'auteur présente ici les fondements de la démarche et des éléments de méthode pour la mettre en œuvre.

Alimentation infantile au Vietnam. Dix ans d'actions et d'enseignements du programme Fasevie

Olivier Bruyeron, Nguyen Cong Khan, Jacques Berger, Bertrand Salvignol, Chantal Monvois, Serge Trèche, 2006, Paris, Éditions Gret, Études et Travaux n°29, 176 p.

Afin de contribuer à la réduction durable de la malnutrition infantile au Vietnam, un programme de recherche-action, Fasevie (partie du programme Nutridev), a été mis en place conjointement par l'Institut de recherche pour le développement et le Gret et mené en partenariat avec différents organismes vietnamiens aux niveaux national et provincial. Dans ce livre, l'équipe Fasevie relate l'expérience de ce programme débuté en 1994. Après une présentation du contexte initial et une explication des choix stratégiques ou techniques effectués, les auteurs décrivent les actions réalisées et les résultats obtenus. Des encarts méthodologiques explicitent et proposent des démarches plus générales avec leurs intérêts et leurs limites. Il est également fait référence aux outils pratiques utilisés par le programme (techniques d'enquêtes, techniques marketing, etc.). Ce livre s'adresse à un public large d'acteurs de la nutrition dans les pays en développement soucieux de prendre connaissance des savoir-faire testés et validés par Fasevie, afin de les utiliser dans le cadre de la mise en place ou de l'extension de leurs propres programmes, au Vietnam ou dans d'autres contextes.

Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne

Cécile Broutin et Nicolas Bricas, 2007, Paris, Éditions Gret, Études et Travaux n°30, 128 p.

Sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté et les inégalités sont deux objectifs primordiaux de la coopération internationale pour le développement en Afrique subsaharienne. Les interventions qui en relèvent tiennent peu compte du rôle et du potentiel que représentent les micro et petites entreprises agroalimentaires. Or, ces activités marchandes se sont considérablement développées pour approvisionner les marchés urbains. Elles fournissent aux citoyens des produits adaptés à leur pouvoir d'achat, à leurs habitudes alimentaires et à leurs modes de vie. Elles représentent des milliers d'emplois, surtout pour les femmes qui y valorisent leur savoir-faire. À partir d'une typologie du secteur et d'une grille d'analyse originales, les auteurs étudient le rôle et les contraintes de ces entreprises, illustrés par de nombreux exemples. Cette étude formule des propositions pour une meilleure valorisation du potentiel de ce secteur et propose des démarches, méthodes et indicateurs pour rendre plus explicites les critères de lutte contre la pauvreté dans les projets.

■ Collection Foncier

La gestion décentralisée des ressources pastorales de la commune de Kouri. Association agriculture/élevage, Organisation paysanne et négociation dans le Minyankala (Sud-Est du Mali)

Peter Hochet, mai 2005, Paris, Éditions Gret, Inter Coopération, Claims, 100 p.

Face aux risques de surexploitation des ressources naturelles, ou aux conflits entre usagers, les intervenants de développement prônent la négociation de règles de gestion des ressources, en vue d'une pacification des relations entre acteurs et d'une exploitation plus durable. À Kouri, l'ONG Inter Coopération a appuyé l'implication de la Coopérative des agro-éleveurs dans le Schéma d'aménagement pastoral dont elle a accompagné la mise en place. Mais quelle est l'effectivité de la coopérative dans la régulation des conflits et dans la définition des aménagements ? Plus largement, quels sont dans cette zone les enjeux de la coordination entre acteurs autour des ressources pastorales ? Cette étude replace l'intervention du projet dans l'histoire et l'ethnographie de l'agropastoralisme et des migrations peules. Elle analyse les situations de négociation et étudie la dynamique interne de la Coopérative des agro-éleveurs et l'influence qu'a eu le projet sur elle.

■ Collection électronique Études et travaux en ligne

L'appui aux capacités paysannes d'innovation : analyse d'expériences

Pascal Bergeret (coord.), 2005, Paris, Éditions Gret, Études et Travaux en ligne n°1, 69 p.

Cet ouvrage s'intéresse à l'appui à l'innovation paysanne, c'est-à-dire aux capacités d'innovation des petits producteurs familiaux (innovations techniques, au sein des systèmes de production, mais également institutionnelles, organisationnelles, etc.). Pour améliorer leurs conditions de vie, s'adapter aux changements de leur environnement, saisir de nouvelles opportunités, les paysans innover, modifient leurs pratiques. Comment appuyer les producteurs dans leurs capacités d'innovation ? L'objectif de cet ouvrage est de rendre compte des évolutions récentes en termes de méthodes et pratiques d'appui aux producteurs et de situer les interventions du Gret, dans le panorama de ces évolutions. Il dégager un certain nombre de principes pour l'intervention et précise notre position dans les débats du moment, notamment ceux touchant aux démarches participatives, à la prise en compte des systèmes de connaissance paysans et aux rapports entre les paysans et les techniciens.

Financer le développement de l'électrification rurale

René Massé, 2005, Paris, Éditions Gret, Études et Travaux en ligne n°2, 108 p.

L'accès à l'électricité représente une amélioration massive des conditions de vie. Des solutions technico-économiques et institutionnelles originales émergent pour équiper les zones rurales difficilement raccordables au réseau national. L'extension de l'électrification demande une volonté politique et des investissements publics. Les besoins en financement dépassent les ressources publiques disponibles. Dès lors, comment financer le développement de l'électrification rurale ? À partir de son expérience sur cette question, René Massé explicite dans ce texte en quoi un investissement public est nécessaire, quand bien même les réseaux sont gérés par des opérateurs privés. Il propose la mise en place d'un mécanisme de financement, couplant subvention et crédit, au service de la politique nationale d'électrification et décrit les grands principes et l'architecture de tels mécanismes, puis en détaille les règles de financement.

Comment se sont-ils électrifiés ? Deux études de cas de politique nationale d'électrification : France, États Unis

René Massé, 2005, Paris, Éditions Gret, Études et travaux en ligne n°3, 79 p.

Dans de nombreux pays en développement, des politiques d'électrification rurale sont en cours d'élaboration, sur la base d'un ensemble d'expériences et de références des dix dernières années. De nombreuses questions sont en débat, sur les types d'opérateurs à privilégier, sur le rôle de l'État et des collectivités territoriales, sur l'unicité ou non des tarifs et les normes techniques, sur les avantages et limites de réseaux décentralisés, etc. Dans ces débats, certains points de vue mettent l'accent sur des logiques exclusivement privées. D'autres prônent une gestion publique et un fort investissement de l'État. Pour éclairer ces débats, il est utile de revenir sur l'histoire de l'électrification rurale, là où elle s'est généralisée, sur sa genèse, son extension. Deux études de cas sont ici rassemblées : l'une sur la France et l'autre sur les États Unis qui mettent en lumière des éléments peu connus sur ces questions.

The Local Politics of Land and Water: Case Studies from the Mekong Delta

Pierre-Yves Le Meur, avec Damien Hauswirth, Timothée Leurent et Pascal Lienhard, 2005, Paris, Éditions Gret, Études et travaux en ligne n°4, 70 p., en anglais.

Ce texte traite dans une perspective historique des relations entre acteurs individuels et collectifs de la gestion locale de l'eau dans le delta du Mékong au sud du Vietnam. Il s'agit d'identifier et d'analyser la genèse et le fonctionnement des arrangements institutionnels, formes organisationnelles, règles, normes et contrats réglant l'accès aux ressources naturelles, en particulier l'eau et la terre, dans un contexte de colonisation agraire et d'ancrage progressif de l'État. L'accent est entre autres mis sur les conflits, les raisons de leur émergence ou de leur absence, les acteurs impliqués, les modalités de règlement et le rôle des autorités dans l'arbitrage des disputes. L'analyse de ces processus passe par l'exploration et la compréhension des logiques paysannes, des changements et innovations dans les systèmes d'activité agricole, de l'insertion des agricultures dans un réseau de liens sociaux et économiques avec des entrepreneurs fournisseurs de services agricoles.

Mutualiser les risques sanitaires ou financer le conseil en élevage : l'expérience d'assurance-conseil menée au Nord Vietnam (1999-2003)

Patrice Lamballe, Pierre-Michel Rosner, 2005, Paris, Éditions Gret, Études et Travaux en ligne n°5, 60 p.

Les risques climatiques et sanitaires sont un des freins à la production agricole et aux revenus des agriculteurs. En élevage, perdre un animal, c'est perdre le capital qu'il représente, et les sommes investies pour l'élever. Ce texte présente une expérience novatrice d'organisation de petits producteurs vietnamiens pour mutualiser les risques sanitaires de leur cheptel porcin. Cette expérience a débouché sur la mise en place d'un service local de conseil zootechnique et vétérinaire dont la spécificité est qu'une grande partie des coûts est couverte par les petits producteurs eux-mêmes. L'objectif de ce document est d'analyser la démarche suivie et les résultats obtenus.

Un projet d'électrification rurale en Mauritanie (1995-2000). Alizés Électrique : histoire et enjeux d'une tentative de construction d'un service durable

Sarah Matthieussent, Rodolphe Carlier, Philippe Lavigne Delville, 2005, Paris, Éditions Gret, Études et travaux en ligne n°6, 154 p.

Entre 1995 et 2000, le Gret a conçu et mis en œuvre un projet d'électrification décentralisée en Mauritanie, le projet « Alizés Électrique ». Cette expérience d'électrification décentralisée,

nouvelle pour la Mauritanie, paraissait prometteuse, mais une succession d'aléas institutionnels a empêché la poursuite des actions de terrain après seulement deux ans d'intervention. L'effondrement du dispositif a été progressif au fur et à mesure de pannes qui s'accumulaient sans que les responsables locaux arrivent à y faire face faute d'un dispositif de maintenance qui n'avait pu être mis en place par manque de temps. Pour comprendre les causes de cet échec, les auteurs reviennent sur le déroulement historique du projet et questionnent les choix techniques et institutionnels qui ont été faits.

La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal. Vers des politiques municipales incluant les quartiers périphériques

Julien Rouyat, Cécile Broutin, Virginie Rachmuhl, Ahmed Gueye, Valentina Torrasani, Ibrahima Ka, 2006, Paris, Éditions Gret, Études et travaux en ligne n°8, 91 p.

La gestion des déchets ménagers solides est un défi majeur pour les municipalités sénégalaises. Elles rencontrent d'importantes difficultés pour assumer correctement ce service : une partie importante du territoire urbain demeure peu ou pas desservie par les dispositifs de collecte ; les initiatives privées ou associatives de pré-collecte restent insuffisamment articulées avec le service communal ; la privatisation complète du service ne résout pas la question des quartiers populaires. Dès lors, sur quelles bases fonder des politiques communales efficaces ? Cette publication est le fruit d'une capitalisation d'expériences menée par le Gret, LVIA et Pacte. Elle analyse les conditions de viabilité des systèmes de pré-collecte et des dispositifs municipaux de gestion des ordures ménagères dans 11 villes secondaires du Sénégal et formule des recommandations sur la gestion de la filière, son organisation générale et sur les relations entre les différents acteurs.

Towards co-management of hydro-agricultural infrastructures: lessons learnt from the Prey Nup Project in Cambodia

Jean-François Kibler, Catherine Perroud, 2006, Paris. Éditions Gret, Études et travaux en ligne n°7, 71 p.

Numerous public hydro-agricultural infrastructures around the world are in crisis. Today, there is a consensus in favour of combining the rehabilitation of infrastructures with the transfer of responsibility for these infrastructures to farmers' organisations using participatory methods. Launched in 1998, the Prey Nup polder rehabilitation project is the first management transfer experiment in Cambodia. It used experimental methods to combine physical rehabilitation/upgrading, land tenure securitisation, and agricultural development support in an associative construction process. This experience shows that the construction of a local capacity for management is a process that undergoes crises, faces challenges, and requires strategic steering. It shows that lasting management does not grow out of State withdrawal, but rather results from the construction of co-management shared by the State and local organisations based on a clear legal and contractual framework and State support for local regulation capacities. This document is a translation of an excerpt of the book « Vers une cogestion des infrastructures hydro-agricoles. Construction associative et réhabilitation de polders : l'expérience du projet Prey Nup au Cambodge », published in 2005 by Éditions du Gret.

Insertion institutionnelle et intervention technique : le cas du programme Alizés Sénégal

Clément Repussard, 2007, Paris, Éditions Gret, *Études et travaux en ligne* n°9, 85 p.

À travers l'exemple d'un programme d'accès à l'eau potable en milieu rural au nord-est du Sénégal, Alizés Sénégal, cette étude se propose de montrer comment cette insertion institutionnelle a été négociée, quels en sont les effets sur les dynamiques politiques et institutionnelles de différentes échelles dans lesquelles s'est inscrit le projet, et les limites.

Microcrédit et changement social au Myanmar (Birmanie). Une étude anthropologique et économique dans l'État Chin

Grégoire Danel-Fédou, François Robinne, 2007, Paris, Éditions Gret, *Études et travaux en ligne* n°10, 178 p.

En matière de microfinance, rares sont les études d'impact qui replacent l'offre de crédit et la façon dont les clients l'utilisent dans un contexte socioéconomique plus large. Dans cette étude, portant sur un projet mené par le Gret dans l'État du Chin en Birmanie, les auteurs analysent les stratégies économiques familiales et le rôle qu'a eu l'accès au crédit dans les trajectoires familiales. L'offre de microcrédit s'avère avoir stimulé l'extension du commerce et du maraîchage, favorisé la mutation de l'élevage et augmenté l'insertion de la société locale dans l'économie marchande.

L'animation dans un programme de développement urbain. Approche et expériences de la composante Appui aux activités communautaires du programme Twize en Mauritanie

Laetitia Morlat, Moussa Abdoulaye, 2007, Paris, Éditions Gret, *Études et travaux en ligne* n°11, 80 p.

Le travail d'animation demande d'avoir la capacité à se positionner au sein d'une arène politique et sociale et d'adapter son attitude en fonction des réactions des acteurs en présence. Ainsi, les animateurs de la composante Appui aux activités communautaires et projets de quartier du programme Twize, programme de développement urbain mis en œuvre à Nouakchott, ont pour mission de travailler au plus près des habitants des quartiers d'intervention. Leur rôle est de susciter une dynamique de développement et d'appuyer les autres composantes du programme dans leurs activités. Leur action a un caractère quotidien, polyvalent, variable en fonction des situations, parfois difficilement palpables et quantifiables en termes de réalisations.

Après quatre années d'activité, un travail de capitalisation a permis de formaliser et de mettre en perspective la pratique professionnelle de l'équipe. Le résultat obtenu est un bilan et une évaluation de la démarche entreprise, avec ses acquis et ses faiblesses. Au-delà, cette analyse permet de formaliser les pratiques et les méthodes des animateurs intervenant en milieu urbain. Elle participe ainsi au processus de professionnalisation du métier d'animateur urbain.

Réhabilitation des polders, croissance agricole et inégalités. L'impact socio-économique du projet Prey Nup (Cambodge) : document de synthèse

Damien Lagandré, Philippe Lavigne Delville, 2007, Paris, Éditions Gret, *Études et travaux en ligne* n°12, 36 p. (édité également en anglais en khmer).

La maîtrise de l'eau est une priorité du gouvernement cambodgien pour accroître la production agricole du pays et lutter contre la pauvreté. Le projet de réhabilitation des polders de Prey Nup, démarré en 1998 dans la région de Sihanoukville, s'inscrit dans ce cadre. Après huit ans, les résultats techniques sont impressionnants : 10 500 hectares de rizières réhabilitées, 2 700

hectares remis en culture, des rendements en riz passés de 1,6 à 2,7 t/ha. Aujourd'hui, une Communauté d'usagers des polders, élue, est capable de gérer et d'entretenir les infrastructures. L'augmentation massive de la production de riz est nette. Mais, dans un contexte cambodgien marqué par la croissance des inégalités foncières et économiques, on peut s'interroger sur les impacts socio-économiques de cette augmentation : quelle a été la répartition des bénéfices au sein de la population ? La réhabilitation a-t-elle significativement modifié la situation économique des ménages ? A-t-elle accru ou réduit les inégalités économiques ? Quels en sont été les effets induits, en termes d'accès à la terre et de différenciations sociales ?

Le texte complet de l'étude d'impact a également été publié en 2007 dans la collection *Études et travaux en ligne*, sous le n°15.

La lutte contre le changement climatique : quel rôle pour les organisations de solidarité internationale ?

Anne Chetaille, 2007, Paris, Éditions Gret, Études et Travaux en ligne, n°16, 76 p.

Les acteurs de développement ont longtemps considéré le changement climatique comme un problème d'environnement mondial, nécessitant une action dans les pays du Nord et étant moins prioritaire que la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, ils s'interrogent sur les liens entre l'aide publique au développement et les politiques climatiques. Les politiques, programmes ou projets de développement, parce qu'ils peuvent infléchir les trajectoires de développement et intervenir sur les conditions de vie des populations au Sud, ont en effet un lien avec la lutte contre le changement climatique. L'intégration de cette problématique dans les projets de développement apparaît alors comme un nouveau défi. Les agences de coopération s'en sont déjà emparées notamment afin de contribuer à la réduction des effets du changement climatique sur les populations. Mais qu'en est-il des organisations de solidarité internationale ? Dans quelle mesure ces organisations contribuent-elles à la lutte contre le changement climatique ? Quel peut être leur rôle ? Telles sont les questions auxquelles le Gret a tenté de répondre à travers une enquête réalisée auprès d'une trentaine d'organisations françaises de solidarité internationale.

■ **Collection Réussir en agroalimentaire, en coédition avec le CTA**

Créer et gérer une petite entreprise agroalimentaire

Peter Fellows et Barrie Axtell, coord., janvier 2006, Paris, Éditions Gret, CTA, 264 pages, traduit et adapté de l'anglais.

Pour ceux qui souhaitent créer une entreprise, le secteur de la transformation alimentaire offre des opportunités intéressantes, susceptibles de générer des revenus à partir de ressources disponibles localement. Toutefois, le chemin qui mène au succès est semé d'écueils. Les entrepreneurs doivent posséder non seulement le savoir-faire technique nécessaire, mais également des compétences en gestion, en marketing et en relations publiques, ainsi qu'un excellent sens de la relation avec la clientèle. Ce manuel explique comment développer ou parfaire ces compétences. Les thèmes abordés comprennent les contrats avec les fournisseurs et les détaillants, les exigences légales, la planification et la gestion financière, la tenue des comptes et l'archivage des données, ainsi que la gestion d'entreprise.

Créer et gérer une petite minoterie ou une boulangerie-pâtisserie

Collectif, 2007, Paris, Éditions Gret, Collection Réussir dans l'agroalimentaire, 248 p.

Pour qui veut créer une entreprise, le secteur de la transformation alimentaire offre des opportunités intéressantes, susceptibles de générer des revenus à partir de ressources disponibles localement. Toutefois, le chemin qui mène au succès est semé d'écueils. Au-delà du savoir-faire technique, un entrepreneur doit avoir des compétences en gestion, en marketing et un excellent sens du service à la clientèle. Tous ces aspects sont abordés dans le volume 1 de la collection : « Créer et gérer une petite entreprise agroalimentaire ». Complémentaire de ce 1^{er} ouvrage, ce manuel décrit le traitement des céréales depuis la mouture jusqu'à la cuisson. Il présente différents produits de minoterie et de boulangerie-pâtisserie ainsi que leurs débouchés, les équipements et les infrastructures nécessaires et le contrôle qualité pour chaque procédé de transformation. Il est le fruit d'un travail collectif mené par des praticiens qui interviennent dans le secteur de la transformation à petite échelle des produits alimentaires. Il sera suivi par des ouvrages qui traiteront de la transformation d'autres produits : la viande, le poisson, les produits à base de lait, les fruits et légumes.

■ **En coédition avec Karthala**

Jardins et rizières du Cambodge. Les enjeux du développement agricole

Didier Pillot, 2007, Paris, Éditions Gret et Karthala, collection Économie et développement, 522 p.

Vingt cinq ans après les Khmers rouges, le Cambodge a opéré sa reconstruction. Pour les dix millions de paysans du pays, la question est maintenant de savoir dans quelle mesure ils seront les acteurs du développement de demain. L'agriculture peut-elle être le moteur de véritables progrès dans un monde plus ouvert et plus concurrentiel ? Et de quelle agriculture s'agira-t-il ? Cet ouvrage s'appuie sur les nombreux travaux menés par le Gret au Cambodge depuis le début des années 1990, mais qui restaient inaccessibles au public ou indisponibles pour les professionnels du développement rural. Le milieu naturel, l'histoire agraire, l'insertion dans l'économie régionale, les structures des exploitations familiales, les grands systèmes agraires régionaux, les expériences d'organisation et d'aménagement tentées ces dernières années dessinent les cadres des possibles.

Richement illustrées de cartes, figures et photos, données originales de terrain, l'ouvrage fait l'inventaire des forces et des faiblesses de cette agriculture à l'aube du XXI^e siècle et offre un regard d'ensemble sur les possibilités de développement.

■ **Collection Coopérer aujourd'hui**

S'engager auprès d'une institution de microfinance en crise : entre audace et prudence, premiers repères méthodologiques

Frédéric de Sousa Santos, 2005, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°42, 28 p.

Une dizaine d'années après le boom de la microfinance, un certain nombre d'institutions de microfinance sont en crise. Cette situation crée un nouvel enjeu : celui de l'appui au redressement d'IMF en crise. C'est un métier nouveau : on intervient dans une IMF qui a ses acteurs, son histoire, ses règles de fonctionnement ; il faut construire le consensus sur le changement.

Quand et comment peut-on s'engager dans une opération d'appui au redressement ? Quelles en sont les principales difficultés ? Quelles compétences nouvelles faut-il développer ? Ce texte propose des premiers enseignements tirés de quelques expériences d'appui au redressement.

Représenter la logique d'un projet pour mieux en débattre. Un outil pour faciliter la conception, la présentation et la conduite d'un projet. Les « tableaux logiques simplifiés »

Daniel Neu, 2005, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°43, 45 p.

Représenter de façon synthétique la logique interne d'un projet est un exercice utile, voire indispensable : pour le concevoir, pour le présenter à d'autres acteurs, pour le piloter. Cela permet de confronter les points de vue et analyses des acteurs concernés, de se mettre d'accord sur ce que l'on veut faire et comment. « Le tableau logique » est un outil polyvalent et souple d'utilisation. Pratique, il peut avoir sa place dans la boîte à outils des acteurs de tout projet. Mais il se suffit rarement à lui-même : il sert aussi à fabriquer d'autres outils utiles à la programmation, au suivi et à l'évaluation de projet. Il facilite la construction de « cadres logiques » des bailleurs de fonds.

Les enjeux du management interculturel dans les projets de coopération au développement : une question sous-estimée ?

Sylvie Chevrier, Philippe Lavigne Delville, 2005, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°44, 24 p.

Tout projet de coopération au développement implique un travail en commun au sein d'équipes mixtes d'un point de vue culturel (culture nationale, professionnelle, d'entreprise, etc.), ou entre équipes d'organisations partenaires, relevant d'univers culturels différents. L'interculturalité est donc au cœur de l'action de coopération. Pourtant, elle est peu ou pas posée en tant que telle, malgré les fréquents malentendus et incompréhensions mutuels. Ne faut-il pas expliciter cette dimension, pour construire ensemble des modes de management négociés, ancrés dans les ressources des cultures ?

Concevoir une démarche de développement local : l'élaboration de la stratégie initiale du volet « développement local » d'un projet de sécurité alimentaire dans l'Androy (sud de Madagascar)

Jean-François Kibler et Catherine Perroud, 2005, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°45, 76 p.

Pour renforcer la capacité des populations locales à définir et réaliser les équipements et infrastructures dont elles ont besoin, les projets de développement local combinent dispositif d'appui aux organisations locales et mécanismes de financements. Au-delà de ce concept global, les choix et les modalités de mise en œuvre sont très variés : reprise d'un concept à la mode, adaptation au contexte, options stratégiques différentes, etc.

Restituant le processus d'élaboration de la stratégie initiale d'un projet de développement local dans le Sud de Madagascar, ce texte donne à voir la façon dont ces choix ont été faits, les options prises, les raisons des choix, les mettant en regard des résultats d'une première série de réalisations. Il souhaite ainsi contribuer à la réflexion sur la conception des projets.

Pour des démarches qualité dans les Organisations de Solidarité Internationale. Réflexions et éléments méthodologiques pour mettre en place une démarche qualité appropriée au secteur

Anne-Catherine Yon (COMETE International), février 2006, Paris, Éditions Gret, *Coopérer aujourd'hui* n°46, 57 p.

Lors d'une mécanique bureaucratique, une politique qualité est avant tout une démarche continue et structurée d'amélioration, sur un certain nombre de critères jugés essentiels pour l'organisation et cohérents avec son éthique et sa mission. Ce texte souhaite favoriser la réflexion des ONG intéressées à formaliser et mieux structurer la façon dont elles assurent la qualité de leurs actions. À partir d'une conception pragmatique de la qualité, il présente les démarches actuelles dans le secteur de la coopération, et propose une démarche concrète pour définir et mettre en œuvre sa propre démarche qualité.

Des outils pour programmer, suivre, évaluer et présenter ses projets. Faciliter la mise en débat et se référer aux objectifs initiaux à chaque étape d'un projet (les « Tableaux logiques simplifiés », Tome 2)

Daniel Neu, avril 2006, Paris, Éditions Gret, *Coopérer aujourd'hui* n°47, 78 p.

Les tableaux logiques simplifiés permettent de représenter de façon synthétique la logique interne d'un projet. Ils sont très utiles pour débattre avec les parties prenantes lors de la préparation d'une intervention et pour s'accorder clairement sur ses objectifs et sur la façon de les atteindre. Ils peuvent aussi servir pour élaborer des outils, pour planifier et programmer l'action, concevoir un dispositif de suivi évaluation, préparer une évaluation, présenter un projet selon les normes d'un bailleur. Il ne s'agit pas de recettes à destination de techniciens solitaires, mais bien d'outils qui facilitent d'une part la mise en débat entre parties prenantes, et d'autre part la cohérence, avec les objectifs initiaux, des pratiques des différents acteurs concernés, à chaque étape de la démarche projet.

L'intervention sociale comme processus d'apprentissage

(Traduction de D. Korten (1980), "Community Organization and Rural Development: A Learning Process Approach", *Public Administration Review*, september-october 1980), juin 2006, Paris, Éditions Gret, *Coopérer aujourd'hui* n°48, 41 p.

Le succès d'une action de développement ne tient pas tant à sa programmation rigoureuse qu'au processus par lequel se construit l'adéquation entre l'offre d'appui et les situations locales et les aspirations des acteurs. Dès lors, aux projets "blue-print" soigneusement définis *a priori*, il faut préférer les processus d'apprentissage, apprenant à partir des essais et erreurs, et construisant en même temps les savoir-faire et les dispositifs organisationnels pertinents. Apprendre à être efficace, apprendre à être efficient, apprendre à changer d'échelle sont trois étapes de tels processus. Les sciences sociales ont un rôle important à y jouer. Telles sont les leçons que tirait David Korten, en 1980, de cinq remarquables expériences en Asie. Elles sont toujours valables aujourd'hui.

Mais pourquoi les « bénéficiaires » ne paient-ils qu'une partie de leur contribution financière ? Pauvreté, confiance et règles du jeu dans un projet de développement social urbain à Brazzaville (Congo-Brazzaville)

Véronique Dorner (anthropologue consultante), avec la collaboration de Philippe Lavigne Delville et Émilie Barrau (Gret), août 2006, Paris, Éditions Gret, *Coopérer aujourd'hui* n°49, 60 p.

Le principe d'une contribution financière des bénéficiaires est devenu une règle dans les projets de développement local. Mais ceux-ci ont souvent du mal à collecter les sommes prévues. Analysant les déterminants de la cotisation dans un projet de développement social urbain à Brazzaville, cette étude souligne que, au-delà du contexte local, les règles du jeu proposées par

le projet et sa crédibilité aux yeux des populations sont importantes. Au-delà, elle révèle des enjeux insuffisamment pris en compte dans la conception des projets : les différences de nature entre les types de réalisations financées, l'enjeu d'une clarification juridique et institutionnelle du statut des ouvrages, la contradiction entre faible durée des projets et nécessités de la construction de la crédibilité.

Les marchés fonciers et immobiliers des quartiers informels à Phnom Penh, Cambodge. Dynamiques et enjeux pour l'action publique

Valérie Clerc et Virginie Rachmuhl, novembre 2006, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°50, 27 p.

Dans les villes en développement, les marchés fonciers et immobiliers sont en grande partie informels. Ils concernent les pauvres comme les classes moyennes. À Phnom Penh, l'analyse de la dynamique des marchés fonciers et immobiliers et des modes d'accès au logement dans les quartiers informels permet de mieux comprendre les tendances contradictoires des dynamiques en cours. Cette analyse peut alimenter la définition d'une politique de l'habitat destinée à réguler le marché foncier et immobilier et favoriser l'accès à la ville pour les populations pauvres.

Les ONG nationales de développement à Brazzaville. Dynamiques et conditions de consolidation

Céline Leroux, décembre 2006, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°51, 60 p.

Au Congo Brazzaville, la société civile est fortement marquée par l'histoire politique du pays, et les récentes guerres civiles. Les ONG congolaises de développement sont peu nombreuses et très fragiles. Cette étude analyse la trajectoire de cinq de ces ONG et leur fonctionnement interne, montrant que la rareté des financements accessibles les empêche de stabiliser des savoir-faire et de consolider leur organisation interne. À partir de deux exemples de stratégies d'appui, elle identifie les conditions de consolidation. Donner la capacité à agir et à apprendre par l'action, appuyer la structuration de l'organisation interne et accompagner la réflexion stratégique et le positionnement politique, sont trois axes pour un tel programme de renforcement. Cela demande un appui et un engagement sur la durée qui leur permettent de se projeter dans l'avenir.

Appuyer la professionnalisation de la presse au Tchad, un enjeu de démocratisation. L'économie, le talon d'Achille des entreprises de presse

Cécile Thimoreau, 2007, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°52, 58 p.

En Afrique comme ailleurs, une presse indépendante et professionnelle est une des conditions de la démocratie. Structuration du secteur professionnel, appui à la régulation et l'auto régulation, formation des journalistes et renforcement de la viabilité économique des entreprises de presse, ont été les quatre axes du projet d'appui au renforcement des médias au Tchad. Dans un environnement économique et politique particulièrement peu favorable, la volonté des journalistes et des patrons de presse est remarquable. Mais l'économique reste le talon d'Achille du secteur, ce qui interroge les stratégies des bailleurs de fonds : une aide structurelle faible mais régulière, sous condition déontologique, n'est-elle pas une condition pour que le secteur puisse se consolider ?

Prendre au sérieux les pratiques des développeurs : une étape nécessaire de l'analyse critique des interventions des ONG ?

Philippe Lavigne Delville, 2007, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°53, 30 p.

Les analyses critiques de projets de développement sont utiles et nécessaires, pour faire avancer la connaissance des enjeux du développement et pour stimuler la réflexivité des développeurs sur leurs pratiques. Pour autant, peut-on faire l'analyse critique de projets de développement, sans vraie enquête, en refusant de prendre en compte ce qu'est la pratique du développement, et d'analyser sérieusement les pratiques des développeurs et leurs représentations ? À travers deux exemples, ce texte argumente que non.

Pauvreté, citoyenneté et participation. Quatre positions dans le débat sur les modalités d'organisation de la « participation des habitants » dans les quartiers d'habitat social

Marion Carrel, 2007, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°54, 19 p.

La pauvreté et la citoyenneté sont-ils antinomiques ? Si le principe de l'égalité politique est au fondement de la démocratie, il semble que le soupçon d'incapacité, hérité de l'histoire, continue de peser sur les pauvres. Derrière le consensus apparent sur la nécessité de « faire participer les habitants » dans le cadre des politiques socio-urbaines mises en œuvre dans les quartiers d'habitat social français depuis la fin des années 1970, cet article étudie les conflits sous-jacents relatifs aux différentes conceptions de la démocratie et des compétences civiques des habitants des quartiers pauvres urbains. Marion Carrel propose une grille de lecture qui synthétise quatre « positions » dans le débat, repérées chez les professionnels de la politique de la ville, mais également chez les chercheurs, militants et consultants spécialisés sur la question de la participation.

Entrepreneurs politiques ou agents de développement. Entre résistance et consentement, l'histoire d'une ONG du Madhya Pradesh, Inde

Vasudha Chhotray, University of East Anglia, 2007, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°55, 27 p.

Quel rôle jouent les ONG ? Pour certains, ce sont des entrepreneurs politiques cherchant à faire passer leurs convictions, en opposition à l'État. Pour d'autres, des exécutants des politiques publiques des États ou des bailleurs de fonds. À partir d'une étude de cas détaillée présentant l'histoire de la naissance et de l'ancrage local d'une ONG indienne dans l'État du Madhya Pradesh, ce texte montre que ces deux dimensions du travail des ONG ne sont pas nécessairement incompatibles, la réalité étant faite d'un enchevêtrement subtil de résistance et de consentement.

Valoriser la dimension interculturelle dans le management des projets de coopération. Leçons d'expériences franco-vietnamiennes

Sylvie Chevrier, Université Paris-Est, 2007, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°56, 33 p.

Les cultures politiques conditionnent la façon de concevoir l'action collective, la relation hiérarchique, la négociation, la décision. Analysant les discours de partenaires français et vietnamien de projets du Gret, cette étude identifie les points-clé des différences de conceptions de l'action commune, et identifie des pistes pour tirer parti de ces différences et construire des modes de fonctionnement adaptés au contexte franco-vietnamien.

Cedac & Gret: the History of a Partnership. Viewpoints and Prospects

Pierre Yves Le Meur, 2007, Paris, Éditions Gret, Coopérer aujourd'hui n°57, 30 p.

Le partenariat entre ONG du Nord et du Sud est très valorisé. Mais le terme « partenariat » est vague et recouvre une large diversité de pratiques. L'asymétrie entre les deux partenaires est souvent très forte. Les ONG du Nord peuvent-elles appuyer l'émergence et la consolidation d'ONG du Sud réellement autonomes ? Analysant l'histoire de 10 ans de partenariat entre le Gret et le Cedac, ONG française et cambodgienne travaillant ensemble sur le développement rural au Cambodge, ce texte met en lumière de nombreux enseignements sur le partenariat et le développement de capacités.

■ **Collection Traverses**

Développer une filière locale d'amélioration de l'habitat privé. Une stratégie d'action à Zinguichor, Sénégal

Virginie Rachmul (Gret) et Isabelle-Marie Cyr, septembre 2007, Éditions du Groupe Initiatives/Iram/Gret, Collection Traverses n°29, 30 p.

Dans les villes africaines, l'extension urbaine n'est le plus souvent ni contrôlée, ni maîtrisée, engendrant de nombreuses carences en logements, équipements et services urbains. Zinguichor, ville au sud du Sénégal, n'échappe pas à ce phénomène. La question du logement y est posée, à la fois en termes quantitatifs et qualitatifs. L'auto-construction progressive est fréquente, démontrant une fois encore l'efficacité des filières de production domestiques et la capacité des populations pauvres à inventer des réponses adaptées à leurs situations. Les limites de ces dynamiques apparaissent également, principalement liées à la mauvaise qualité des constructions et à leur coût. L'objectif de ce texte est de présenter la démarche de conception d'un projet d'amélioration de l'habitat privé conduit par un consortium d'ONG et visant à consolider ces filières.

« Toute d'une grande » : le réseau Sanduk, institution de microfinance de l'île d'Anjouan, Comores

Dorothee Pierret (Iram) et Christine Poursat (Gret), Paris, Éditions du Groupe Initiatives/Iram/Gret, Collection Traverses n°30, 20 p.

Comment une IMF de petite taille, évoluant dans un contexte économique et politique défavorable et s'adressant essentiellement aux populations en zone rurale, peut être viable ? C'est le défi du réseau des Sanduk d'Anjouan dans l'archipel des Comores, qui s'inscrit en termes de performances aux côtés des grandes IMF médiatisées. À l'heure où les praticiens de la microfinance se demandent comment étendre la portée des IMF et atteindre ceux qui sont encore « exclus » de la microfinance, notamment en zones rurales reculées, comprendre les facteurs de succès des Sanduk d'Anjouan – construction progressive, implication sur la durée d'un opérateur et d'un bailleur de fonds, ancrage local fort, etc. – est riche d'enseignements.

■ **Collection Débats & Controverses**

Les multinationales de l'eau et les marchés du Sud : pourquoi Suez a-t-elle quitté Buenos Aires et La Paz ?

Sarah Botton, Gret-Latts, 2007, Paris, Éditions Gret, Débats et Controverses n°1, 84 p.

Le désengagement progressif des multinationales de l'eau des pays du Sud, et en particulier le départ de Suez des marchés argentins et boliviens, invitent à analyser en profondeur, au-delà des débats sur le statut public/privé de l'opérateur, la complexité des imbrications services d'eau/ sphère politique/attentes citoyennes. Afin de débattre des enjeux de cette évolution, le Gret et le Latts ont organisé conjointement une table ronde en invitant à la discussion des acteurs issus de l'entreprise, de la recherche et du monde associatif.